

6 • ÉTÉ 2025

LA REVUE
NEC

CONSTRUIRE UN NUMÉRIQUE
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

www.numerique-en-communs.fr

NUMÉRIQUE
EN COMMUN[S]

ESS EUROPE 2024 • OCCITANIE • LOT • HÉRAULT • ESS EUROPE 2024 • OCCITANIE • LOT • HÉRAULT

Intelligences artificielles et médiations

ENTRETIEN

Soizic Pénicaud, Observatoire des algorithmes publics

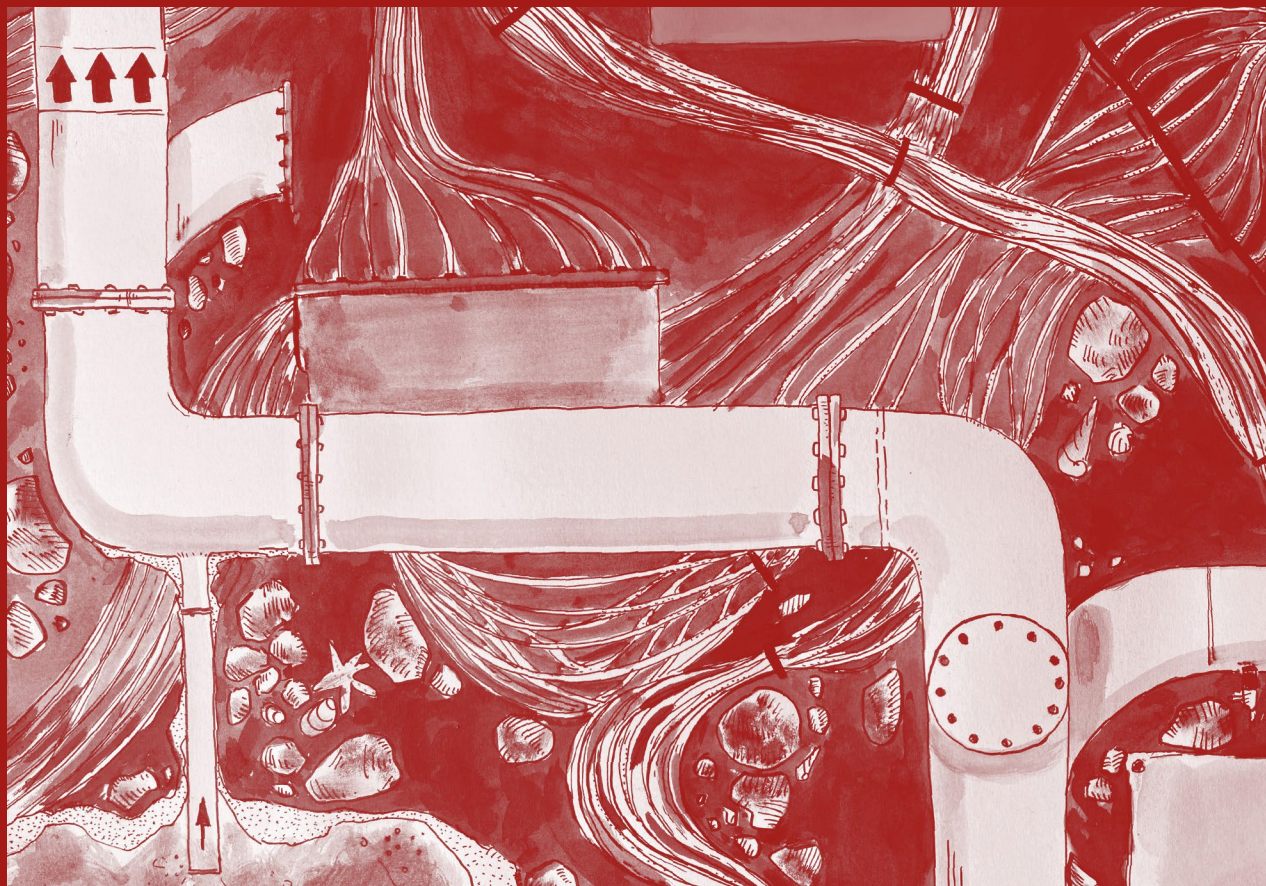
ÉCLAIRAGE

IA d'intérêt général : de quoi parle-t-on ?

VARIA

Une autre data est possible

**12 RESSOURCES POUR DÉVELOPPER SA
CULTURE CRITIQUE DE L'IA**



La revue Numérique En Commun[s] paraît gratuitement tous les quatre mois. Elle est produite dans le cadre d'un partenariat entre l'association vives voies et le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). On la retrouve sur les événements NEC.

Au fil des pages, on y découvre des éclairages sur les points aveugles de la construction du numérique d'intérêt général, des enquêtes sur celles et ceux qui s'engagent pour le faire vivre ainsi que sur des initiatives inspirantes au service d'un numérique plus éthique, plus ouvert, plus durable et plus inclusif.

Chaque numéro est construit autour d'un dossier thématique (empreinte écologique du numérique, santé et inclusion numérique, illettrisme et inclusion numérique, jeux vidéo & intérêt général) et valorise les contenus produits lors des événements NEC (NEC locaux et NEC national).



Vives voies est un collectif pluridisciplinaire du tiers-secteur de la recherche engagé dans la défense du numérique d'intérêt général. Il œuvre pour inventer et partager des projets qui explorent les liens entre les mondes des sciences humaines et sociales, de la culture, des solidarités et du design.

www.vivesvoies.fr



Le Programme Société Numérique de l'ANCT appuie les collectivités et l'ensemble des acteurs de proximité sur toutes les questions liées aux usages numériques et au numérique d'intérêt général. Le programme porte à ce titre la politique nationale d'inclusion numérique (dont la feuille de route 2023-2027 s'intitule « France Numérique Ensemble ») qui vise à permettre à tous les Français et toutes les Françaises de bénéficier pleinement des opportunités offertes par le numérique.

www.societenumérique.gouv.fr



NUMÉRO 6 - ÉTÉ 2025

Intelligences artificielles et médiations

Décrypter les enjeux, documenter les bonnes pratiques des territoires français en termes de numérique d'intérêt général, éclairer les points aveugles des médiations socio-numériques et montrer que l'inclusion n'est pas une réponse au surnombre de retardataires mais une exigence adressée au numérique de demain.

@numérique-en-commun-s 

Revue mise à disposition du public gratuitement
et sous Licence Ouverte / Open Licence



Numérique en Commun[s] – NEC est une démarche portée par le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Depuis 2018, NEC propose un cadre de réflexion pour penser et construire collectivement un numérique d'intérêt général. De nombreux partenaires y sont associés : ministères, agences de l'État, régulateurs, collectivités, associations et coopératives.

Grâce à un événement national emblématique et des déclinaisons locales tout au long de l'année, NEC fédère une large communauté d'acteurs et d'actrices unis par le souhait de faire émerger un numérique à la fois inclusif, éthique, durable, ouvert, accessible et souverain.

Porteuse d'une véritable culture numérique basée sur la solidarité et la coopération, la démarche NEC permet ainsi de co-construire les outils partagés de l'inclusion numérique, expérimenter des services numériques, penser les évolutions des usages numériques, structurer des gouvernances et des systèmes vertueux au service des territoires et de celles et ceux qui y vivent.

ISBN : 978-2-488583-01-5
ISSN : 3073-486X

NUMÉRIQUE
EN COMMUN[S]



Note à l'attention de la lectrice et du lecteur

Dans cette revue, nous avons décidé d'adopter les principes d'une écriture inclusive. Par ce choix, nous voulons montrer qu'en utilisant cette forme rédactionnelle, il est possible de contenir les stéréotypes de genre, d'assurer une meilleure représentation des femmes dans la langue et d'éviter leur enfermement dans un répertoire restreint de rôles et de situations, limitant de fait leurs possibilités d'être et d'agir.

Nous sommes conscientes et conscients que certains marqueurs typographiques d'écriture inclusive comme le point médian peuvent perturber la lecture, notamment pour les personnes dyslexiques, les personnes aveugles ou malvoyantes utilisant des logiciels de synthèse vocale, les personnes en apprentissage ou en difficulté avec la langue écrite.

De ce fait, nous avons fait le choix d'employer les doublets (« les citoyennes et les citoyens »), de favoriser le recours aux noms de métiers ou titres au féminin et d'adopter une règle longtemps en vigueur en français : l'accord de proximité (« toutes celles et ceux » ; « les articles et tribunes publiées »). Pour arrêter ces choix typographiques, nous nous sommes notamment inspirées de la charte publiée par la revue féministe La Déferlante¹.

¹ Voir La Déferlante (2021), « Marche orthotypographique de La Déferlante ».

SOMMAIRE



© zoé aegerter



© Sébastien Bertholet

5 AVANT-PROPOS

9 AUX FRONTIÈRES DU NUMÉRIQUE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

ÉDITORIAL DU DOSSIER10

GLOSSAIRE

Les mots de l'intelligence artificielle12

MÉDIATIONS ET IA15

RETOUR SUR

L'IA en jeux : pourquoi et comment
ouvrir le débat ?16

TÉMOIGNAGES

Quelles tensions entre médiation
sociale et IA ?20

CARNET D'ENQUÊTE

La médiation à l'IA : dialogue au cœur
d'une recherche-action25

MÉDIATIONS CAPACITANTES

Que fabrique l'IA
dans les Fab Labs ?30

ÉCLAIRAGE

L'art du lien à l'ère de l'IA :
des œuvres qui nous parlent ?34

ON A VU POUR VOUS

« Le monde selon l'IA » : retour
sur l'exposition présentée au Jeu
de Paume à Paris.....39



© zoé aegerter, directrice du numéro

DOSSIER

INTELLIGENCES
ARTIFICIELLES
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Au travail, à l'école¹ ou à la maison, les usages des intelligences artificielles poursuivent leur progression. Pourquoi cela alors qu'une majorité des Françaises et des Français (56 %) exprime un manque de confiance envers l'intelligence artificielle, voire une forte défiance (21 %)² ? Que nous apprend cette apparente dissonance ?

¹ « À partir de cette rentrée, tous les élèves de 4^e et de 2^{de} seront amenés à suivre une micro-formation à l'IA sur la plateforme Pix, pour se préparer aux défis technologiques de demain » selon un communiqué de presse du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche mis à jour en juin 2025.

² Baromètre du numérique 2025, CREDOC, Arcep, Arcom, CGE, ANCT (enquête menée entre juillet et août 2024).

Faut-il y voir les effets d'une pression technologique et économique trop forte, ne laissant que peu de temps et de choix à chacune et chacun pour construire la relation consentie et éclairée qui lui convient ? Faut-il y voir un manque de culture numérique, une conséquence de la mystification de l'IA (entretenu bien souvent par les manufacturiers de l'IA eux-mêmes), voire une attitude simplement réactionnaire face à « la nouveauté » ?

L'intelligence artificielle n'est ni « une nouveauté », ni un simple outil technique qu'il s'agirait d'apprendre à utiliser au mieux. Il s'agit d'un projet scientifique, économique et culturel globalisé qui, né aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se voit aujourd'hui dopé par une trentaine d'années de collecte de données en ligne, par et au profit d'entreprises privées.

Dans ce contexte, comment ne pas s'interroger sur l'intérêt public d'un tel projet ? Quels enjeux et quelles actions à mener



zoé aegerter
directrice du numéro

avec ou contre « l'intelligence artificielle d'intérêt général », notion encore mal définie qui semble vouloir apaiser les esprits ? Quels défis le projet de l'IA lance-t-il à la démocratie, en France comme en Europe ?

Ce dossier, conçu en deux parties, cherche à contribuer à poser les termes du débat. Nous partons du terrain, de celles et ceux qui font la médiation, sociale et numérique, pour nous interroger sur la façon dont elles et ils mobilisent l'IA : leurs usages réels, les transformations induites dans la relation à l'aide sociale, à l'apprentissage, à l'information. Mais que se passe-t-il lorsque l'IA atterrit dans un contexte professionnel déjà sinistré tel que le vivent

travailleuses et travailleurs sociaux, enseignants et enseignantes ? Par ailleurs, que peut-on attendre d'une « culture de l'intelligence artificielle », et pourquoi se contenter d'expliquer ou de démystifier, là où il s'agit peut-être avant tout de politiser l'IA, c'est-à-dire d'en faire un objet démocratique ?

Après un passage inspirant par les mondes de l'art et de l'éducation aux médias, notre dossier se poursuit par une réflexion sur les critiques faites à l'IA et le pouvoir d'agir de ces critiques. Un travail cartographique permet d'interroger la portée des critiques institutionnelles qui appellent à une IA plus éthique ou plus responsable tandis que nous ouvrons la réflexion, aux côtés de l'observatoire des algorithmes publics, sur les conditions minimales pour que la société civile et les activistes des droits puissent se saisir pleinement du sujet. De la médiation à la critique de l'IA, l'enjeu demeure le même à notre sens : faire du projet de l'IA, un projet *en commun*, c'est-à-dire un espace de négociation et de démocratie. 

Les mots de l'intelligence artificielle

par zoé aegerter

Algorithme

Un algorithme mathématique est une suite d'instructions permettant d'obtenir un résultat de façon automatisée. Ce résultat peut prendre la forme d'un classement (Parcours Sup, Google Search), d'une recommandation (Youtube, TikTok, Amazon market place), d'une identification (reconnaissance d'objets, de visages), d'un artefact (génération automatique d'image ou de texte), d'une prédiction (météo, cours de la bourse). Les algorithmes rendent opérationnels des raisonnements qui ne sont pas neutres ; par construction, ils reposent sur des choix qualitatifs et quantitatifs : qu'est-ce qu'une ou un bon élève ? Qu'est-ce qu'une vidéo à succès ? Qu'est-ce qu'un visage ? Qu'est-ce qu'une phrase bien construite ? Aucune de ces questions n'a de réponse définitive.

Algorithme public

Un algorithme public est un algorithme mathématique conçu et déployé par une institution publique (ministère, collectivité, agence d'État). Automatiser en

partie une politique ou un service public transforme le rôle de la puissance publique et la relation aux citoyennes et citoyens, avec des conséquences parfois très directes sur leurs vies (orientation scolaire, recours aux aides sociales ou non, etc.). Afin de lutter contre les injustices ou de limiter les erreurs, il est indispensable que le fonctionnement des algorithmes publics soit transparent, c'est-à-dire documenté, à jour, et facilement accessible. Or, aujourd'hui, rares sont les institutions qui font ce travail de documentation.

Apprentissage-machine

L'apprentissage-machine ou apprentissage automatique est au cœur des systèmes d'intelligence artificielle actuels. Il rassemble différentes techniques informatiques qui consistent systématiquement à :
1) constituer une base de données (par exemple des photos de chats) ;
2) les présenter à un programme informatique conçu pour en tirer une analyse (dans notre cas : des différences et des ressemblances de pixels entre les photos) ;
3) en induire une information plus générale (une photo contenant 90 % de pixels similaires à la base de données a 90 % de chance d'être une photo de chat). Ce procédé de modélisation nécessite une phase d'entraînement sur de grandes quantités de données afin de fournir des réponses fiables, c'est-à-dire d'être capable de donner la bonne réponse lorsqu'on lui présente une situation qu'il n'a jamais rencontrée (une nouvelle photo). C'est pour cela qu'on parle d'apprentissage, mais il serait plus

juste de parler d'algorithmes de généralisation.

Biais algorithmique

Dans le contexte d'un algorithme mathématique, ou plus largement d'un système d'IA, un biais est une réponse non neutre, voire injuste et fautive. Ces erreurs ne relèvent pas nécessairement d'un dysfonctionnement (bug) mais plutôt de choix de conception qui peuvent être volontaires ou involontaires. De nombreux biais sont la conséquence des données choisies pour l'entraînement des systèmes d'IA (une majorité de photos de chats noirs amènera le système à juger comme étant « moins chats » les chat gris), ou la conséquence des choix opérés par les algorithmes (une bonne vidéo est une vidéo courte car c'est une vidéo visionnée jusqu'au bout). Ainsi, un biais peut être raciste, sexiste, culturel, générationnel, social, etc. Il est possible de rendre un algorithme plus égalitaire ou plus représentatif d'un groupe, pour autant il s'agit toujours de choix – nécessairement biaisés.

Chatbot

Un *chatbot* est un système informatique de dialogue humain-machine. Sa particularité est de proposer à ses utilisatrices et utilisateurs d'interagir par le langage, à l'écrit comme à l'oral. On parle alors d'interface conversationnelle. Les chatbots constituent une forme particulièrement anthropomorphique d'interaction avec un système informatique, car ils simulent le langage humain ainsi que des comportements socio-

linguistiques typiques du dialogue entre deux humains, tels que l'empathie, la politesse, etc.

Code source

En informatique, le code source est un texte en langage de programmation qui contient l'ensemble des instructions d'un programme. Le code source se présente généralement sous la forme de plusieurs fichiers texte.

Concernement

Se sentir concernée ou être concerné c'est reconnaître un lien ou une responsabilité vis-à-vis d'une situation. La notion de concernement est souvent mobilisée pour faire apparaître les affects, les formes d'attention et de réflexivité particulières d'acteurs face à une situation (des chercheuses, chercheurs face à leur objet d'étude, des habitantes et des habitants face à un projet dans leur territoire...). Le concernement constitue un nœud de sens où gravitent les notions d'implication, de prise, d'engagement affectif ou encore de savoir situé.

Datafication

La datafication est la tentative de traduire sous forme de données numériques tous les aspects de la vie (consommation, santé, rencontre amoureuse, production culturelle...). Cette tendance technologique relève principalement du capitalisme de surveillance ou capitalisme de la donnée, pour lequel toute donnée est une information susceptible d'engendrer de la valeur marchande.

Deepfake

Un deepfake désigne un faux, une contrefaçon ou un trucage réalisé à l'aide de technologies d'intelligence artificielle. Cela peut prendre la forme d'une usurpation d'identité (appel téléphonique avec une voix imitant celle d'une ou d'un proche), d'une fausse information (une vidéo présentant une personne publique en train de faire un discours qu'elle ou il n'a jamais prononcé), d'une contrefaçon (imitation du style d'un artiste contre son gré).

Explicabilité

L'explicabilité d'un système d'intelligence artificielle consiste à savoir expliquer quelles causes engendrent quels effets, c'est-à-dire : pourquoi un système d'IA produit-il cette réponse plutôt que telle autre ? À partir de quand obtient-on de bons résultats ? Quelles sont les limites de tels ou tels systèmes ? Il s'agit d'un enjeu fondamental sur les plans scientifique, éthique, industriel et écologique. Sur le plan scientifique, l'enjeu est avant tout épistémologique : il s'agit de comprendre ce qu'on sait déjà faire, mais sans parvenir à bien l'expliquer, ni à en mesurer les conséquences sur nos conceptions de la pensée, de la création, de la mémoire, etc. Sur les plans industriels, éthiques et écologiques, les enjeux sont de maîtriser et de contrôler les systèmes d'IA : comment juger de la fiabilité et de la pertinence de la réponse d'un système d'IA (diagnostic médical, opération militaire, aide à la décision, etc.), sans pouvoir vérifier les raisons qui motivent

cette réponse ? Quelles sont les possibilités de choix qui s'offrent à moi, à mon domaine d'expertise, à ma communauté, à la société, si je ne connais pas les limites et les possibilités de tel ou tel système d'IA ? L'explicabilité est donc également un enjeu de démocratie technique, car elle dessine les contours de ce qui peut être négocié, questionné, légiféré.

L'IA / une ia / un SIA

L'expression « *artificial intelligence* » a été forgée dans les années 1950 dans un contexte anglophone. Le terme « *intelligence* », relève davantage d'un rapport à l'information – comme dans « *intelligence service* » (service de renseignement) – qu'à l'intellect, comme la traduction francophone le laisse entendre. Aujourd'hui, l'expression « l'intelligence artificielle » (l'IA) désigne à la fois un champ de recherche scientifique, une infrastructure industrielle et des programmes informatiques. L'expression « une ia » concerne une application en particulier, avec son modèle, ses données, ses usages (par exemple DeepL pour la traduction, Stable Diffusion pour la génération d'images, etc.). L'expression « système d'IA » (SIA) met l'accent sur le caractère technique et interconnecté de toute ia. En effet, une application de type chatbot, par exemple, ne mobilise pas uniquement des techniques d'intelligence artificielle mais aussi de nombreuses autres couches logicielles (moteur de recherche, interface utilisateur, système de mise à jour, etc.).



© Sébastien Bertholet

GLOSSAIRE

IA générative / non générative

La recherche en intelligence artificielle recouvre aujourd'hui un vaste ensemble de champs scientifiques, techniques, mais aussi sociaux et politiques, structurés autour de plusieurs grandes familles de méthodes, d'applications et de disciplines, telles que l'apprentissage automatique, la vision par ordinateur, le traitement du langage naturel, la modélisation des connaissances, la robotique, les systèmes génératifs, l'éthique, l'épistémologie et la philosophie de l'IA.

L'IA générative constitue donc un champ de recherche et d'application parmi d'autres. Elle concerne tout système d'intelligence artificielle dont la vocation est de produire – c'est-à-dire, générer – de nouveaux contenus (images, textes, vidéos, musiques...), à partir de contenus antérieurs, mobilisés sous forme de données numériques.

LLM

Un « *large language model* » ou « grand modèle de langage » est un système d'apprentissage-machine entraîné sur de très grands ensembles de données pour produire du langage humain (texte ou parole). Les LLM sont apparus vers 2018 et ont été popularisés avec l'arrivée de l'application conversationnelle ChatGPT (OpenAI). Leur particularité par rapport à d'autres systèmes d'intelligence artificielle (comme les agents conversationnels construits sur des arbres de

décision) est de pouvoir accomplir une grande diversité de tâches langagières sans avoir besoin d'être reprogrammés.

Milieu

La notion de milieu permet de désigner l'ensemble des relations et interactions constitutives d'une personne, une communauté, une espèce. À la différence de la notion d'environnement, celle de milieu ne désigne pas ce qui « entoure » un sujet mais plutôt ce qui ce passe au « mi-lieu », entre le sujet et une société, un lieu de vie, un environnement technique, un système politique, etc. Notre milieu nous appartient donc autant qu'il nous transforme.

Processeur graphique (GPU)

Un GPU est une unité de calcul initialement conçue pour le calcul d'image dans un ordinateur. La particularité de ces processeurs est de pouvoir réaliser de très grandes quantités de calculs simultanément. C'est pour cette raison qu'ils sont aujourd'hui massivement utilisés lors de l'entraînement des modèles d'IA. Les GPU sont des composants clés des infrastructures d'intelligence artificielle modernes.

Prompt

Un *prompt* est une instruction, le plus souvent sous la forme d'une phrase, adressée par une personne à un système d'IA pour générer une réponse ou un contenu. La façon dont un prompt est formulé joue un rôle décisif dans le résultat que le programme va générer. En effet, le choix des mots, le niveau

de langage et le degré de précision employés influencent directement la façon dont le système d'IA mobilise en retour les informations qu'il possède, un peu à la façon d'un miroir (parfois déformant).

Technosolutionnisme

Le technosolutionnisme ou solutionnisme technique désigne la confiance dans la technologie pour résoudre tous types de problèmes, quand bien même ces derniers sont engendrés par la technologie elle-même. En découle une forme de fuite en avant, consistant à chercher des solutions dans des technologies toujours nouvelles et meilleures.

Travail numérique (*Digital labor*)

Le travail numérique ou *Digital Labor* concerne toute pratique productive, rémunérée ou non rémunérée, induite par le fonctionnement d'un service numérique. Cette notion a émergé à partir des années 2010, reconnaissant que les activités numériques quotidiennes des usagères et des usagers des services numériques relèvent souvent de formes de sous-traitance qui produisent de la valeur pour les entreprises qui les détiennent (par exemple, publier une vidéo sur TikTok ou classer ses photos dans un cloud). Quand le travail est rémunéré, il concerne souvent des tâches répétitives (comme la supervision des réponses d'un algorithme en phase d'entraînement), voire dégradantes ou traumatisantes (comme la modération des contenus à caractère violent ou sexuel sur les réseaux sociaux).

« zéro clic »

Le « zéro clic » est le fait qu'une utilisatrice ou utilisateur d'un moteur de recherche trouve l'information qu'il ou elle cherche directement sur la page de résultats, ou se contente de cette réponse sans cliquer sur un lien vers un site externe. La particularité de cette pratique est de déléguer encore un peu plus aux algorithmes des moteurs de recherche le choix de ce qui est une « bonne information » ou une information juste. [zo](#)

« MÉDIATIONS ET IA »

“ *Aujourd’hui, le niveau de baisse de la ressource humaine dans le secteur social est tel que l’on est obligé de se rabattre sur ces technologies qui nous aident à pallier ce manque de ressources et à absorber la charge de travail.* ”

Audrey Gueniche

*directrice Santé solidarité et autonomie à Bondy
(Seine-Saint-Denis)*



RETOUR SUR...

Café IA au NEC Occitanie © françois huguet

L'IA en jeux : pourquoi et comment ouvrir le débat ?

par françois huguet

L'utilisation de l'IA en contexte pédagogique ou professionnel ne crée pas de consensus autour de ses effets¹. Quand certaines ou certains soulignent la personnalisation des apprentissages ou le gain de temps qu'elle représente, d'autres alertent sur la réduction des interactions humaines essentielles au développement social et émotionnel. Qu'en est-il en contexte de médiation socio-numérique ? L'utilisation d'IA générative constitue-t-elle un réel levier d'autonomisation des publics accompagnés et une réduction significative des tâches administratives ? Ou bien, derrière l'IA vue comme un « outil magique capable de résoudre tous les problèmes », trouvons-nous un énième discours solutionniste ? Afin de saisir comment l'IA est perçue par la communauté des médiatrices et médiateurs numériques, nous avons mené l'enquête dans différents NEC locaux.

NEC Occitanie

Le représentant du Conseil national du numérique nous distribue des post-it pour lancer un débat autour de l'IA (un des formats de la démarche nationale d'appropriation collective « Café IA »²). Avec un panel de médiatrices et médiateurs

numériques, nous jouons à *Mikrodistopies*, un atelier visant à faire émerger divers imaginaires technologiques et à les confronter les uns aux autres. Les micro-récits qui émergent nous font sourire. Une des participantes évoque le rétablissement, notion utilisée en psychiatrie³, qui correspond à un cheminement de la personne, dans la durée, pour reprendre le contrôle de sa vie et trouver sa place dans la société. Sur son post-it, elle a imaginé une sorte de consultation psy ou de séance de médiation numérique où l'IA devient un assistant personnel chargé de contrôler si la personne est sur le chemin du rétablissement et de l'autonomisation numérique. Nous questionnons collectivement son scénario : est-ce que les biais algorithmiques des IA

¹ Sur la dimension pédagogique, voir le rapport *Intelligence artificielle et éducation : apports de la recherche et enjeux pour les politiques publiques* de la Direction du numérique pour l'éducation / ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (janvier 2024) : ac-paris.fr/media/50148/download. Voir également les formations du Réseau Canopé : reseau-canope.fr/ia-en-classe.

² Les différents formats sont regroupés sur la page web suivante : cafeia.org/formats-danimation.

³ Pour aller plus loin sur cette notion, voir : unafam.org/troubles-et-handicap-psy/vers-le-retablissement.

génératives sont compatibles avec des démarches d'accompagnement de la maladie mentale ? Est-ce que les technologies ne sont justement pas des facteurs supplémentaires de troubles psychiques ? Une travailleuse sociale intervient dans le débat : pourquoi réduire la part humaine dans un accompagnement de ce type ? N'est-ce pas là la première cause de névrose de n'avoir affaire qu'à des machines en lieu et place d'interactions humaines ? Le groupe acquiesce et prend conscience que la quasi intégralité des scénarios produits sont dystopiques... Reste que toutes et tous s'accordent sur le fait qu'échanger ensemble sur le sujet permet de mieux saisir ce dont cette technologie est le nom.

| NEC Lot

Le chercheur Thierry Simon conclut sa conférence sur le constat de Luc Julia, co-créateur de Siri : l'intelligence artificielle n'existe pas⁴... Il préfère parler « d'intelligence augmentée » ou, « d'***apprentissage machine** », pour éviter les confusions et rappeler que ces technologies sont basées sur des règles ou des données qui existent. Elles ne génèrent pas de nouvelles choses, ni ne s'adaptent, contrairement à une personne humaine qui face à une

situation nouvelle a la capacité d'inventer. Une conseillère numérique l'interpelle en lui disant que, de son côté, elle doit tous les jours composer avec ce terme et les outils qui lui sont associés... En effet, en situation d'accompagnement, elle essaye souvent de rappeler le fonctionnement d'une ***IA générative**, de resituer son cycle de vie, depuis l'extraction des minéraux jusqu'au coût énergétique des data centers, ainsi que les conséquences sociales et environnementales des IA. Pour elle, plutôt qu'une querelle sémantique, c'est la mise en débat et les échanges qui sont fondamentaux pour saisir les enjeux relatifs à l'intelligence artificielle.

Pour beaucoup, utiliser l'IA c'est surtout essayer de combler un manque de professionnelles et professionnels de l'accompagnement et du service public.

| NEC Hérault

Le tour de table de l'atelier IA et médiation numérique est bien plus long que prévu. À la suite des présentations, les participantes et participants reviennent sur leurs usages de ces technologies et ce



Un atelier Aïe Aïe ! jeu développé par la métropole de Lyon qui permet d'aborder des thématiques liées au développement de l'IA © Rés'in, SiaPartners, le Tubà

dont ils auraient besoin à l'avenir. Le panorama est vaste : une médiatrice numérique, qui fait également de l'insertion professionnelle et de l'accompagnement à l'emploi, nous parle de ce que l'on pourrait nommer ses « braconnages IA ». Elle jongle avec les versions d'essai, utilise telle plateforme pour telle activité, change son prompt et passe sur une autre plateforme identifiée comme plus performante pour telle autre. Un conseiller numérique nous rappelle que peu importe l'usage, le facteur humain est toujours présent et primordial dans son travail : c'est toujours lui qui doit interpréter, relire, etc. Certes, on peut réduire la « paperasserie » en utilisant des agents conversationnels, construire plus rapidement des supports d'ateliers, des tableurs, mais c'est toujours la relation en face à face qui est le pivot d'une action de médiation. Pour beaucoup, utiliser l'IA c'est surtout essayer de combler un manque de professionnelles et professionnels de l'accompagnement et du service public. En d'autres termes, composer avec une version dégradée de l'accueil réel et en ligne.

⁴ Luc Julia (2019), *L'intelligence artificielle n'existe pas*, First éditions.

Démystifier, débattre, échanger : construire un tissu de démocratie technique de proximité ?

Au-delà d'assister à une mise en action concrète des feuilles de route territoriales France Numérique Ensemble, circuler dans les différents NEC locaux permet aussi de saisir concrètement ce que l'écosystème du numérique d'intérêt général essaie de composer, en commun, avec l'IA. Pour ce faire, la mise en débat de ces technologies passe souvent par le jeu et les ateliers créatifs : le café IA, la bataille de l'IA⁵, Aïe Aïe IA⁶, la boîte noire de l'IA⁷, *Future of IA*⁸, et bien d'autres encore, sont autant d'initiatives conviviales qui permettent de débattre facilement des impacts sociaux des IA génératives, d'imaginer des scénarios prospectifs autour de son développement, de soulever le capot et de comprendre le cycle de vie d'un algorithme. Elles se développent en France et sont de réels marqueurs de la construction d'un tissu de démocratie technique de proximité. Pourtant, on constate que l'enthousiasme n'est pas souvent au rendez-vous... Les personnes rencontrées font toutes le constat suivant : l'intelligence dite « artificielle » n'a rien de magique.

Elle repose sur des choix politiques et économiques, des infrastructures physiques et le travail souvent invisible de milliers de personnes⁹. Pour qu'elle se mette au service de l'intérêt général et de la justice sociale, l'effort doit être mis sur l'étude des impacts (sociaux, environnementaux...), sur les usages et sur la médiation. Faire des choix éclairés sur le déploiement de l'IA est un enjeu démocratique majeur¹⁰ qui s'inscrit dans la droite lignée d'une littérature numérique éthique et durable. Une gageure pour les mondes du numérique d'intérêt général face à des mastodontes industriels, *nerds de l'Apocalypse*¹¹... 

⁵ Voir cafeia.org/la-bataille-de-lia.

⁶ Voir encadré ci-contre.

⁷ Voir encadré ci-contre.

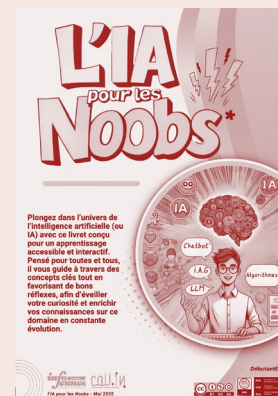
⁸ Voir futureoftech.fr/#future-of-ia.

⁹ Sur ce point, voir notamment les travaux du sociologue franco-italien Antonio Casilli.

¹⁰ Sur ce point, voir Hubert Guillaud (2025), *Les algorithmes contre la société*, La Fabrique éditions.

¹¹ Nastasia Hadjadji et Olivier Tesquet (2025), *Apocalypse Nerds*, éditions divergences.

RESSOURCES



L'IA pour les noobs

Ce livret pédagogique, conçu par l'association ICARE, le CRIJ Occitanie et le collectif pour l'inclusion numérique Coll.in, peut être utilisé pour mieux comprendre l'intelligence artificielle, mais aussi en complément d'un café IA, pour mettre en place une autre action de sensibilisation, ou encore pour envisager d'adopter l'intelligence artificielle dans sa pratique professionnelle.



POUR ALLER PLUS LOIN

lesbases.anct.gouv.fr/ressources/livret-pedagogique-l-ia-pur-les-noobs

La Boîte Noire de l'IA

Comment se positionner face à une technologie que même les expertes et experts peinent à suivre ? Pour la plupart d'entre nous, l'IA reste une boîte noire opaque qui fascine autant qu'elle inquiète. La Boîte Noire de l'IA est un jeu pédagogique qui accompagne le grand public pour :

- ▶ comprendre le fonctionnement d'une IA générative de texte, en resituant son cycle de vie ;
- ▶ débattre des conséquences sociales, environnementales et éthiques des IA ;
- ▶ faire des choix en conscience de nos usages de cette technologie.

Pensé pour le grand public et développé par Dataactivist et Nantes Métropole, ce jeu pédagogique favorise la discussion, l'apprentissage et la prise de recul.



POUR ALLER PLUS LOIN

open.dataactivist.coop/products/boitenoire-ia



Aïe Aïe iA

Un outil ludo-pédagogique qui vous propose d'aborder le sujet de l'intelligence artificielle au travers d'une enquête embarquant les participantes et participants au sein d'une entreprise, l'algorithme dans la Peau (ADP) mêlant interviews, découvertes d'environnements et inspection de documents !

Un jeu co-construit avec des médiatrices et médiateurs numériques, le réseau d'inclusion numérique de la métropole de Lyon (Res'in) et le Tubà, tiers-lieu des données, du numérique responsable et des transitions urbaines du territoire grand lyonnais.



POUR ALLER PLUS LOIN

resin.grandlyon.com/actualites/details/aie-aie-ia-le-jeu

TÉMOIGNAGES

Quelles tensions entre médiation sociale et IA ?

Rencontre avec Rania Youssef, fondatrice de Tribe-X et Audrey Gueniche directrice du CCAS de Bondy

par anne-charlotte oriol

Alors que la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) et le LaborIA, programme de recherche « dédié à l'impact de l'intelligence artificielle dans le milieu professionnel », planchent sur les usages de l'IA dans le travail social¹, nous nous sommes demandé quelle place avait l'IA dans la médiation sociale et comment elle était perçue par celles et ceux qui l'utilisent. Croisement de deux témoignages, d'un bout à l'autre de la chaîne administrative.

RANIA YOUSSEF EST LA FONDATRICE DE L'ASSOCIATION TRIBE-X, QUI CONTRIBUE À DÉCOLONISER LES PRATIQUES ET LES REPRÉSENTATIONS DANS LE SECTEUR DE LA TECH. RÉFUGIÉE EN FRANCE DEPUIS 2019, ELLE TÉMOIGNE DE LA NÉCESSITÉ D'UTILISER L'IA POUR PARVENIR À GÉRER SES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, ET DES CAS DE CONSCIENCE QUE CELA GÉNÈRE POUR ELLE².



Quand je vivais encore en Égypte, avec la plupart de mes amies et amis, nous avions un objectif simple : trouver un bon travail à l'étranger pour quitter le pays le plus vite possible. Situation économique désastreuse et manque de perspectives, régime autoritaire, faiblesse des droits des femmes et des personnes queers... Les raisons ne manquaient pas pour vouloir partir.

Trois de mes amis ont réussi à être recrutés dans une entreprise située en Malaisie qui recherchait des locuteurs arabes.

¹ LaborIA doit publier un rapport sur le sujet à l'automne 2025. Un webinaire de présentation de la démarche s'est déroulé le 20 juin 2025 : laboria.ai/webinaire-vers-une-convention-professionnelle-sur-lusage-de-lia-dans-le-travail-social-20-juin-2025.

² Voir aussi le numéro 5 de la revue NEC « Numérique et migrations » : numerique-en-communs.fr/les-ressources-nec/#revue

*Quand je pense
à l'IA, je ne peux
m'empêcher de penser
à mes amis qui vivent
aujourd'hui encore avec
le traumatisme causé
par ce travail pour
les Big Tech, aux raisons
qui les ont poussés vers
ce genre de boulot et
au fait que la plupart
des IA que nous utilisons
aujourd'hui ont été
entraînées en exploitant
de vraies personnes
dans des conditions
indécentes.*

Leur job consistait à vérifier les « contenus signalés » pour les entreprises des Big Tech, c'est-à-dire des contenus violents, interdits ou inquiétants. Ils devaient transcrire en arabe toutes les insultes, tous les cris, tous les détails terrifiants de ces vidéos. Même ceux qui ne sont restés que quelques mois ont gardé des séquelles psychologiques longtemps après³.

Pourtant, en tant que réfugiée LGBT en France, je suis obligée d'utiliser les technologies d'IA pour gérer les défis administratifs que je rencontre.

En arrivant en France, la plupart des personnes réfugiées et migrantes sont broyées par un système administratif d'une complexité sans nom. Les assistantes et assistants sociaux censés nous accompagner dans ces démarches parlent rarement nos langues. Certains utilisent des applis reposant sur l'IA pour communiquer avec nous, mais ces outils sont loin d'être satisfaisants (quand ils ne font pas des contresens !), particulièrement pour des langues comme l'arabe égyptien, le persan ou le dari.

L'administration française est notoirement connue pour sa complexité : même les Français parlent de leur « phobie administrative » ! Pour arriver au bout d'une démarche, il ne faut pas seulement avoir le privilège de parler français couramment, il faut aussi connaître le langage et les codes de l'administration. Pour de nombreuses personnes

migrantes et réfugiées, la traduction s'appuyant sur l'IA est un filet de sécurité vital. Cela nous permet de communiquer avec la CAF, France Travail ou autre, c'est-à-dire de répondre aux messages et aux demandes officielles pour maintenir nos droits.

Mais utiliser l'IA dans ses démarches administratives implique un certain niveau d'aisance numérique, à commencer par la possession d'un mail, que toutes les personnes migrantes ou réfugiées n'ont pas. Le risque de renforcer les inégalités numériques et sociales de populations déjà particulièrement vulnérables est immense.

Quand on peut enfin chercher du travail, la situation ne s'améliore pas nécessairement. Non seulement il est de plus en plus rare d'obtenir un emploi sans passer par une

candidature en ligne, mais les algorithmes employés dans les services de ressources humaines sont connus pour les discriminations qu'ils entraînent, en particulier envers les populations arabes. Pour déjouer ces algorithmes, et ce système discriminant, certaines personnes utilisent l'IA pour rédiger des lettres de motivation et des CVs afin de se fondre dans la masse et d'éviter les obstacles dès cette étape.

Quand j'utilise pour mes démarches diverses et variées des technologies qui s'appuient sur l'IA, je ne peux m'empêcher de penser à mes amis en Malaisie. Je ne peux m'empêcher de penser aux idéologies dévastatrices qui en font un

³ Sur ce point, voir le film d'Adrian Chen et de Ciaran Cassidy (2017), *The Moderators* : youtu.be/k9m0axUDpro?si=dRHp9gRGT3jeL8vu.

outil de déshumanisation et d'extermination comme nous avons pu le voir en Palestine avec les abjects outils « Lavender » ou « Where Is Daddy ? »⁴. J'ai fondé l'association Tribe-X pour travailler sur la nécessaire décolonisation des technologies. Avec Tribe-X, nous considérons que l'utilisation massive de l'IA par des régimes autoritaires et des forces militaires, d'une part, et les défis systémiques que rencontrent les groupes vulnérables (en particulier les migrants), d'autre part, sont les deux faces de la même pièce. Pile : l'IA détruit massivement des populations et menace des groupes sociaux entiers. Face : l'IA permet aux personnes trouvant refuge dans un autre pays de venir à bout de démarches administratives fastidieuses.

Les dangers de l'IA sont largement dûs aux jeux de données sur lesquels s'appuient ces technologies et leurs – nombreux – biais : la ***datafication** de la nature humaine, l'homogénéité coloniale d'Internet et des services numériques, et une croissance reposant sur l'exploitation des ressources et des gens. Les chercheurs Katarzyna Cieslik et Dániel Margócsy notaient à ce titre : « *la production d'inscriptions est le processus par lequel des phénomènes sociaux et naturels sont transformés en formules mathématiques et en images qui sont "mobiles, plates et reproduisibles"* »⁵ »

Mais l'IA ne fait que refléter les biais déjà présents dans nos vies quotidiennes : des biais profondément racistes, sexistes, classistes et coloniaux dans leurs présuppositions, leurs jeux de données et

leurs applications. Il est donc illusoire de penser que l'on peut régler les problèmes de l'IA sans régler ceux de la société. Si on n'affronte pas radicalement les racines de ces problèmes, l'utilisation débridée de l'IA par les Big Tech et les gouvernements ne fera que renforcer et automatiser les systèmes d'oppression existants. Devoir utiliser l'IA en pensant à tout ça est une violence supplémentaire à laquelle je dois faire face en tant que réfugiée.

⁴ Voir à ce propos les enquêtes portant sur ces outils militaires : « 'Lavender': The AI machine directing Israel's bombing spree in Gaza » (+972 Magazine) ; « Gaza war: artificial intelligence is changing the speed of targeting and scale of civilian harm in unprecedented ways » (The Conversation).

⁵ Dans un article publié en 2022 : « Datafication, Power and Control in Development: A Historical Perspective on the Perils and Longevity of Data » (Progress in Development Studies).



AUDREY GUÉNICHE EST DIRECTRICE SANTÉ SOLIDARITÉ ET AUTONOMIE À BONDY (SEINE-SAINT-DENIS). ELLE PILOTE À CE TITRE LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE. FORTE D'UNE LONGUE EXPÉRIENCE DE TRAVAILLEUSE SOCIALE EN SEINE-SAINT-DENIS, ELLE EST AUX PREMIÈRES LOGES POUR OBSERVER COMMENT L'UTILISATION DE L'IA PERCUTE LE TRAVAIL SOCIAL.

Je fais plutôt partie des gens qui se méfient beaucoup de ces nouvelles technologies et je me méfie notamment des failles de sécurité concernant les données. Je n'ai pas peur d'être remplacée ou que mes équipes soient remplacées. En revanche, je suis toujours un peu inquiète de la manière dont les informations, les données que l'on envoie à ces outils sont re-utilisées, re-traitées, de là où elles vont... Ça renvoie à toutes les questions de protection des données qui sont aussi délicates que fondamentales dans notre travail.

“ *Aujourd'hui, le niveau de baisse de la ressource humaine dans le secteur social est tel que l'on est obligé de se rabattre sur ces technologies qui nous aident à pallier ce manque de ressources et à absorber la charge de travail.* ”

Audrey Gueniche

Dans mon travail, l'un des enjeux est l'accueil et l'accompagnement des personnes non francophones. Là encore, on a recours à des prestataires d'interprétariat mais cela a un coût important et de moins en moins de collectivités y ont recours. Sans compter que, lorsqu'il y a des coupes budgétaires à faire, ce sont typiquement les services de ce genre qui vont sauter en premier, parce qu'on va se dire, « c'est pas grave, on va prendre un outil de traduction automatique... » J'alerte beaucoup mes équipes sur le fait qu'avec ces outils, on n'a aucune garantie de ce qui a été traduit (contrairement à ce que va faire une ou un professionnel), que ces outils n'ont pas été pensés pour le travail social, en plus d'être peu fiables pour certaines langues qui sont souvent celles de nos publics. Et, surtout, on ne sait pas ce qui peut être fait des

données personnelles rentrées par les usagères et usagers sur ces outils, sans parler des risques d'usurpation d'identité. Je leur demande d'être très vigilantes dans leur utilisation de ces outils avec les usagères et usagers. Je pense qu'il y a beaucoup de questions, voire des vides juridiques, sur l'utilisation de ces outils pour le travail social. Par ailleurs, demain, on va peut-être avoir des logiciels qui vont être dans la délation. Aujourd'hui, il manque un certain nombre de garde-fous si on veut pouvoir travailler avec l'IA dans le social en toute sécurité et en toute sérénité.

Après, dans un contexte financier difficile pour le secteur social, et alors que l'on traverse une crise d'attractivité dans nos métiers, on ne peut pas ne pas mentionner l'utilité de ces outils, notamment en termes de gain de temps.

Personnellement, j'étais vraiment critique de ChatGPT jusqu'à très récemment, et ce sont mes collègues qui m'ont fait changer d'avis. On a des personnes qui ont une belle fibre sociale mais qui sont peu à l'aise à l'écrit, d'autres qui sont multi-dys et pour qui l'écrit n'est pas une partie majeure du travail... Clairement, utiliser ChatGPT leur permet de gagner du temps et de la qualité de vie au travail. Et leurs productions écrites sont aussi plus qualitatives et plus claires !

Mais cela pose de vraies questions managériales : comment accompagner nos équipes, comment poser les limites pour qu'elles ne perdent pas en compétences et n'oblitérent pas leurs chances d'évolution professionnelle, comment s'assurer que les aspects clefs du travail ne sont pas délégués à une IA mais qu'ils restent bien compris...

Chez nous, l'IA, on l'appelle « copain ». C'est celui qui nous file le coup de main quand on est en galère, mais c'est un copain, ce n'est pas notre meilleur ami. Et c'est pas celui des usagers et usagères, donc pas d'informations personnelles, pas d'éléments bancaires ou administratifs...

Aujourd'hui, ce sont surtout nos usagers qui nous sollicitent par rapport à l'IA, qui viennent avec des outils reposant sur cette technologie, et notamment les personnes non francophones, avec qui on peut avoir des difficultés de communication du fait de l'absence d'une langue commune. On va devoir de plus en plus les sensibiliser à la vigilance nécessaire dans l'utilisation de ces outils, aux questions de sécurité qui sont liées.

Aujourd'hui j'ai moins peur de l'IA parce que j'ai compris que, selon la façon dont tu le nourris, il peut être ton copain comme il peut être ton pire ennemi. Et je reste persuadée que dans la fonction publique, nous devons rester méfiants pour la sécurité de nos collaboratrices et collaborateurs comme celle de nos usagères et usagers, parce qu'on n'est pas en maîtrise de ce qui est fait de nos données. Et ça, c'est un point de vigilance majeur. Mais si on l'utilise avec subtilité et avec intelligence – pas artificielle pour le coup – ça peut devenir un vrai copain, justement. Un vrai copain qui te fait gagner effectivement beaucoup de temps...

Quant à la relation avec les usagères et les usagers, s'il peut y avoir de belles pistes de développement pour

rendre plus accessibles certains services numérisés par exemple, pour autant une machine ne prendra jamais la place d'un être humain, surtout dans le travail social et surtout dans un contexte de complexification croissante des difficultés auxquelles font face nos publics. [acc](#)

La médiation à l'IA : dialogue au cœur d'une recherche-action

par clotilde chevet

« L'IA pousse une redéfinition profonde de l'école et bouleverse le contrat éducatif traditionnel. [...] Elle constitue une opportunité historique de réinventer l'école républicaine et redéfinir en profondeur le métier des enseignants¹. » Ces mots d'Aude Blanckaert Guéneau, ambassadrice du plan national « Osez l'IA », nous interrogent. À quelles conditions une telle redéfinition pourrait-elle s'opérer ? Et selon quelles modalités les enseignantes et enseignants pourraient-ils y prendre part ? Dans quelle mesure sont-ils conviés à le faire ?



RETOUR SUR UNE ENQUÊTE MENÉE AU SEIN D'ÉCOLES ET COLLÈGES FRANCILIENS DANS LE CADRE DU PROJET APIA, VISANT À CONCEVOIR UN ASSISTANT IA POUR L'INITIATION À L'ANGLAIS EN CYCLE 3.

En juin 2025, le ministère de l'Éducation nationale publie un cadre d'usage de l'intelligence artificielle à l'école, invitant notamment à former les personnels éducatifs aux outils existants. Cette initiative répond à une nécessité réelle : permettre aux enseignantes et enseignants de s'approprier des technologies qui évoluent vite, et que les élèves utilisent

déjà largement. Mais cette formation intervient souvent en aval, une fois les choix techniques arrêtés et les outils développés. Comme nous avons pu le constater au fil des formations que nous animons², cette temporalité expose les professionnels au risque de subir une transformation de leur métier, à laquelle ils et elles ont peu contribué et perçue comme inévitable, voire imposée.

La question n'est alors pas seulement de les accompagner, mais de les associer aux décisions qui redéfinissent leur métier. Car si l'intelligence artificielle s'invite déjà dans les usages des élèves, son intégration dans les pratiques d'enseignement reste à construire ; le « comment », le « jusqu'où » et le « pour quoi faire » demeurent ouverts à la discussion. Il est encore possible – et nécessaire – d'en débattre collectivement, avec celles et ceux qui enseignent. Il s'agit, en somme, de leur rendre le gouvernail, de rediscuter ensemble le cap.

Cela suppose néanmoins de dépasser la seule transmission pour ouvrir un espace de médiation au sens fort : un dialogue collectif et démocratique prenant en compte « les besoins et pratiques des usagers »³. En effet, là où la formation vise l'acquisition de compétences, la médiation cherche à créer les conditions d'un dialogue et d'un débat public autour des choix technologiques.

¹ Aude Blanckaert Guéneau, Post LinkedIn publié le 7 juillet 2025 : [linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7346428742635872256](https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7346428742635872256).

² En tant que cheffe de projet IA et éducation au SCAI-CMQ-IA (Sorbonne Center for Artificial Intelligence), Clotilde Chevet délivre régulièrement des formations aux enseignants de collège-lycée.

³ Olivier Chourrot (2004), « Société de l'information », *Glossaire critique, Commission française pour l'Unesco, Paris, La Documentation française*, rubrique « Médiation ».

C'est dans cet esprit que s'inscrit APIA, lancé fin 2023 par Christophe Kerrero, ancien recteur de l'académie de Paris, et porté par Sorbonne Université et la DRARI⁴.

Le projet rassemble alors des inspectrices, chercheuses, ingénieurs et représentants institutionnels dans une démarche de co-conception. L'objectif : concevoir un outil numérique pour soutenir l'apprentissage de l'anglais en cycle 3, tout en expérimentant une médiation continue à l'IA – depuis l'animation du collectif jusqu'à l'enquête dans les établissements franciliens. Cet article propose un retour sur cette expérience que j'ai eu la chance de coordonner en tant que cheffe de projet : sa construction, sa réception et les propositions qui ont émergé.

La recherche-action : un espace de médiation scientifique ?

Dès les premières étapes, nous cherchons à installer un dialogue étroit avec les professionnels de terrain. Le consortium interdisciplinaire réunit ainsi des acteurs académiques (DRARI, DANE⁵, corps d'inspection, corps enseignant, interlocuteurs académiques au numérique, etc.), des chercheuses universitaires (en didactique des langues⁶ à l'INSPE⁷, en

informatique et modélisation de l'apprenant au MOCAH⁸) et des startups edtechs (Stellia, Digischool, Flowchase). Les représentants académiques ne sont pas de simples conseillers au sein de ce collectif : ils participent au comité de pilotage et contribuent à définir les orientations du projet au même titre que les équipes de recherche et entreprises impliquées.

Des comités de suivi mixtes – où se rencontrent notamment inspectrices, chercheuses et ingénieurs – permettent de confronter besoins pédagogiques et contraintes techniques. Ces échanges nécessitent une première étape de médiation scientifique, cette fois interdisciplinaire : acculturation à l'IA pour les didacticiennes de l'équipe, ouverture aux sciences de l'éducation pour les autres.

Ces ateliers croisés donnent de premières orientations au futur assistant, voient émerger les premiers veto et surtout permettent de préparer notre enquête de terrain dans les écoles. La conception du guide d'entretien devient un exercice collectif : nous travaillons avec des formatrices de l'INSPE et des inspectrices disciplinaires pour bâtir un langage commun, afin d'aborder les questions d'IA avec les futurs enquêtés. Comme le souligne Antoine Lalande, trouver « les bonnes

questions » nécessite en effet de « se laisser du temps afin de “comprendre où sont, dans l'univers des enquêtés, les problèmes et les enjeux” », et de « procéder de façon évolutive, en partant des réalités que les personnes et [l'enquêteur peuvent] le plus communément partager [...] pour aller progressivement vers des réalités susceptibles d'être plus abstraites »⁹.

Chaque rencontre préparatoire devient ainsi une séance de médiation : expliquer ce que peut ou ne peut pas faire l'IA, partager nos intentions, écouter les craintes et attentes. Nous invitons les équipes à formuler leurs propres questions : *Qu'est-ce que j'attends que l'IA fasse pour moi ? Qu'est-ce que je ne veux pas qu'elle fasse ? Comment va-t-elle modifier ma pratique et mon rapport aux élèves ?*

Nous rejoignons ainsi Dominique Montagne-Macaire, selon qui « la finalité de la recherche-action est d'intervenir sur les pratiques non pas exclusivement pour les modifier, mais afin de les rendre conscientes et les faire analyser et comprendre. » De même, les entretiens envisagés visent un double objectif : mieux comprendre les besoins des enseignantes et enseignants tout en ouvrant un espace de discussion sur les transformations à venir.

La médiation sur le terrain : l'IA à l'épreuve du réel

À mon arrivée dans les écoles, les équipes éducatives se montrent accueillantes, mais néanmoins prudentes, voire méfiantes : « *On ne pourra pas y échapper de toute façon* » ; « *Oh là là ! moi je ne suis pas du tout calée en code, tout ça* » ; « *Donc ça y est, les profs sont menacés ? On va être remplacés ?* » (propos recueillis en salle des professeurs et salle des maîtres).

Ces réactions ne reflètent pas tant un rejet de la technologie que la conscience aiguë qu'elle accompagne un projet de transformation – parfois perçu comme flou, vertical ou imposé.

⁴ DRARI : Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation.

⁵ DANE : Délégation académique au numérique éducatif.

⁶ La didactique des langues étudie les méthodes d'enseignement et d'apprentissage des langues étrangères.

⁷ Institut national supérieur du professorat et de l'éducation.

⁸ MOCAH : Modèles et Outils informatiques Centrés Apprentissage Humain.

⁹ Antoine Lalande (2023), « Voir et toucher les savoirs depuis les lieux périphériques : Le Lieu-Dit comme terrain d'étude de la vulgarisation des sciences sociales en milieux militants », *Communication & langages*, n° 217, p. 63.

À la différence d'une démarche de vulgarisation, la recherche-action ne prétend pas à la neutralité : elle porte un projet (ici, un assistant pédagogique numérique), et interroge des pratiques. Plus encore, elle vient bousculer l'équilibre d'une organisation scolaire déjà fragile.

En marge des entretiens, ce sont souvent les échanges informels autour d'un café qui deviennent de véritables moments de médiation.

Ils permettent un premier apprivoisement du projet, bien au-delà du « recueil de besoins ». L'ancrage en sciences sociales de notre enquête surprend souvent les équipes rencontrées : il ouvre la porte à des conversations sur les enjeux professionnels, culturels et éthiques du projet. Il ne s'agit plus d'implanter un outil déjà conçu mais bien de discuter ensemble de ce qui pourrait faire sens dans les pratiques quotidiennes.

Ces moments d'ouverture laissent parfois place à des formes de déception. Certains projettent en effet des fonctionnalités très ambitieuses – bien au-delà des capacités actuelles de la technologie :
« L'outil idéal ? J'aimerais bien

qu'il parle déjà. Qu'il puisse parler et répondre, qu'on puisse avoir une vraie interaction avec lui [...]. En fait, j'aimerais pouvoir me dédoubler et que l'assistant ait une interaction avec un petit groupe pendant que je m'occupe d'un autre. »
Cet enthousiasme révèle une forme d'écart entre l'IA dans ses représentations, souvent fantasmées, et dans son état effectif de maturité technique.

Plus largement, les propos recueillis au fil de l'étude soulignent un décalage fondamental entre l'arrivée d'un outil high-tech et les conditions matérielles (parfois précaires) des écoles visitées.

“*Désolée mais la question c'est pas "est-ce que j'ai l'équipement informatique", c'est "quand est-ce que la fuite d'eau de ma classe va être réparée ?" ”*

“*J'ai payé moi-même les livres et la décoration de ma classe parce qu'il n'y avait pas de budget pour ça... ”*

“*Ils veulent un assistant IA, mais les enfants ne savent même plus écrire à la main... ”*

professeures des écoles rencontrées pendant l'enquête

Dans un tel contexte, le risque est double : passer à côté des besoins réels du terrain ou, à l'opposé, susciter des espoirs démesurés qui se heurteront à des limites technologiques et matérielles. Ces témoignages rappellent qu'une innovation, pour être juste, doit s'inscrire dans une écologie professionnelle plus large – en l'occurrence, celle d'un métier déjà éprouvé, où toute nouveauté est évaluée à partir de ses conséquences concrètes sur le travail quotidien.

En cela, la démarche de médiation engagée durant cette première phase de terrain ne permet pas seulement de présenter le projet : elle permet de réajuster les promesses, d'écouter les résistances et de les faire remonter au consortium. Chaque discussion devient l'occasion de faire dialoguer ingénieurs, chercheuses et représentants institutionnels sur la réalité vivante des classes. Sur cette base, nous poursuivons la réflexion avec les équipes éducatives pour imaginer ensemble les contours d'un assistant pédagogique réaliste, et surtout désirable.

Vers un outil juste : co-imaginer la place de l'IA dans la classe

Au fil des entretiens, un déplacement s'opère. Nous ne parlons plus seulement de ce que l'IA peut faire, mais de ce que nous

“*C'est hyper important de venir dans les classes, de faire des expérimentations avant même que ce soit fini. Nous de toute façon on est habitués à faire avec des choses en mouvement. Voir venir des chercheurs avec des projets à moitié finis, ça nous fait nous sentir intégrés au projet, pris en compte. Il ne faut pas attendre la fin pour venir nous voir et tester. ”*

Camille Philipppo
professeure des écoles
et ambassadrice
du numérique

voulons qu'elle fasse – et, surtout, de ce qu'elle ne doit pas faire. Cette réflexion conduit à l'élaboration progressive d'un outil à la présence « ajustée » : ni substitut de l'enseignante ou enseignant, ni assistant omniprésent, mais ressource ponctuelle. L'outil pourrait ainsi soutenir la différenciation et l'inclusion pédagogique, proposer des contenus accessibles, assurer un suivi individualisé, ou encore faciliter la constitution de sous-groupes. Si cette perspective enthousiasme au collège, elle suscite néanmoins des inquiétudes en primaire :

« C'est pas une pratique habituelle pour les enseignants. [...] On nous a toujours appris à avoir une maîtrise complète des élèves. »

« Il faudrait une présence, un accompagnement pour lancer ce genre de fonctionnement, parce qu'on est pas du tout formés à ça. Tu as vraiment cette impression de perte de contrôle et de lâcher prise quand tu les mets en groupe, c'est super déstabilisant. »

Ces propos rappellent un point essentiel : si la participation permet d'ouvrir le débat et de co-construire une vision de ce que l'IA pourrait apporter en classe, elle ne suffit pas à elle seule à transformer les pratiques. La formation doit *in fine* prendre le relais afin de permettre une appropriation concrète de ces nouvelles modalités pédagogiques (et non pas juste de l'outil).

“ *Des classes très difficiles, avec une attention et des codes sociaux très complexes. Ça demande de reconstruire des choses de base, du vivre ensemble [...]. Les cours de langue deviennent un peu des moments d'apprentissage de l'interaction humaine et des codes sociaux.* ”

“ *En classe, il vaut mieux qu'ils se parlent entre eux. On a des élèves à qui il faut aujourd'hui demander de se regarder mutuellement lorsqu'ils se parlent, qui ont des difficultés d'écriture et qui ont des difficultés à se concentrer plus de 40 minutes.* ”

professeures des écoles rencontrées pendant l'enquête

Par ailleurs, les équipes pédagogiques soulignent que l'IA doit rester en retrait sur ce qui fait le cœur de leur métier : le rapport au corps, à l'autre, à la parole. Les interactions hors écran – jeux de rôle, échanges oraux, activités motrices – apparaissent d'autant plus essentielles dans un contexte post-COVID, marqué par une perte de repères sociaux et relationnels.

Dans cette logique, un équilibre se dessine : l'outil accompagne, mais ne remplace pas. Il peut prendre le relais, ponctuellement, en petits groupes ou en travail individuel, mais ne saurait se substituer à la dynamique collective. L'assistant devient un allié discret, conçu non pour enseigner à la place des professeurs, mais pour leur redonner de la latitude.

Au terme de ce processus, le projet APIA ne produit pas seulement un prototype, il fait émerger petit à petit une vision partagée de ce que l'IA peut – et ne doit pas – faire à l'école. Une vision qui assume que la présence de la technologie puisse parfois être souhaitée... et parfois non.

En définitive, penser la médiation autour de l'IA à l'école ne revient pas seulement à faciliter l'appropriation d'un outil. Il s'agit d'accompagner l'évolution d'une identité professionnelle, parfois

aussi profonde que sensible. Comme le rappelle Dominique Montagne-Macaire :
« *Le rapport au changement interpelle l'éthique professionnelle de l'enseignant. [...] Le changement ne se conçoit pas sans résistances ni frilosités. Sans routines figées ni certitudes, douleurs et deuils. Maîtriser le changement en didactique des langues, c'est vivre un processus en tensions permanentes, doser les acquis et le projet du devenir. C'est convoquer le sens des actions et sa propre responsabilité éthique*¹⁰. » C'est à cette condition que l'innovation technologique peut être source de sens commun et non de fracture ou d'injonction. La médiation, dès lors, n'est pas une étape facultative : elle apparaît comme la condition d'un changement situé et partagé. ■

¹⁰ Dominique Montagne-Macaire (2007), « Didactique des langues et recherche-action », *Recherches en didactique des langues et des cultures*.



Académie des langues de Paris © Clotilde Chevet

RESSOURCES



Faire la paix avec nos écrans, François Saltiel, Virginie Sassoon

La directrice adjointe du Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI) et le journaliste producteur d'« Un monde connecté » et de « La Fabrique de l'information » sur France Culture signe un livre à quatre mains qui explore notre rapport hybride au numérique, entre monde réel et flux virtuel. Ce livre retrace l'histoire des écrans, révèle leurs impacts sur nos vies et questionne nos dilemmes quotidiens. Sans culpabiliser, il propose des pistes pour réguler, éduquer et réinventer nos usages, afin de retrouver un lien plus humain et conscient au numérique.



MÉDIATIONS CAPACITANTES

Que fabrique l'IA dans les Fab Labs ?

par anne-charlotte oriol

C'est un rapport manuel, collectif et sensible au numérique qui se joue dans les Fab Labs. Dans ces ateliers de fabrication en commun, on utilise entre autres des machines à commande numérique. En fabriquant, en bidouillant, en expérimentant, en réparant, en prototypant, bref, en créant, celles et ceux qui fréquentent ces espaces peuvent sembler se tenir à mille lieues des promesses de technologie désincarnée que représente l'IA. Mais les Fab Labs ne sont pas imperméables aux systèmes d'intelligence artificielle, notamment générative. Quels usages se développent et quels regards les acteurs portent-ils sur ces sujets ? La fabrication numérique permet-elle de développer un usage réflexif des technologies dites d'intelligence artificielle ? L'IA est-elle compatible avec les valeurs structurantes du mouvement maker ?

Nous avons identifié des actions menées dans différents lieux en France et échangé avec des professionnelles et professionnels de sept lieux en France : l'AgriLab UniLaSalle de Beauvais (Oise), l'atelier Make in iKi à Commenailles (Jura), le 8 Fablab à Crest (Drôme), le BAL – Fab Lab mobile du Kl'Hub (Landes), La Verrière à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le Bibliofab à la

médiathèque Marguerite Duras à Paris (20^e arrondissement) et le RoseLab à Toulouse (Haute-Garonne)¹.

Ce qui en ressort ? Une curiosité mâtinée de questionnements, des lieux identifiés comme des ressources autour de l'IA sur leurs territoires respectifs et une volonté affichée – autant qu'une capacité – de démystification.

L'IA, un sujet parmi d'autres... mais un sujet qui s'impose

Regarder l'IA depuis les Fab Labs permet en quelque sorte de la remettre à sa place, de la voir comme une « *technologie normale* »², et non pas comme une « *potentielle superintelligence* ». Certes, elle a fait irruption dans les Fab Labs, tout comme elle l'a fait dans nos vies (comme le soulignait un responsable

d'un des lieux) ; certes, elle percute l'activité des équipes des Fab Labs...

¹ En complément de cet article, vous pouvez retrouver un panorama des actions de médiation menées dans les Fab Labs autour de l'IA sur la plateforme EPALE dédiée à l'éducation des adultes : epale.ec.europa.eu/fr/blog/panorama-des-mediations-ou-non-autour-de-lia-dans-les-espaces-du-faire.

² L'expression est des chercheurs Arvind Narayanan et Sayash Kapoor. Elle est tirée de leur article « *AI as Normal Technology* » publié en avril 2025.



© 8FabLab

mais elle n'est qu'un sujet parmi (tant) d'autres pour ces espaces qui mêlent de nombreuses activités et accueillent des publics variés. Dans plusieurs lieux (comme le BAL – fab lab mobile du KI'Hub, ou le fab lab La Verrière), on privilégie un rapport manuel au faire, assez loin des ordinateurs, voire des machines en général (dans le sillage des *low tech*, ces techniques durables, simples, appropriables, résilientes produisant des objets facilement réparables et adaptables³). Les actions de ces lieux se trouvent ainsi relativement éloignées de l'IA.

Un sujet parmi d'autres, mais un sujet qui s'impose et qui semble ne laisser d'autres choix que de le traiter. Pour Antoine Ruiz-Scorletti, responsable du RoseLab et également porte-parole du RFF Labs (Réseau Français des FabLabs, Espaces et Communauté du Faire), « *on a pris le parti de comprendre plutôt que de subir... et on doit composer avec notre volonté de défendre les logiciels libres, le low tech et l'accessibilité de la technique – ce qui n'était déjà pas évident – et maintenant avec l'IA qui vient percuter nos activités* ». L'équation est loin d'être évidente... Par exemple utiliser de l'IA pour réduire la consommation de matière lors de la fabrication d'objets et tendre ainsi vers

le zéro déchet semble, sur le papier, intéressant. Mais est-ce vraiment efficace sur le long terme, d'un point de vue environnemental et en tenant compte des multiples effets de bord ?

L'IA questionne d'autres composantes de l'écosystème maker, et notamment le travail. De nombreuses professions impliquées dans les Fab Labs, à l'instar des designers qui sont de plus en plus nombreuses et nombreux à se sentir dépossédés voire menacés. Pourtant, plus il y a d'IA (comme plus il y a de technologie), plus il y a besoin de médiation humaine... et les Fab Labs pourraient être des lieux propices pour démontrer la nécessité de travailler avec des professionnelles et professionnels plutôt que de s'en remettre à des outils aux résultats à minima bancals (les exemples cités vont de la génération d'image de panda à cinq pattes à celle de tables basses qui ne tiendront jamais debout).

Plus de discussions sur l'IA que de fabrication avec l'IA

Les questions liées à l'IA traversent la société et, sur les différents territoires, les Fab Labs sont des lieux vers lesquels se tournent celles et ceux qui s'interrogent sur l'IA, avant même que les temps



© Faire Festival

de discussion se formalisent, dans le cadre de cafés IA⁴ par exemple. Des open labs proposés à l'AgriLab ou des « cafés blabla » de Made in iKi, l'IA s'invite dans les discussions depuis plusieurs mois, même si les personnes touchées par ces événements sont souvent les habituées.

Les Fab Labs qui travaillent beaucoup avec des publics jeunes, et notamment scolaires, comme le 8 FabLab ou ceux qui se situent en médiathèque, lieux où l'éducation aux médias (EMI) est un axe d'intervention fort, sont parmi les plus engagés pour amener ces publics à aborder l'IA de manière critique. Le volet fabrication est inégalement présent dans

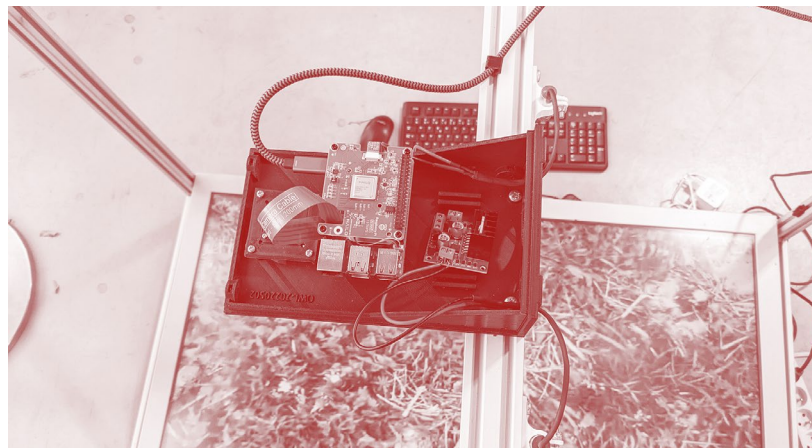
les actions proposées, mais on retrouve une utilisation des outils de modélisation (comme Meshy, Chat3D, et LumaLabs), « *plus parlants que le texte* » comme le soulignait Suzanne Hervouet, médiatrice au 8 Fablab, pour sensibiliser aux biais algorithmiques. Mêmes retours au BiblioFab, un Fab Lab situé dans une médiathèque parisienne déjà investie sur l'éducation aux médias (« *en particulier le développement de l'esprit critique* », selon Cyrille Jaouan

³ Voir fr.wikipedia.org/wiki/Low-tech.

⁴ Les cafés IA sont une initiative du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique (ex Conseil National du Numérique) : cafeia.org.

son FabManager), ou à Made In Iki, Fab Lab situé dans une commune de 600 habitantes et habitants du Jura, Commenailles. Jean-Marie Giraudeau, salarié du Fab Lab pour lequel il coordonne les conseillères et conseillers numériques du département, insiste sur l'importance pour l'équipe de « *favoriser la créativité, [...] développer l'esprit critique [et] le respect de l'environnement* » dans toutes les actions de médiation proposées, et en particulier celles autour de l'IA.

Il serait pourtant faux de dire qu'il n'y a pas de médiations autour de l'IA s'appuyant sur la fabrication dans les Fab Labs. Il ressort en particulier que les usages les plus approfondis sont développés dans des lieux spécialisés, comme l'AgriLab UniLaSalle qui travaille sur l'agriculture connectée. Luc Hanneuse, le responsable du lieu, considère que son rôle est d'accompagner les usagères et usagers, et notamment les étudiantes et étudiants, à déterminer la nécessité ou non de l'IA dans leurs projets. Il souligne ainsi : « *autant dans certains domaines, c'est clairement du marketing, autant pour faire de la reconnaissance d'image, qui est très utilisée en agriculture, notamment pour diminuer l'utilisation d'intrants en rendant les technologies d'agriculture de précision*



Pulvérisateur automatisé © AgriLab UniLaSalle

accessibles, l'IA est nécessaire. Après, il va y avoir d'autres utilisations intéressantes mais sur des sujets très spécifiques. » D'autres lieux sont engagés dans des démarches de R&D impliquant de l'IA, comme l'Établi à Soustons (Landes) qui porte, avec une école d'ingénieurs et une structure sociale du territoire, un projet intitulé « Prendre la parole » visant à améliorer la communication des personnes handicapées.

Interroger le rapport à la technique : l'IA comme réactualisation des tensions structurant le mouvement maker

Alors qu'un discours laudateur sur l'IA prédomine dans les espaces médiatiques dominants, aborder

l'IA par les Fab Labs est particulièrement intéressant. Cela tient au rapport à la technique des personnes animant ces espaces. S'il peut varier entre techno-optimistes et technocritiques, ce rapport à la technique n'en reste pas moins distancié. Cela s'explique par le fait que la pratique est au cœur de ces espaces mais aussi par les connaissances techniques des équipes.

Se présentant quasi systématiquement comme « curieuses », les personnes interrogées font une veille régulière (et partagée avec leurs pairs) sur les sujets techniques, et se sont rapidement intéressées à l'IA. Leurs connaissances techniques et leurs compétences en termes d'animation de communauté

leur permettent non seulement de décrypter les informations concernant l'IA mais aussi de les rendre accessibles à leurs publics... ou de mettre à distance le sujet le temps de se former pour mieux l'appréhender et encadrer des échanges sur ces questions.

L'irruption de l'IA dans les Fab Labs met pourtant en tension les clivages qui structurent les mondes makers, notamment quant à la conception de la démocratisation technique. Si l'accessibilité de la technique permise par ces technologies peut impressionner, il convient de s'interroger sur ce qu'elle recouvre. Les manipulations et la compréhension des machines à commande numérique assistées par IA sont fortement diminuées, de sorte que l'on peut se demander si l'on sait réellement utiliser la machine lorsque l'on utilise ce type de matériel ou si cette accessibilité n'est pas une forme d'opacification et de dépossession⁵ ?

Une dépossession et un risque d'enfermement propriétaire qui vient percuter, comme le soulignait Antoine Ruiz-Scorletti, les réflexions et les efforts des Fab Labs pour promouvoir les logiciels libres,

⁵ Hubert Guillaud (2025), *Les algorithmes contre la société*, La Fabrique, Paris.

les communs numériques et la sobriété numérique. Sans compter le coût de ces machines assistées par IA qui peut questionner dans un contexte où les Fab Labs ont souvent un équilibre économique précaire.

Un autre enjeu prégnant des Fab Labs peut se retrouver particulièrement percuté par l'IA générative : la documentation. Au cœur de la « philosophie » maker, la documentation doit permettre l'acquisition et le partage de connaissances. Si elle est plébiscitée par les personnes impliquées dans les Fab Labs, elle peine bien souvent à être mise en œuvre de manière satisfaisante.

“Qu’il s’agisse des apprentissages, des savoir-faire ou de la sociabilisation, l’IA c’est un peu la quintessence du repli sur soi... C’est complètement à l’opposé des logiques de coopération qui existent depuis le départ dans nos écosystèmes.”

Rémi Mauvoisin

Fab manager du BAL (Landes)

et le ressenti et qu’il faut valoriser ces dimensions-là de l’apprentissage à travers le processus de documentation.

Pour certains, l'IA générative permet de documenter de manière plus aisée afin d'assurer le partage de connaissances. Mais d'autres voient l'utilisation de ces outils avec plus de craintes, à l'instar de Rémi Mauvoisin, FabManager du BAL, qui considère que la connaissance, c'est aussi l'expérience



© Le BAL – fab lab mobile du KI'Hub

Rapport à la connaissance, maîtrise technique mais aussi créativité, intelligence collective... de nombreux socles des espaces du faire sont, et seront, percutés par l'IA générative (en particulier). Avec de vraies interrogations de la part des acteurs, comme celles qu'exprime Rémi Mauvoisin : « *qu'il s'agisse des apprentissages, des savoir-faire ou de la sociabilisation, l'IA c'est un peu la quintessence du repli sur soi... C'est complètement à l'opposé des logiques de coopération qui existent depuis le départ dans nos écosystèmes* ».

Si la main « sait », comme l'a formulé le philosophe Richard Sennett⁶, c'est qu'elle éprouve matière et machines, et que ses gestes s'articulent à une réflexion qui peut prendre le temps de se déployer, souvent avec d'autres. Quand on bricole dans un Fab Lab, on fait en effet l'expérience d'un rapport au temps qui est aussi un rapport aux autres.

L'accélération effrénée engendrée par le développement des technologies d'intelligence artificielle vient percuter ces possibilités, tout en alimentant un rapport au temps dicté par l'utilité et la rationalité économique. Se joue ici un enjeu fondamental s'agissant de l'utilisation de l'IA dans les espaces du faire, au-delà des nombreuses considérations sociales, politiques et écologiques que soulèvent ces technologies. Certes, certaines applications de l'intelligence artificielle peuvent permettre à des publics plus larges d'accéder à une pratique de la fabrication numérique, dans une forme de démocratisation technique chère aux makers. Mais si cette démocratisation technique se fait au détriment de l'esprit critique, de l'acquisition de savoirs, de la compréhension du fonctionnement des machines, de la créativité et de l'échange. Si elle contribue à une « *réduction du monde* »⁷ plutôt qu'à ouvrir les possibles comme le font aujourd'hui ces espaces, peut-on vraiment s'en réjouir ? **acc**

⁶ Richard Sennett (2010), *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*, Albin Michel.

⁷ Dan McQuillan (2024), *Resisting AI, An Anti-Fascist Approach to Artificial Intelligence*, Bristol University Press.

L'art du lien à l'ère de l'IA : des œuvres qui nous parlent ?

par zoé aegerter

Que peut-on attendre d'une « culture de l'intelligence artificielle » ?

Plus particulièrement, quelles expériences artistiques et quelles œuvres cela mobilise-t-il ? Prendre part, en tant qu'artiste, musicienne, ou encore designeuse, à la réflexion collective sur l'intelligence artificielle s'accompagne-t-il de pratiques de création particulières ?

Cet article propose de cheminer à travers les œuvres de deux artistes emblématiques – Philippe Parreno et Holly Herndon – et d'une performance collective que j'ai eu la chance de réaliser au sein du laboratoire de recherche en intelligence artificielle 3IA de l'Université Côte d'Azur. Trois propositions donc, où la voix et le chant tiendront une place particulière, interrogeant les intrications technologiques de nos corps au travers du calcul algorithmique.

Devenir spectre, avec Philippe Parreno

Entre 2024 et 2025, le Leeum Museum of Art (Séoul) et la Haus der Kunst (Munich) ont accueilli une rétrospective de l'artiste français de renommée internationale, Philippe Parreno. Intitulée *Voices*, l'exposition est fidèle à ce qui a fait la renommée de l'artiste à partir des années 1990, à savoir une pratique expérimentale de l'art en prise avec « la réalité virtuelle du monde » et une conception

de l'exposition comme « un espace scénarisé où se déroule une série d'événements » qui font « jouer les limites spatiales et temporelles avec l'expérience sensorielle » de ses visiteuses et visiteurs¹.

Parmi les différentes scènes qui se répondent au fil de l'exposition *Voices*, une antenne-relais diffuse des histoires en provenance d'un lointain pays, tandis que son climat particulier nous est restitué par

des lampes chauffantes, telles de tristes soleils de laboratoire. C'est ensuite un système mécanique qui se charge de reconstituer l'environnement sonore de ce pays imaginaire, en s'appuyant sur la collecte de données sur place (la température, l'humidité, le niveau de bruit et même les infimes vibrations du sol de l'exposition), avant de les transmettre au « Cerveau », un ordinateur consacré à l'ensemble des systèmes connectés de l'exposition.

Des voix nous parviennent également. En collaboration avec un linguiste, Philippe Parreno a imaginé un langage – le « ðA » – qui

évolue en temps réel et se fait entendre au travers d'une voix artificielle étrangement familière². Enfin, au cœur de cette singulière « chorégraphie de données », des danseuses et des danseurs contrôlent l'exposition et guident les visiteuses et visiteurs (si ce n'est pas l'inverse), en interprétant

¹ Toutes ces formules sont extraites de l'ouvrage associé à la rétrospective : Philippe Parreno (2025), *Voices*, les presses du réel.

² Au Leeum Museum of Art, c'est l'actrice coréenne Bae Doona qui a donné sa voix comme modèle tandis qu'à la Haus der Kunst c'est la présentatrice Susanne Daubner (*Tagesschau*). Deux voix bien connues des publics respectivement coréen et allemand.

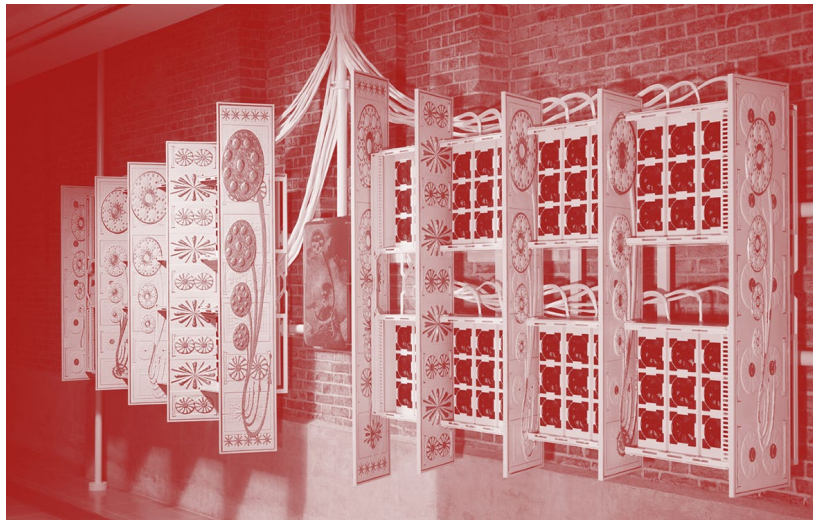


Vue de l'exposition à la Haus der Kunst de Munich, 2025 © Andrea Rossetti

une proposition de l'artiste Tino Sehgal³. Par leurs corps et par leurs voix, danseuses et danseurs activent alors chaque salle et déclenchent des réponses de part et d'autre de l'exposition.

Peut-être, d'ailleurs, ne sommes-nous plus tout à fait dans une exposition mais plutôt dans un « milieu technique » : un substrat de sons, de calculs et de mouvements qui nous interroge sur notre rôle futur de spectres, telles des voix sans corps, de troublantes présences calculées.

Si l'œuvre de Parreno peut paraître complexe et technique au premier abord, elle constitue à elle seule un décor et un envers du décor, qui donne à vivre une forme de dramaturgie du calcul algorithmique. L'expérience n'est pas didactique mais cathartique. En nous confrontant à toutes ces formes mémorielles (traces de présence issues de données humaines, géologiques, météorologiques), elle nous pousse à renouer avec « le ici et maintenant » de nos corps.



The Call, installation sonore, Serpentine North Gallery, 2024 © Leon Chew

Enfin, ces entrelacs de voix, de machines et de corps dansants inaugurent aussi un « art de la relation » (entre vivants, entre vivant et non-vivant⁴), ce que l'artiste Holly Herndon explore à son tour.

Faire chœur, avec Holly Herndon et Mat Dryhurst

Du 4 octobre 2024 au 2 février 2025, le duo constitué de la compositrice et musicienne Holly Herndon et de l'artiste autodidacte Mat Dryhurst présentait le résultat d'un projet commun intitulé *The Call*. Au sein de la Serpentine North Gallery (Londres), deux installations se font face. La première s'apparente à un gigantesque orgue d'église

dont les tuyaux auraient été remplacés par une armée de ventilateurs d'ordinateur. L'instrument, bien que précieux dans son décorum (des motifs dorés peints à la main), est sans détour dans son message : nous entrons dans une nouvelle ère instrumentale. Le chant, source de transcendance, s'accompagne d'ores et déjà de systèmes de calculs, biens matériels, dont la soufflerie ne pousse plus l'air à faire sonner des tuyaux d'étain, mais à refroidir des cartes graphiques.

En face, *The Oratory* invite les visiteuses et visiteurs à improviser au micro. C'est alors une voix artificielle qui leur répond, improvisant en

retour un chant « dans le pur style choral sacré britannique ». Si la proposition de Herndon et Dryhurst semble vouloir sacraliser l'intelligence artificielle, leur démarche relève d'un authentique travail de terrain fait de médiations et de rencontres. En effet, pendant plusieurs semaines, le duo est allé travailler avec une quinzaine de chœurs dans tout le Royaume-Uni afin de les enregistrer et de créer un jeu de données vocales.

Cette approche entièrement participative a reposé sur la création du protocole de collecte de données lui-même. En effet, comme le raconte l'artiste dans une interview pour l'Ircam⁵ : « nous avons d'abord composé un recueil de chansons qui couvre tout le spectre de la langue anglaise.

³ Tino Sehgal crée des œuvres chorégraphiées qui intègrent des interprètes à des scénarios orchestrés autour du mouvement, du chant ou de la conversation avec les spectatrices et spectateurs.

⁴ Voir Estelle Zhong Mengual (2019), *L'art en commun – Réinventer les formes du collectif en contexte démocratique*, Les presses du réel.

⁵ La réalisation du projet a fait l'objet d'un accompagnement à l'Ircam, centre de recherche consacré à la création de nouvelles technologies pour la musique et le son, par les réalisateurs en ingénierie musicale Robin Meier & Matéo Fayet.

Ce qui signifie que, si vous en chantez toutes les chansons, vous obtiendrez suffisamment de données pour entraîner de manière exhaustive un modèle de génération de chansons sur la base de votre voix. »⁶

“*Les grands modèles d'IA exigent une quantité faramineuse de données pour bien fonctionner, ce qui leur confère inévitablement une valeur collective.*”

Holly Herndon
compositrice

Mais ici, il s'agit bien de faire entendre plusieurs voix, c'est-à-dire un cœur artificiel. L'intention des artistes est précisément de s'appuyer sur les possibilités de l'apprentissage machine pour *faire collectif*. Comme ils l'expliquent, « *les grands modèles d'IA exigent une quantité faramineuse de données pour bien fonctionner, ce qui leur confère inévitablement une valeur collective. Nous essayons d'encourager une réflexion sur ce que suppose une contribution à un projet qui nous dépasse, pour le bénéfice de tous.* » Une démarche qu'ils ont poussée jusqu'au bout, allant jusqu'à permettre aux choristes de devenir

co-propriétaires du jeu de données constitué à partir de leurs voix. Holly Herndon et Mat Dryhurst inaugurent une pratique artistique intimement imbriquée dans les processus d'élaboration de l'intelligence artificielle, matérialisant ainsi les liens de collaboration entre artistes, interprètes, ingénieurs et publics.

Devenir réseau de neurones, avec les chercheuses et chercheurs du laboratoire 3IA

Dans la continuité de cette approche, revenons sur une performance collective que j'ai eu la chance de réaliser au sein du laboratoire de recherche en intelligence artificielle 3IA (Université Côte d'Azur), à l'occasion d'une résidence de création⁷. Mon point de départ repose sur l'ambivalence propre aux technologies d'apprentissage-machine et à la façon dont nous les nommons « Intelligence Artificielle ». De fait, nous installons l'IA sur le terrain de l'humanité en disant « ça chante », « ça lit », « ça voit », « ça écoute », etc. Cette tendance à anthropomorphiser une technologie en la racontant au travers de comportements humains – tout en sachant bien qu'ils sont artificiels –



Les chercheuses et chercheurs du laboratoire 3IA lors de la réalisation de la performance-réseau, Université Côte d'Azur, 2024 © Julia Maura

“*Nous installons l'IA sur le terrain de l'humanité en disant "ça chante", "ça lit", "ça voit", "ça écoute", etc. Cette tendance à anthropomorphiser une technologie en la racontant au travers de comportements humains – tout en sachant bien qu'ils sont artificiels – est, à mon sens, le signe que nous avons une authentique difficulté à comprendre cette forme d'altérité particulière.*”

Zoé Aegerter
designeuse

est, à mon sens, le signe que nous avons une authentique difficulté à comprendre cette forme d'altérité particulière.

J'ai alors proposé aux chercheuses et chercheurs du laboratoire 3IA de « devenir réseau de neurones », c'est-à-dire de jouer le rôle de neurones artificiels dans un ***système d'apprentissage machine**, avec pour objectif

⁶ La production d'une voix artificielle chantée requiert l'enregistrement de l'ensemble des phonèmes d'une langue (les plus petites unités sonores constitutives de ladite langue), ainsi qu'un maximum de variations d'intonations chantées.

⁷ Sur ce point, voir : villa-arson.fr/programmation/agenda/exposition-zoe-aegerter-im-not-a-cowboy-daisy-music-for-laboratory.

d'apprendre une chanson. En l'occurrence, il s'agissait de Daisy Bell, chanson devenue iconique pour avoir été la première à être reproduite en synthèse vocale⁸, avant d'apparaître dans le film *2001, l'Odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick⁹.

En collaboration avec la chercheuse en informatique Serena Villata, nous avons imaginé la forme de ce réseau apprenant et donné naissance au protocole de *Perceptron Orchestra* : une performance collective – ou, comme nous l'avons appelée, une « performance-réseau » – réunissant une vingtaine de chercheuses et chercheurs à la façon d'un système de bouche-à-oreille

géant, précis et organisé comme le sont les chercheuses et les chercheurs eux-mêmes.

En effet, le groupe était distribué en différentes couches, reprenant l'une des stratégies mathématiques essentielles au fonctionnement d'un réseau de neurones artificiels. Chaque couche réunissait deux personnes (symbolisé par un rond noir ci-dessous), puis le protocole était le même : à chaque couche, les participantes et participants, en tant que « neurones non-artificiels », écoutaient la version de *Daisy Bell* enregistrée par ceux de la couche précédente (encodage) et en proposaient une interprétation, à leur tour (décodage).

Ainsi, en rejouant les mécanismes de modélisation de l'intelligence artificielle, *Perceptron Orchestra* s'inscrit dans la continuité des travaux de Holly Herndon, en matérialisant cette fois les mécanismes relationnels qui sont internes à l'IA.

Au bout de cette longue chaîne de transmission, *Daisy Bell* était devenue *Daisy Cell*, une réinvention collective faite de malentendus et d'à-peu-près. La performance-réseau avait permis d'expérimenter une forme de subjectivité collective et distribuée, par laquelle l'intention mimétique de ses agents humains s'est révélée fonctionner comme « un accélérateur de variations ». En retravaillant cette matière enregistrée¹⁰, j'ai d'ailleurs remarqué un phénomène intéressant : lorsqu'une personne avait fait une proposition timide – on pourrait dire « fausse » sur le plan mélodique – et qu'à sa suite était intervenue une personne plus affirmée, celle-ci réalisait des choix (de mots ou de tonalités), là où les choses étaient restées « en suspens ». Elle proposait alors une forme nouvelle qui n'aurait pu exister sans l'indécision, l'ouverture, aussi modeste soit-elle, de la proposition de la personne précédente. De système apprenant nous étions passés à système créateur. Ou, plus exactement, *Perceptron*

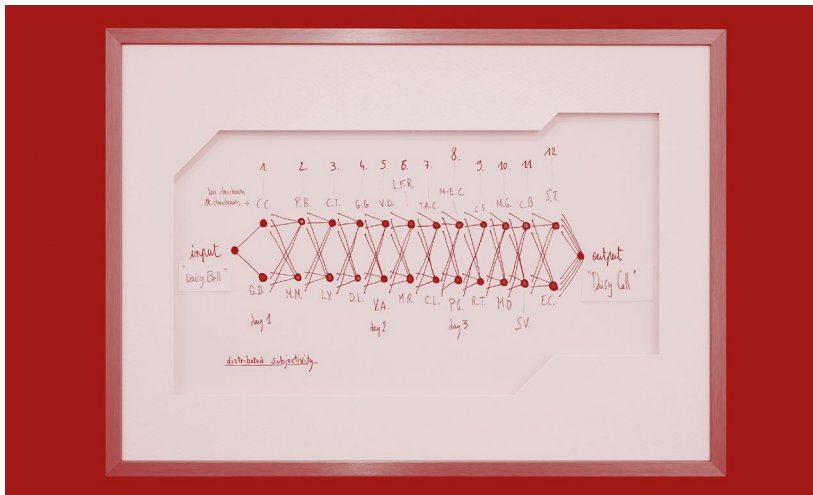
Orchestra nous rappelle qu'un système apprenant est un système créateur, qu'il soit opéré par des humains ou du calcul : les mécanismes d'attention et les ressources qu'ils mobilisent en font un objet éminemment culturel, dans lequel se forme toujours un « écart » entre le modèle et sa représentation¹¹.

⁸ Produite par les Laboratoires Bell, IBM, 1961.

⁹ Warner Bros, 1968. La chanson est interprétée par HAL 9000, personnage incarnant la menace d'une intelligence artificielle dénuée d'empathie, au moment où il est progressivement désactivé. La chanson *Daisy Bell* réussit donc l'exploit de faire dialoguer l'esprit festif du music-hall et l'esprit indéniablement ambivalent d'une technologie qui semble vouloir concurrencer l'humain.

¹⁰ La performance a donné lieu à la composition de trois pièces sonores. L'ensemble de la proposition a fait l'objet d'une exposition au Centre d'art de la Villa Arson intitulée *I'm not a cowboy, Daisy – Music for Laboratory*, 7 mars-6 avril 2025.

¹¹ D'ailleurs, peut-on considérer que « l'écart » entre un modèle et sa représentation – par un programme, par un artiste – est un marqueur de création ? Concernant les IA génératives, l'apprentissage-machine répond en partie à un objectif de *mimesis*, c'est-à-dire de ressemblance par rapport à des références culturelles, à la fois encodées dans le modèle et activées par ses usagers et usagers, via un ***prompt** (p. ex. « un chat à la façon de Léonard de Vinci »). Dans le cas précis où le modèle est sollicité pour produire un faux (une version contre-factuelle d'une image déjà existante), la part de « création » semble particulièrement mince. Elle relèverait alors davantage du procédé que du résultat produit en lui-même.



Protocole de la performance-réseau, Zoé Aegerter, 2024 © Jean-Christophe Lett

Pour conclure, *Devenir spectre* avec Philippe Parreno, en considérant l'avenir de nos données et de nos corps à travers des espaces-temps infinis, *Faire chœur* avec Holly Herndon, en abordant l'intelligence artificielle comme un ensemble de procédés collectifs, et *Devenir réseau de neurones*, en explorant les qualités relationnelles des raisonnements algorithmiques, voici trois d'approches qui font liens. Il n'est alors plus question de « comparer » l'humain et la machine, mais de reconnaître nos intimes imbrications culturelles et perceptives. En effet, nous avons ceci en *partage*, avec les modèles d'apprentissage-machine, d'être fait de relations organisées, techniquement et socialement. Des relations qui nous transforment et rendent possible l'émergence d'un tout plus grand que la somme de ses parties(-cipants). D'où l'importance de reconnaître la dimension politique de ces imbrications. 



Vue de l'exposition *I'm not a cowboy*, Daisy – Music for Laboratory, Zoé Aegerter, Centre d'art de la Villa Arson, 2025 © Jean-Christophe Lett



ON A VU POUR VOUS

« Le monde selon l'IA » : retour sur l'exposition présentée au Jeu de Paume à Paris

par sébastien magro

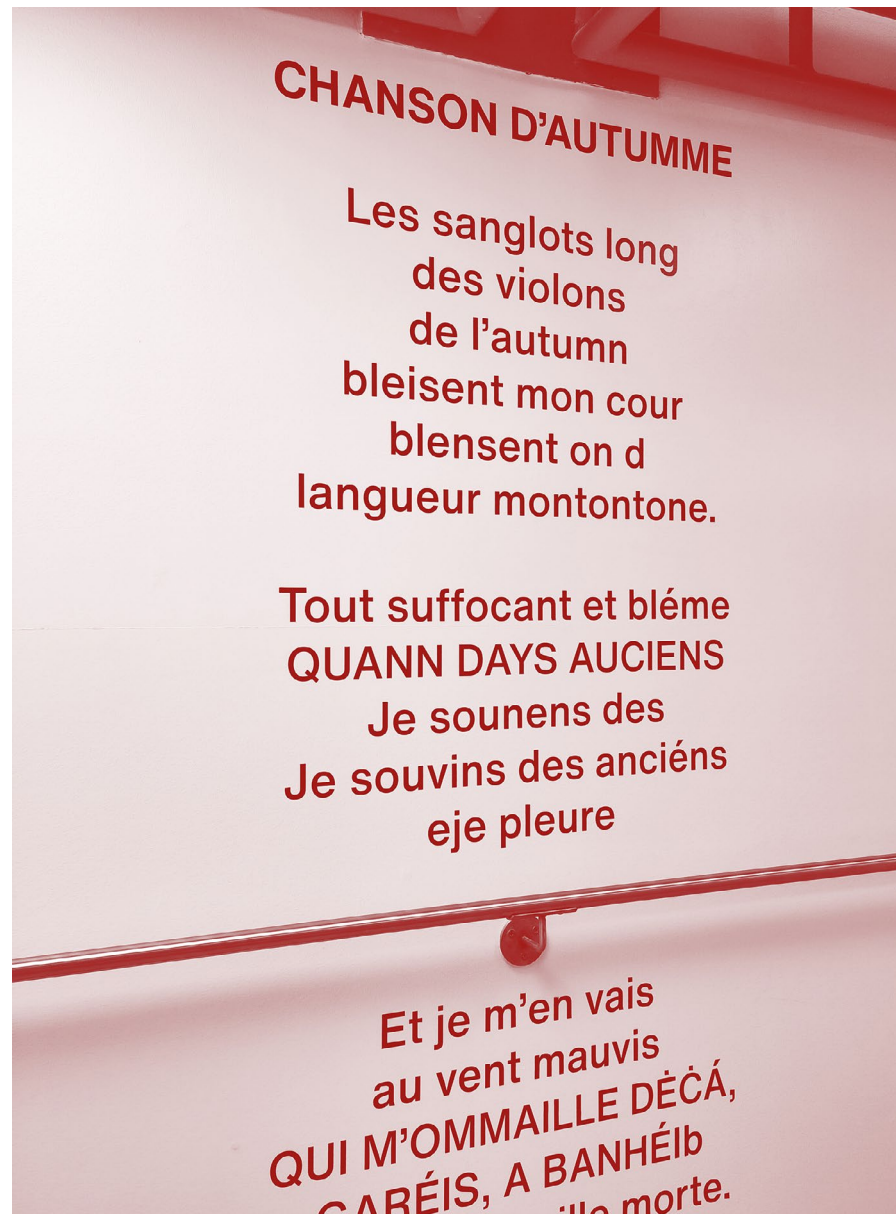
Le Jeu de Paume¹ explore les conséquences de l'accélération récente de l'IA sur la production d'images fixes et animées. Visite guidée d'une exposition qui pose les bases d'une réflexion sur les relations entre les humains et ces technologies analytiques et génératives qualifiées d'intelligences artificielles.

Visible jusqu'au 21 septembre 2025, « Le monde selon l'IA » rassemble 120 œuvres et documents produits depuis 2016 par une quarantaine d'artistes en France et à l'international. Pour Antonio Somaini, commissaire général et professeur de théorie du cinéma, des médias et de la culture visuelle à l'université Sorbonne-Nouvelle, « *les images constituent un site privilégié pour appréhender [...] ce que signifie percevoir, imaginer, connaître, se souvenir, travailler, agir dans un monde de plus en plus innervé par des*

technologies d'IA tendant à redéfinir l'identité et la place de "l'humain". »

Au rez-de-chaussée, la première partie de l'exposition aborde les enjeux sociaux et environnementaux de l'intelligence artificielle à travers cinq thématiques : empreinte écologique, contextualisation historique et géographique, vision artificielle, reconnaissance d'image, micro-travail.

¹ Centre d'art consacré à l'image du XIX^e siècle à nos jours.



Poem Poem Poem Poem Poem, « Le monde selon l'IA » © Julien Previeux

Dès l'introduction, on nous rappelle que l'IA repose sur des industries extractives et sur l'exploitation d'énergies. Eau, terres rares, pétrole et charbon sont autant de ressources non renouvelables indispensables à sa production et à son usage. Deux diagrammes produits par Kate Crawford et Vladan Joler tentent d'apporter une mise en perspective historique, économique et politique. Le premier, *Anatomy of an AI System* (2018), propose un « écorché »² de l'enceinte connectée Amazon Echo, des matières premières pour la fabriquer aux micro-travailleuses et micro-travailleurs pour l'entraîner. Le second diagramme, *Calculating Empires* (2023), constitue une gigantesque cartographie des jalons techniques, scientifiques et culturels des cinq derniers siècles pour aboutir à l'IA telle que nous la connaissons aujourd'hui. Passionnante – autant qu'éprouvante pour la et le visiteur – cette installation, qui occupe une salle entière, nécessiterait des heures pour être lue dans son intégralité.

Toujours au rez-de-chaussée, l'artiste allemande Hito Steyerl présente *Mechanical Kurds* (2025), un documentaire pour lequel elle a interviewé des personnes réfugiées hébergées dans un camp du nord de

l'Irak. Le titre fait à la fois référence au Turc mécanique³ et au *Mechanical Turk* d'Amazon, service de micro-travail du géant états-unien. Les personnes interrogées racontent les missions d'indexation de divers objets qui leur sont confiées contre une piètre rémunération. Non sans une froide ironie, elles contribuent à l'entraînement de drones de combat et de véhicules militaires sans chauffeur utilisés contre la population kurde.

À l'étage est proposée une réflexion sur l'IA générative à travers d'importantes installations, la plupart conçues spécifiquement pour l'occasion. Entre les deux parties, l'œuvre *Poem Poem Poem Poem Poem Poem* de Julien Prévieux (2024-2025) occupe l'escalier. On peut y lire et y entendre des textes conçus à partir d'un *hack* de Chat-GPT – *hack* qui a été corrigé depuis – dans lequel le ***LLM** révélait les fichiers à partir desquels il avait été entraîné.

Tout au long du parcours sont disséminés des vitrines présentées comme des « capsules temporelles », rassemblant documents, outils, machines et dispositifs. Ces cabinets de curiosité permettent de réinscrire l'IA dans une continuité historique, culturelle et technologique. Ainsi, la vitrine consacrée à la



Capsule Temporelle, « Le monde selon l'IA » © Photo sébastien magro

reconnaissance faciale présente les pseudo-sciences telles que la physiognomonie, la phrénologie ou la craniométrie qui entendaient établir des liens entre le caractère, le comportement humain et les traits du visage ou la forme du crâne. Renvoyant directement aux applications contemporaines de la reconnaissance faciale, l'utilisation de la photographie comme outil de fichage des populations et de surveillance policière y est également évoquée. **sm**

² En médecine, pratique qui relève de l'anatomie dans laquelle on présente un corps ouvert et/ou démembré pour en expliciter le fonctionnement. Par analogie, la cartographie présente toutes les étapes de la vie d'une enceinte Amazon Echo, de sa conception à son utilisation, en partant de l'objet lui-même.

³ Le Turc mécanique est un canular du XVIII^e siècle. Sous l'apparence d'un automate capable de jouer aux échecs, le dispositif était en réalité manipulé par une personne cachée à l'intérieur.



Capsule Temporelle, « Le monde selon l'IA » ©
Photo sébastien magro



Calculating Empires (2023), « Le monde selon l'IA »
© Kate Crawford & Vladan Joler

RESSOURCES



POUR ALLER PLUS LOIN

Exposition « Le monde selon l'IA » jusqu'au 21 septembre 2025 au Jeu de Paume, Paris : jeudepaume.org/evenement/exposition-le-monde-selon-ia

Catalogue « Le monde selon l'IA. Explorer les espaces latents », JBE Books/Jeu de Paume, Paris, 2025 : librairiejeudepaume.org/livre/9782365681070-le-monde-selon-l-ia-collectif

Fake Off, association de journalistes engagée contre la désinformation de masse



“ La désinformation repose sur de vraies stratégies mises en place dans le but de brouiller la conscience politique et critique à l'échelle collective. ”

“ Il faut apprendre à douter de soi et de ses propres biais. Ne pas douter de tout, car cela peut nous faire dériver vers certaines formes de complotisme. ”

Anthony Fouchard
Directeur pédagogique,
Fake Off

par christelle gilabert

Peut-être les avez-vous vu passer ? Ces [comptes TikTok des prétendues nièces de Marine Le Pen](#) incitant à soutenir le Rassemblement National à l'aube des élections européennes ? Ou bien, plus récemment, cette vidéo mettant en scène une [opposante au projet d'autoroute de l'A69](#) à l'apparence et aux déclarations caricaturales ? Beaucoup peuvent y croire, pourtant ni les situations, ni les protagonistes en présence ne sont vrais, car ces contenus ont été entièrement générés par l'IA. En permettant de produire des mises en scène plus vraies que nature créées de toutes pièces, l'utilisation de l'IA n'a jamais donné autant de ressorts à la manipulation de l'information. Face à ces stratégies de désinformation de masse, comment peut-on s'armer individuellement et collectivement ?

Nous avons posé la question à Anthony Fouchard, directeur pédagogique de Fake Off, une association de journalistes qui forme les jeunes et les moins jeunes à développer leur esprit critique face aux pièges de la désinformation.

#1 De quelles manières l'IA affecte-t-elle la désinformation ?

Ce que l'IA a changé radicalement, c'est la facilité avec laquelle on peut modifier quelque chose. Tout est devenu beaucoup plus simple. Avant, il fallait quelques compétences en informatique, savoir utiliser photoshop, etc. Aujourd'hui, en trois clics vous pouvez générer n'importe quelle image. La première fois que nous y avons été confrontés, c'était en 2023 avec l'image du pape en doudoune Balenciaga. Même les vidéos en ***deepfake** sont à la portée de tout le monde. La qualité médiocre des débuts, qui permettait de

les repérer facilement, laisse progressivement place à des contenus beaucoup plus crédibles et réalistes, et par conséquent plus difficiles à débusquer. De la même manière, on trouve aussi des sites d'actualité intégralement conçus, pensés et alimentés par de l'IA, qui reprennent les codes de médias traditionnels tout en relayant de fausses informations.

L'utilisation de l'IA permet de participer aussi à plein régime à une stratégie qu'on appelle le « pourrissement de cerveau », « *brain rot* » en anglais. C'est Steve Bannon, l'ancien conseiller de Trump à la Maison Blanche en 2016, qui l'a théorisé. « *Inonder la zone avec de la merde* », comme il le disait, en donnant une multitude d'informations plus ou moins vérifiables, plus ou moins vérifiées aux journalistes, et à la société tout entière, afin d'affaiblir la conscience collective. Un exemple : lors des incendies de Los Angeles début



© compte Instagram de Fake Off

2025, plein de fausses vidéos de pompiers sauvant des animaux comme des bébés ours ou des lynx ont circulé. C'est mignon, tout le monde les regarde, mais cela se fait au détriment des vraies vidéos d'information qui sont diffusées.

On peut penser naïvement que « ce n'est pas grave ! », car on sait que c'est faux. Sauf qu'il ne faut pas le voir comme quelque chose d'anodin. La désinformation repose sur de vraies stratégies mises en place dans le but de brouiller la conscience politique et critique à l'échelle collective. Ce genre de détournements permet de préparer le terrain à l'approche d'élections locales ou nationales. L'impact de l'IA sur la désinformation est donc majeur, et sur ce sujet on travaille en étroite collaboration avec la société NewsGuard¹ qui étudie scrupuleusement ses effets.

2# Comment lutez-vous contre ce problème au sein de Fake Off notamment auprès des jeunes publics ?

Pour le résumer simplement, on cherche à éduquer et construire leur esprit critique. Ce qu'on dit à nos élèves, et plus largement à notre public, c'est que l'esprit critique, ils l'ont. Il s'agit simplement de leur donner des clés pour être encore plus aguerris. Tout le monde grandit avec des gardes-fous qui permettent de se protéger d'un système de pensée ou des choses que l'on voudrait nous faire croire, avec plus ou moins de rigueur, plus ou moins de régularité. Notre objectif est de faire en sorte d'automatiser et de renforcer ces gardes-fous, en développant les bons réflexes lorsqu'on se retrouve face à une vidéo ou une information que l'on présume fausse. Il faut que l'on puisse se dire « *Ok, ça je sais, ça repose sur telle ou telle mécanique que je suis capable de déconstruire pour conclure que c'est faux.* » En plus de consolider cet esprit critique, on revient aux principes fondamentaux qui caractérisent le métier de journaliste : la différence entre fait et opinion, les mécaniques de viralité, et les caractéristiques qui font qu'une fausse information prend ou pas.

Par exemple, il y a trois critères immuables à une fake news qui fonctionne : elle doit être *plausible*, reposer sur un *préjugé* et provoquer une *émotion*. Nous avons toutes et tous des préjugés – sexistes, racistes, transphobes – peu importe l'âge et c'est là-dessus que la désinformation s'appuie. Les rumeurs sur le fait que Brigitte Macron serait un homme repose sur de la transphobie. Ce type de rumeurs est souvent doublé de sexisme et de racisme puisqu'elles touchent toutes les femmes de pouvoir comme Jacinda Ardern², Michelle Obama ou Kamala Harris.

Par rapport à l'IA, on explore différents outils et on éduque à la mécanique des IA génératives. On vient expliquer aux élèves ce qu'est un ***prompt***, décortiquer avec elles et eux une commande donnée à l'IA, et surtout on leur montre d'autres modèles d'IA. ChatGPT est devenu, pour la plupart, leur nouveau moteur de recherche. Or, il s'agit d'un modèle d'IA générative parmi d'autres. Pour une même requête, ces modèles ne répondent pas forcément la même chose et peuvent être en désaccord sur des informations factuelles car leurs réponses varient selon les attentes de l'utilisateur ou l'utilisatrice. On les amène donc à s'interroger par elles et eux-mêmes sur les informations que les IA proposent à travers

différents exemples. Cela vient semer des petites graines dans leur tête pour les inciter à aller vérifier, challenger et comparer les IA entre elles. Comme on le ferait avec la presse d'ailleurs. Bien que l'IA fasse désormais partie intégrante du système de désinformation, la base critique reste la même. Il faut apprendre à douter de soi, et de ses propres biais. Ne pas se mettre à douter de tout, car cela peut nous faire dériver vers certaines formes de complotisme.

3# Quelle est la réaction des jeunes publics que vous accompagnez ?

Ils sont très surpris, car ils ne s'attendent pas à tout ça. Ils se rendent compte qu'ils se sont peut-être déjà fait avoir. Puis l'apprentissage fait son chemin dans leur tête. Globalement, les résultats sont très positifs ! On a des élèves d'un lycée de Mantes-la-Jolie (78) qui ont créé leur propre compte TikTok de *debunk*³ suite à une de nos interventions.

¹ Société internationale d'évaluation de fiabilité l'information en ligne. Leur site dispose d'une section dédiée à la documentation des phénomènes de désinformation liés à l'IA : newsguardtech.com/fr.

² Première ministre de Nouvelle-Zélande de 2017 à 2023.

³ TikTok : @amadou.782 ou Instagram : mL782vamadou, avec ahmad, zouheir, akram et fahd.

Ils proposent des petites vidéos qui déconstruisent les stéréotypes autour de sujets comme le sexisme, le harcèlement, l'alcool ou le handicap. Ils ont fait quelque chose qui leur ressemble et qui leur appartient sur la base de ce qu'on leur a appris en s'emparant de toutes les techniques journalistiques. Ils font même mieux que nous, parce qu'ils utilisent les codes des réseaux sociaux de leur génération. Ça a énormément buzzé, ils sont passés sur BFM, et sont très contents ! Ce genre de réussite nous conforte dans le fait que le combat n'est pas perdu. L'asso grandit chaque année, avec de plus en plus de demandes pour nous rejoindre.



RESSOURCES



Fake Off

Fake Off est née en 2018 en réaction aux vagues de désinformation qui se sont répandues à la suite des attentats de Charlie Hebdo. L'association a été fondée par Aude Favre, Lucie Berland et Sylvain Louvet, trois journalistes travaillant dans une agence de presse située dans les mêmes locaux que le journal lors de l'attaque. Aujourd'hui, la structure compte une cinquantaine de journalistes et propose différents types de formation à destination des jeunes (collèges, lycées, centre socio-culturels) et des adultes (universités, collectivités, organisations ou structures de réinsertion), afin de mieux outiller le grand public face à la désinformation et reconstruire le lien de confiance entre les journalistes et la société civile.



POUR ALLER PLUS LOIN

www.fakeoff.fr

Wikimédia France expérimente l'IA pour débusquer les biais et lutter contre la désinformation

par anne-charlotte oriol

Détecter le vandalisme¹, opérer des tâches répétitives ou mettre à jour certaines données : plusieurs types de tâches sont automatisés sur Wikipedia depuis ses débuts.

Mais aujourd'hui, pour l'encyclopédie en ligne, les enjeux – et à certains égards les risques – prennent une autre dimension. À titre d'exemple, en avril 2025, ChatGPT a été plus visité que Wikipedia aux États-Unis². L'événement a enflammé les débats sur la baisse de fréquentation de l'encyclopédie en ligne, concomitante à l'accroissement de l'utilisation des IAG et de la tendance du ***zéro clic**. Dans le même temps, la communauté des contributrices et contributeurs anglophones de Wikipédia s'est positionnée contre l'utilisation de l'IA générative au printemps dernier³. Tant et si bien que, début 2025, la Wikimedia Foundation⁴ a défini une stratégie tri-annuelle relative à l'IA⁵.

Dans le sillage de la stratégie de la Wikimedia Foundation, Wikimedia France travaille actuellement sur une note de positionnement relative à l'IA. Elle est également impliquée dans deux projets de recherche autour de l'IA à l'échelle européenne : PROMPT et AuditLLM.

PROMPT n'est pas seulement le nom d'une requête pour des outils d'intelligence artificielle, c'est aussi l'acronyme d'un projet de recherche mené à l'échelle européenne : **Predictive Research On Misinformation and narratives Propagation Trajectories**⁶.

Porté par l'entreprise française Opsci, qui développe des méthodologies s'appuyant

sur les data et sur l'IA pour décrypter les menaces informationnelles et narratives (autrement dit la désinformation), le consortium européen soutenu par la Commission européenne a pour objectif de recenser et analyser l'émergence de récits trompeurs en s'appuyant sur les modèles de langage étendus (***LLMs**).

Le projet entend s'attacher à « *des nœuds informationnels clés* » comme les médias ou Wikipédia, du fait de leur influence significative sur l'opinion publique. Il travaillera plus spécifiquement autour de trois grandes thématiques d'actualité : la guerre en Ukraine, les élections (en particulier les élections européennes de 2024) et les droits LGBTQIA+.

Mêlant analyse sémantique et analyse des données, ce projet devrait permettre de concevoir des formes d'arborescence de récits malveillants afin de comprendre leur propagation et de créer un outil permettant de repérer les informations et les pages à haut risque de manipulation sur l'encyclopédie en ligne.

Le second projet, **AuditLLM**, est également mené en partenariat avec Opsci et soutenu par le plan gouvernemental « France 2030 ». Il vise à analyser les biais présents dans les corpus

de Wikimédia avant leur utilisation pour l'entraînement de modèles de langage. Par exemple, les articles de Wikipédia représentent 25 % du corpus d'entraînement de certains modèles (Copilot par exemple). L'enjeu d'auditer et d'assurer la fiabilité des contenus de Wikipedia apparaît alors comme primordial pour prévenir l'amplification de biais et la propagation d'informations non fiables. **acc**

¹ Sur Wikipédia, le vandalisme est « un comportement visant délibérément à porter atteinte à l'objectif encyclopédique du projet ». Pour plus de précision, voir : wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:Vandalisme.

² Source : [Le Grand Continent](#).

³ Source : [chronique de François Saltiel sur France Culture : « Quand Wikipédia dit non à l'IA ! »](#).

⁴ La fondation Wikimedia est l'organisme qui chapeaute Wikipedia à l'échelle internationale.

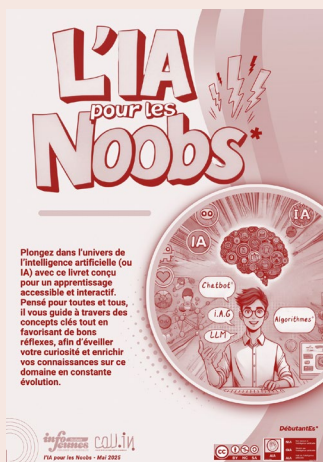
⁵ Voir [Strategy/Multigenerational/Artificial intelligence for editors - Meta](#).

⁶ Voir [disinfo-prompt.eu](#).

12 ressources pour développer sa culture critique de l'IA

par zoé aegerter

SUR LE FONCTIONNEMENT DES SYSTÈMES D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



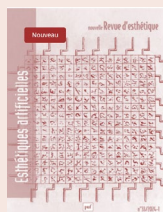
Un livret pédagogique
L'IA pour les noobs

[lesbases.anct.gouv.fr/ressources/
livret-pedagogique-l-ia-pur-les-
noobs du carbone](https://lesbases.anct.gouv.fr/ressources/livret-pedagogique-l-ia-pur-les-noobs-du-carbone)



Un podcast
Xavier de La Porte,
Le code a changé,
*« Humains-machines :
nos langues entremê-
lées » Épisodes 1 et 2*

[radiofrance.fr/franceinter/
podcasts/serie-humains-
machines-nos-langues-
entremelees](https://radiofrance.fr/franceinter/podcasts/serie-humains-machines-nos-langues-entremelees)

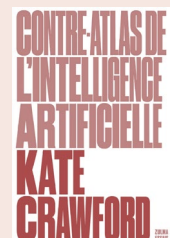


Un article
Antonio Somaini,
*« Le visible et
l'énonçable. L'IA et
les nouveaux liens
algorithmiques
entre images et mots »*

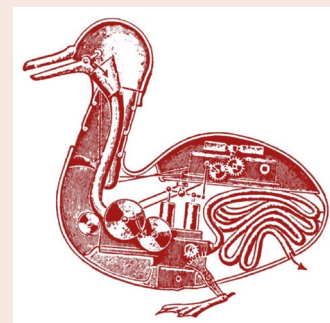


Une revue d'anthropologie
Emmanuel Grimaud,
Nicolas Nova, TERRAIN
82 : Espèce d'IA,
*coordination éditoriale :
Grégory Chatonsky*

SUR L'INFRASTRUCTURE DE L'IA, SES IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX



Un livre
**Kate Crawford, Contre-
atlas de l'intelligence
artificielle. Les coûts
politiques, sociaux
et environnementaux
de l'IA,** éditions Zulma

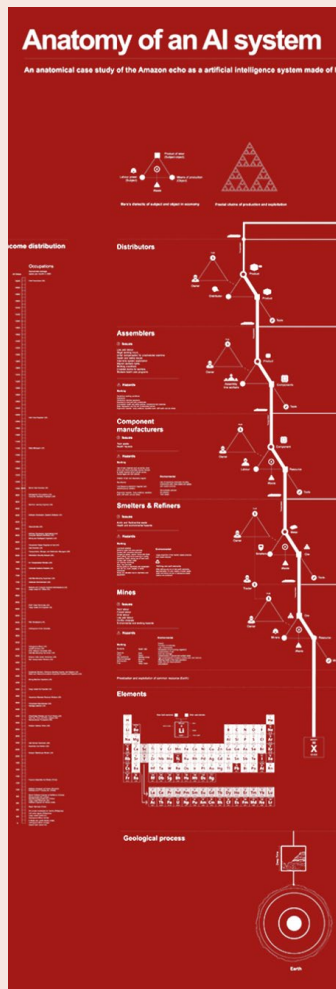


Une Timeline
sur les relations entre
automatisation et
organisation du travail :
**HUMAN COMPUTERS
SELECTED TIMELINE**
(anglais)

[rybn.org/human_computers/
timeline.php](https://rybn.org/human_computers/timeline.php)



Un laboratoire
**Le LaborIA en
partenariat avec le
ministère du Travail,
de la Santé, des
Solidarités et des
Familles, et l'Inria**
laboria.ai



Une cartographie
Kate Crawford, Vladan Joler, Anatomy of an AI System

anatomyof.ai/

SUR LES FRICTIONS ENTRE INTÉRÊT GÉNÉRAL ET ALGORITHMES



Un cahier
Observatoire Data Publica, IA & territoires : après la découverte, le temps des premiers choix

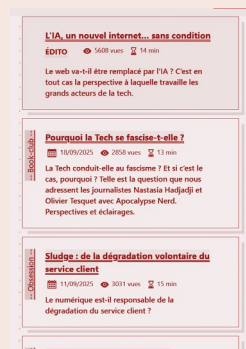
civiteo.fr/mediatheque/fr



Un dossier
Revue Multitudes, Mineure 98 : Mésaventures de l'algorithme bureaucratique



Un livre
Hubert Guillaud, Les algorithmes contre la société, éditions La fabrique (2025)



Un média
Hubert Guillaud, Dans les algorithmes
danslesalgorithmes.net

— « IA D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ? »

On ne se demande jamais : a-t-on vraiment besoin de l'IA ? Pour quoi faire ? Dans quelles mesures peut-on la déployer ?

[...] Je pense qu'il faut replacer ces impacts au cœur du débat, c'est-à-dire, arrêter de promouvoir uniquement ce qu'on est censé gagner avec l'introduction de l'IA, en omettant complètement de nous informer sur ce que l'on perd et ce que cela nous coûte.

Lou Welgryn

Secrétaire Générale, Data For Good



© AI for Good Global Summit 2018 à Genève ©ITU/D.Woldu

ÉCLAIRAGE

IA d'intérêt général : de quoi parle-t-on ?

par claire richard

Face aux conceptions de l'intelligence artificielle poussées par les géants du numérique ou les États autoritaires (ou appliquant des politiques centrées sur la surveillance et la « sécurité »), une autre vision des systèmes d'intelligence artificielle est-elle possible ? C'est la promesse d'une « IA d'intérêt général », une notion au succès croissant. Mais comment la définir ? Derrière cette notion apparemment consensuelle se cache un flou sémantique et des approches bien plus contextuelles et locales que le terme ne le laisse supposer.

Depuis plus d'une décennie, chercheuses, chercheurs et activistes dénoncent les effets néfastes des systèmes d'intelligence artificielle tels qu'ils sont déployés : aggravation des discriminations, reproduction des biais (racistes, sexistes, linguistiques...), extension de la surveillance, désinformation et déstabilisation des processus démocratiques, explosion de l'empreinte carbone... En réponse à ces critiques, la notion d'une IA d'intérêt général, d'une « IA for Good » (IA pour le bien), ou d'une IA pour le bien commun, se répand, comme promesse d'un contre-modèle vertueux. Le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) a ainsi émis en janvier 2025 un avis intitulé « *Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général* », et la notion a été largement discutée au Sommet pour l'action sur l'IA qui s'est tenu en grande pompe à Paris le mois suivant. En amont du sommet, les organisateurs décrivaient l'IA comme « *une technologie politique à orienter vers le progrès économique, social et environnemental* »... sans définir ces derniers¹. Certaines des entreprises développant

des systèmes d'IA générative parmi les plus puissants du marché mettent aussi en avant cette notion d'IA au service de l'intérêt général, voire du « bien de l'humanité ». OpenAI (ChatGPT) annonce ainsi « *profiter à toute l'humanité* », Anthropic (Claude) « *agir pour le bien global* », tandis que Google développe une « *IA for social good* ».

Mais en réalité, les notions d'« intérêt général » et ses parentes, « intérêt public », « intérêt commun »... sont souvent employées de manière assez lâche, « *comme s'il suffisait [aux personnes qui s'en réclament] de "sentir instinctivement" que leur projet contribue d'une façon ou d'une autre à la société* », estiment des membres du groupe de recherche interdisciplinaire IA for Public Interest, à l'institut Alexander von Humboldt for Internet and Society².

¹ Site de l'Élysée (2025), « [IA au service de l'intérêt public](#) ».

² Theresa Züger et Hadi Asghari (2024), « [Introduction to the special issue on AI systems for the public interest](#) », *Internet Policy Review*.

L'intérêt général est parfois défini comme ce qui ne relève ni du marché, ni d'intérêts privés. Cette définition quasi tautologique révèle en creux un des problèmes de la notion : il n'existe pas de conception universelle de l'intérêt général, qui varie selon les cas, et parfois au sein d'une même situation. En droit français, il existe bien une notion d'« intérêt général », qui est au fondement du droit public. Mais ce que cet intérêt public recouvre reste lui relativement peu précis. Ainsi, note le Conseil d'État en 1999, « la vitalité de la notion d'intérêt général vient néanmoins de ce qu'elle n'a pas de contenu préétabli. Il faut, à tout moment, préciser ses contours et faire valider, par des procédures démocratiques, les buts retenus comme étant d'intérêt général³. » Ainsi, l'intérêt général est dynamique et surtout contextuel. La « Charte de Paris pour une Intelligence Artificielle d'intérêt général », publiée en février 2025 à l'issue du Sommet pour l'action sur l'IA et signée par dix pays, dont la France, reflète d'ailleurs cette conception : « *L'intérêt général se définit différemment selon les populations, les pays et les contextes. Il requiert la possibilité pour tous de s'exprimer publiquement et la volonté de servir l'équité et l'égalité.*⁴ »

Si les réflexions autour de l'IA d'intérêt général sont encore jeunes, elles convergent en général vers certains critères : des IA transparentes (sur les données avec lesquelles elles s'entraînent et la façon dont elles produisent les données, les décisions algorithmiques qui sont prises), ouvertes (dont les bibliothèques de données, les logiciels, algorithmes... utilisés sont documentés et accessibles) et limitant les biais. Le CESE liste de nombreux critères pour définir une IA d'intérêt général : l'ouverture des données, la transparence des systèmes, la mise en place de dispositifs pour vérifier que les IA ne soient pas discriminantes, l'évaluation de ses impacts, la sobriété énergétique...⁵ Cependant, l'AI Now Institute⁶ met en garde contre le risque d'*openwashing*, qui masquerait la permanence de mécanismes de contrôle et de concentration du pouvoir. « *L'ouverture ne suffit pas : il nous faut une approche holistique, qui intègre la participation, la responsabilité [accountability] et l'équité dès le départ. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrions nous assurer que les technologies d'IA qui arrivent servent réellement le bien commun.*⁷ »

“ Si les réflexions autour de l'IA d'intérêt général sont encore jeunes, elles convergent vers certains critères : des IA transparentes sur les données avec lesquelles elles s'entraînent, ouvertes, limitant les biais. ”

De plus en plus, les réflexions sur l'IA d'intérêt général intègrent les conditions de développement et d'implémentation des IA. « *L'intérêt public n'est jamais universel, et doit être défini pour chaque question de société, selon un processus délibératif et participatif*⁸ », estime ainsi le groupe de recherche interdisciplinaire AI & Society Lab, qui mène le projet Public Interest AI⁹. Au terme d'une recherche de quatre ans, ce dernier propose cinq critères pour qualifier le développement d'une IA comme étant d'intérêt général : l'existence d'une justification publique pour le système d'IA concerné, l'accent mis sur l'égalité, un processus de délibération et de co-conception, des garde-fous techniques [technical safeguard] et enfin le fait de pouvoir être validé mais aussi contesté et discuté.

Ces propositions s'inscrivent dans ce que certaines et certains appellent un « *tournant participatif* » des réflexions sur l'IA éthique¹⁰.

³ Conseil d'État, « Rapport public 1999, jurisprudence et avis de 1998, l'intérêt général » : documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/160925/rapport-public-1999-jurisprudence-et-avis-de-1998-l-interet-general-conseil-d-etat?lg=fr-FR.

⁴ Site de l'Élysée (2025), « *Charte de Paris pour une intelligence artificielle d'intérêt général* ».

⁵ Conseil économique, social et environnemental (2025), « *Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général* ».

⁶ Think tank indépendant américain fondé en 2017 par les chercheuses Kate Crawford et Meredith Whittaker, pour produire des recherches et des propositions afin « d'interroger et réinventer les trajectoires actuelles de l'IA ».

⁷ AI Now Institute (2024), « The Openness imperative, charting a path for public AI ».

⁸ AI for Public Interest, « What is Public Interest AI ? ».

⁹ Groupe de recherche international et interdisciplinaire, rassemblant des juristes, des sociologues, menant depuis quatre ans des recherches sur les contours d'une IA d'intérêt public. Celles-ci sont rassemblées sur le site « Public Interest AI », pensé comme « un commun numérique » : publicinterest.ai.

¹⁰ Meg Young, Upol Ehsan, Ranjit Singh, Emnet Tafesse, Michele Gilman, Christina Harrington et Jacob Metcalf (2024), « Participation versus scale: Tensions in the practical demands on participatory AI », *First Monday*, vol 29, n° 4.

« Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général », Conseil économique, social et environnemental

L'avis du CESE récapitule les conditions, nombreuses, auxquelles une IA devrait répondre pour être déclarée d'« intérêt général ». À l'issue de consultations d'expertes et experts, l'avis du CESE prend en compte de nombreuses dimensions de l'IA, dont son impact sur les discriminations, le réchauffement climatique, l'emploi, pour n'en citer que quelques-unes.

« Democratizing AI: Principles for Meaningful Public Participation », Michele Gilman

Pour le Data & Society Institute, think tank critique de haute volée, Michele Gilman, chercheuse en droit américaine, réfléchit aux conditions nécessaires pour assurer une participation réelle des citoyennes et citoyens dans le développement de systèmes d'IA. Elle propose, par exemple, de se donner les moyens d'aller chercher les personnes les plus éloignées du numérique, de prévoir des budgets ad hoc, de construire une expertise technique pour les personnes impliquées tout en reconnaissant et incluant la leur. Passionnant.

« Public Interest AI », le site du groupe de recherche AI & Society Lab, associé à la Humboldt University à Berlin.

Ce site rassemble les recherches menées depuis quatre ans par le AI & Society Lab, un groupe interdisciplinaire et international. Il offre une mine d'informations sur les recherches existantes, et propose des critères à établir pour définir une IA d'intérêt général. (voir l'article)

Cette approche met l'accent sur des politiques de gouvernance et de design impliquant les usagères et usagers, les personnes concernées ou le grand public dans les choix qui définissent la conception et l'utilisation des systèmes d'IA. « *Au vu des effets néfastes de l'IA – un terme utilisé ici pour désigner une vaste gamme de système de décision automatisée – de plus en plus de voix se font entendre, dans la société civile, la recherche et les régulateurs, pour intégrer des valeurs démocratiques et centrées sur les humains [human-centered] dans l'IA au moyen de la participation des publics* », note la chercheuse américaine Michele Gilman¹¹. Reste bien sûr à s'assurer que la participation soit réelle et active, et non une fioriture ajoutée à des processus décidés en amont. Mais il existe tout un corpus de réflexions sur la participation citoyenne, qui peut inspirer l'élaboration d'IA pour l'intérêt général.

¹¹ Michele Gilman (2023), « [Democratizing AI: Principles for Meaningful Participation](#) ».

Au fil de leurs réflexions, les membres du groupe de recherche AI & Society Lab ont ajouté un sixième critère, prenant en compte l'environnement général dans lequel sont développées ces IA : celui d'un « développement durable » [*sustainability*]. Une IA d'intérêt général devrait ainsi être énergétiquement sobre, privilégier une efficacité énergétique à la polyvalence vorace. Mais on peut aussi étendre cette question au contexte géopolitique de développement de ces IA génératives. Abeba Birhane, chercheuse en informatique au Trinity College de Dublin, invitée à une table ronde au Sommet de Paris sur l'IA d'intérêt général, déplorait sur son blog que certaines questions n'aient pas été évoquées : la poussée de gouvernements antidémocratiques, la consolidation du pouvoir des entreprises, la surveillance d'État et la course à l'armement vers une domination militaire nourrie par l'IA¹². Selon elle, une réflexion sur l'IA d'intérêt général doit prendre en compte, non seulement les questions de transparence et de responsabilité (*accountability*), mais aussi le soutien aux contre-pouvoirs : informationnels (le journalisme critique), techniques (comme les outils développés pour

protéger des militants ou encore des artistes face au pillage de leurs œuvres par les entreprises d'IA¹³), ou juridiques (syndicats, *class actions*...). On ne peut dissocier une technologie du contexte dans lequel elle est développée.

Tant que celui-ci sera dominé par des entreprises priorisant leur profit, l'IA d'intérêt général risque fort de rester une abstraction. 

¹² Abeba Birhane (2025), « [Bending the arc of AI towards the public interest](#) ».

¹³ Par exemple, le projet Glazed, qui permet aux artistes de modifier de façon invisible à l'œil nu les pixels de leur image, pour dérouter les logiciels de reconnaissance automatique d'images.



© Sébastien Bertholet



DÉCRYPTAGE

Comment transmettre une culture critique de l'IA ? Entretiens avec Lou Welgryn de Data For Good et Khrys, militante libriste

par christelle gilabert

À force d'entendre les discours médiatiques et politiques fantasmer sur les promesses et les risques de l'IA, difficile pour le grand public de savoir à quoi s'en tenir. Opération démystification/clarification avec Lou Welgryn de Data For Good et Khrys, militante et autrice libriste au sein de FDN, Framasoft et Parinux.



1# LOU WELGRYN

“ On a besoin d'entendre d'autres discours sur l'IA : oui, il est possible de faire autre chose que de l'IA ; et non, on ne va pas retourner à l'âge de pierre si on n'en utilise pas ! ”

Lou Welgryn
Secrétaire Générale,
Data For Good

IA par-ci, IA par-là... L'IA est partout, et pourtant le concept reste encore flou pour beaucoup de monde. Comment expliquer concrètement ce qu'est l'IA ?

Vaste question ! Pour ma part, j'aime beaucoup la façon dont la chercheuse Kate Crawford, dans son *Contre-atlas de l'intelligence artificielle* (Zulma, 2022), définit l'IA non pas à partir de ce qu'elle est, mais de ce sur quoi elle repose. C'est-à-dire, une triple extraction : de données, de ressources, de travail. De données, car toutes les entreprises qui développent les grands modèles de langage (*LLM) s'appuient sur le pillage de données disponibles sur Internet en se permettant d'aspirer quantités d'informations qu'ils et elles n'ont pas nécessairement le droit de récupérer. De ressources, car les infrastructures sur lesquelles repose l'IA sont tout sauf immatérielles, et ont besoin de grandes quantités d'eau, d'électricité, de métaux, etc., pour fonctionner. De travail enfin, parce qu'aucun de ces modèles d'IA, notamment génératifs, ne pourrait exister

sans le travail de millions de travailleuses et travailleurs du clic (***Digital Labor**). Il est donc important de se rappeler tout ce qu'il y a derrière ce terme d'IA. D'autant plus quand on nous la présente constamment comme quelque chose de virtuel ou d'automatique.

En juillet 2023, vous avez publié un livre blanc intitulé *Les grands défis de l'IA Générative*¹ dans lequel vous appelez à devenir « techno-lucide » face au développement de cette technologie. Qu'entendez-vous par là ?

L'idée que cela sous-entend est d'abord de définir le problème ou le besoin auquel on souhaite répondre, avant de déployer n'importe quelle technologie. Or, le raisonnement avec l'IA est complètement inverse. On ne se demande jamais : a-t-on vraiment besoin de l'IA ? Pour quoi faire ? Dans quelles mesures peut-on la déployer ?

¹ À consulter sur le site : dataforgood.fr/iagenerative.

Dans *Empire of AI*, la journaliste Karen Hao analyse le développement de l'entreprise OpenAI et le parcours de son fondateur Sam Altman. Elle explique que pendant des années, l'entrepreneur s'évertuait à développer son système d'IA sans savoir ce qu'il cherchait à faire avec ! De la même manière, début juillet, l'État français a sorti un plan qui s'appelle « Osez l'IA » pour pousser à tout prix sa diffusion dans les entreprises. Mais sans véritablement s'interroger sur : à quoi cela doit servir concrètement ? Qu'est-ce que l'IA vient remplacer ? Est-ce que cela nous permet de rester dans les limites planétaires ? Quels sont les bouleversements techniques et sociaux que cela entraîne et les dépendances auxquelles on s'expose ? Or, je pense qu'il faut adopter une approche du cycle de vie global des technologies pour rendre compte de ses impacts. Que ce soit en amont et en aval, c'est-à-dire en termes de conception, d'usages, de comportements et de transformation sociale. Et si l'on doit décider de développer des choses, toujours inclure dans les réflexions les personnes dont les vies seront affectées.

Comment pourrait-on améliorer le débat public autour des enjeux de l'IA ?

Je pense qu'il faut replacer ces impacts au cœur du débat, c'est-à-dire, arrêter de promouvoir uniquement ce qu'on est censé gagner avec l'introduction de l'IA, en omettant complètement de nous informer sur ce que l'on perd et ce que cela nous coûte. Dans les médias, les titres font toujours de l'IA le protagoniste central : l'IA pour faire ceci, l'IA pour décarboner tel truc, l'IA qui révolutionne je sais pas quoi, etc., en effaçant complètement les personnes et l'infrastructure qui opèrent derrière. On vit dans un monde où l'IA nous est imposée à marche forcée par les entreprises³, et les gouvernements rentrent dans cette course tête baissée. On l'a vu en France avec les annonces de milliards d'investissement par Emmanuel Macron au sommet de l'IA ou la dérégulation défendue dans le cadre de la loi de simplification pour faciliter la construction de centres de données. Des dérégulations équivalentes sont à l'œuvre en Espagne et en Angleterre. Avant d'être quelque chose de technique, l'intelligence artificielle est surtout politique.

Alors qu'on aurait besoin de choix politiques forts qui imposent des garde-fous face au déploiement débridé de l'IA dans tous les pans de la société, on se retrouve face à sorte de discours messianique selon lequel on ne peut pas y résister, et qu'il faut absolument suivre cette trajectoire. Mais c'est faux ! On a toujours le droit d'accepter ou non une technologie. C'est un débat démocratique absolument nécessaire. Tout le monde est touché – que ce soit par le travail qui se dégrade, la pollution générée ou la surveillance qui se met en place... On a besoin d'entendre d'autres discours : oui, c'est possible de faire d'autres choses que de l'IA générative ; et non, on ne va pas retourner à l'âge de pierre si on n'en utilise pas. C'est tout ce qu'on essaye de faire à *Data For Good*. Former un contre-pouvoir citoyen et inventer une troisième voie en s'interrogeant profondément sur la technologie sans la rejeter totalement.

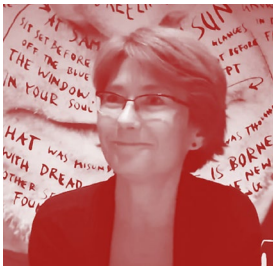
Des systèmes d'IA au service de l'intérêt général est-ce vraiment possible ? Si oui, comment ?

J'ai l'impression que cette formule est un peu dévoyée aujourd'hui dans le sens où

elle est utilisée à tort et à travers dans le débat public. Même au sommet pour l'IA, on parlait d'IA éthique au service de l'intérêt général... Pour moi, cela participe à cette même logique de continuer à essayer d'en mettre partout sans questionner l'intérêt de développer de tels systèmes, notamment dans un monde aux ressources limitées. Nous devons accepter le fait qu'il n'y a pas nécessairement de solutions technologiques pour répondre aux problèmes que nous avons. C'est la raison pour laquelle chez *Data For Good*, on ne fait jamais de projets seuls. On va systématiquement chercher des associations qui sont expertes des questions que l'on souhaite adresser pour avoir des approches systémiques, et pas juste technologiques et court-termistes. Cela permet d'aborder la technologie comme une partie de la solution et de l'insérer dans une démarche beaucoup plus globale.

² Karen Hao (2025), *Empire of AI: Dreams and Nightmares in Sam Altman's OpenAI*, Penguin. .

³ Voir l'étude de Limites Numériques : comment les entreprises de la tech nous forcent à utiliser l'IA ? limitesnumeriques.fr/travaux-productions/ai-forcing.



2# KHRYS

“ On a trop tendance à anthropomorphiser l'IA : l'IA pense, l'IA se trompe, etc. Non, c'est juste une machine qui régurgite du texte ou des images. ”

“ Il faut prendre conscience que ce sont de bêtes machines qui n'ont rien d'intelligent. De la techno cheap qui fait des trucs moches, basiques, avec plein d'erreurs et souvent inadaptée au travail qu'on essaye de leur faire faire. ”

Khrys

Militante libriste au sein des associations FDN, Framasoft et Parisnux

Dans votre conférence, « IA, Philosophie du libre et féminisme »⁴, vous affirmez que l'IA est avant tout un « projet ». Qu'entendez-vous par là ?

Oui, j'ai l'habitude de dire que l'IA n'est pas une technique, ni même un ensemble de techniques. Je la vois avant tout comme un projet porté par l'idée de créer une Intelligence Artificielle où tout est mis en œuvre pour la faire advenir et nous faire croire que c'est possible. Elle nous est présentée comme un domaine

de recherche, mais pour moi, son développement tient plus du domaine de la foi que de la science. Un ensemble d'idées, de croyances ou de promesses que l'on se raconte. L'histoire des techniques derrière l'IA nous montre qu'il y a eu plusieurs périodes. Un premier âge d'or dans les années 50 qui s'est arrêté lorsqu'ils ont vu que ça ne marchait pas trop. Ça a été relancé dans les années 80, avec les systèmes experts, avant d'être arrêté de nouveau. Et aujourd'hui, on est dans une nouvelle bulle, une nouvelle « hype ». À ce sujet, je conseille vivement la lecture de l'ouvrage

*The AI Con*⁵, dans lequel les chercheuses américaines Emily Bender et Alex Anna décortiquent de façon géniale toute l'arnaque autour de l'IA. On se rend compte que c'est énormément de marketing, un peu comme les NFT ou la blockchain, mais en plus puissant encore.

Vous estimez que le terme Intelligence Artificielle n'est pas du tout adapté à ce qu'il est censé désigner. Pourquoi ?

Le terme d'Intelligence Artificielle a toujours nourri des fantasmes donnant l'impression que sa réalité nous dépasse. Dès les années 1960, Joseph Weissenbaum, créateur d'ELIZA, considéré comme le premier chatbot, s'étonnait déjà de la réaction des gens. Il s'agissait d'un algorithme tout bête mais le fait de reproduire le langage humain laissait croire que cela cachait autre chose. De la même manière, on a aussi trop tendance à anthropomorphiser l'IA : l'IA « pense », l'IA « se trompe », etc. Non, c'est juste une machine qui régurgite du texte ou des images. Je préfère dire « SRAS », pour *Systèmes Résultants d'Apprentissage Stochastique*. C'est un acronyme que l'on a trouvé à plusieurs en échangeant sur Mastodon pour s'amuser. Il désigne toute cette

classe d'outils qui implique d'entraîner des machines à partir de données que l'on modifie au fur et à mesure pour lui apprendre à répondre le plus correctement possible à une requête. Cela inclut les *Large Language Models* (***LLM**) comme ChatGPT ou Gemini⁶, les chatbots, ou les systèmes de génération d'images comme MidJourney. Il y a d'autres termes intéressants pour désigner ces techniques. Dans *The AI Con* que j'évoquais précédemment, les autrices parlent de *Synthetic text extruding machine*. Littéralement, des machines à extruder du texte synthétique. C'est tout de suite moins vendeur, mais cela décrit l'outil tel qu'il est. Cela permet de revenir à quelque chose de plus terre à terre et beaucoup plus proche de ce que sont réellement ces technologies. Sinon, j'aime beaucoup l'expression de Christine Lemmer-Webber, une co-autrice d'ActivityPub⁷ qui appelle ça des *mansplaining-as-a-service* ! (rires)⁸.

⁴ Accessible sur le site : khrys.eu.org/conferences/ia-libre-f%C3%A9minisme.

⁵ Emily M. Bender & Alex Hanna (2025), *The AI Con: How to Fight Big Tech's Hype and Create the Future We Want*, Harper.

⁶ Système d'intelligence artificielle génératif créé par Google.

⁷ Logiciel derrière le fedivers.

Quels sont les vrais dangers dans le développement des systèmes d'IA ?

Outre le projet un peu abstrait de vouloir créer une Intelligence Artificielle, l'IA est aussi un projet très concret de conquête, de pouvoir et d'acquisition de nouvelles richesses porté par des capitalistes néolibéraux et réactionnaires, et dont les dangers sont immenses. Les coûts écologiques et matériels monstres, l'esclavagisation (ou quasi) des annotateurs et annotatrices de données, l'automatisation et la précarisation du travail, la destruction des services publics, la désinformation ou encore la déshumanisation de nos outils d'échange que sont le web et Internet. D'autant plus en cette période de fascisation où l'on voit plus que jamais la fabrication d'outils de contrôle, de répression, voire de massacre des populations. Des systèmes d'IA sont désormais intégrés dans les armes. OpenAI est d'ailleurs très en lien avec le complexe militaro-industriel américain et fournit aussi des outils d'IA à Israël qui leur permet d'être testés en conditions réelles.

Comme pour le nucléaire, il y a une partie civile – les gadgets comme ChatGPT – qui cache une partie militaire.

Tout cela est aussi poussé par une vision fortement patriarcale qui infuse depuis le début, parce que ce ne sont presque que des hommes aux idées complètement réactionnaires, eugénistes, misogynes, transphobes et racistes.

On l'a encore vu très récemment avec Musk qui a ressorti une nouvelle version de son IA Grok⁹ car il la jugeait trop wokiste à son goût.

Comment aider le grand public à développer une culture critique de l'IA et améliorer le débat public ?

Il faut d'abord prendre conscience que ce sont de bêtes machines qui n'ont rien d'intelligent. De la *techno cheap* qui fait des trucs moches, basiques, avec plein d'erreurs et souvent inadaptée au travail qu'on essaye de leur faire faire. Ensuite, sensibiliser les gens au fait que le développement de l'IA tel qu'il est mené actuellement menace leur job, leurs conditions de vie et celles de leurs enfants, et que tout dépend des choix politiques qui sont derrière. Nous avons besoin d'une réaction collective beaucoup plus large et de nous regrouper en utilisant tous les moyens à notre disposition pour lutter contre ces outils-là. Sinon, on va se faire manger.

La culture du libre peut-elle nous y aider ?

En principe, oui. Parce que dans le libre, il y a toujours l'idée de reprendre le pouvoir sur les machines, de se les réapproprier, et d'avoir la liberté de faire ce qu'on en veut. Donc cela permet au moins de confronter le problème. Le libre est aussi utile pour inciter à la sobriété. On utilise de l'ancien matériel et, parce que les logiciels libres sont peu nombreux, on limite considérablement le nombre d'applications ou de services que l'on utilise. Par exemple, je ne me sers quasiment d'aucun outil Google, Amazon et consorts. Mais le libre tout court ne suffit pas. Il ne vaccine pas toujours contre la hype de la tech. Je suis tombée sur un article récemment où des libristes expliquaient comment installer un outil de ligne de commande de Gemini sur Linux... Cela montre qu'il peut y avoir une volonté de se réapproprier une techno sans la questionner. Il est possible de créer des SRAS libres aussi, à toute petite échelle. Je connais des gens qui s'amusent à entraîner des petits modèles avec un minimum de ressources. Cela permettrait de créer des outils beaucoup plus ciblés pour répondre à des objectifs bien précis et de façon plus efficace. Mais cela ne ressemblera jamais à un outil comme ChatGPT, et aujourd'hui, ce n'est pas

du tout ce que les Big Tech cherchent à nous vendre. Eux, ils veulent absolument l'Intelligence Artificielle générale (IAG), un truc qui peut tout faire ! 

⁸ Des termes *mansplaining* et *as-a-service*. Le premier *mansplaining* désigne une situation dans laquelle un homme étale ses connaissances et explique quelque chose sur un ton paternaliste ou condescendant pour établir une situation de domination. Initialement employé pour caractériser ce type de comportement à l'égard d'une femme elle-même experte du sujet discuté. Traduit en français par « mecspliquer ». Le second *as-a-service* signifie comme-un-service. L'expression provient des milieux informatiques et désigne un outil informatique (logiciel, plateforme, application) que l'on va commercialiser ou rendre accessible sous forme d'abonnement ou d'inscription. On pourrait le traduire par service de *mecsplifications*.

⁹ Système d'intelligence artificielle générative développé par Elon Musk.

RESSOURCES

La Bataille de l'IA

jeu de cartes imaginé par les associations Latitudes et Data for Good pour découvrir de manière ludique les enjeux sociaux et environnementaux de l'IA Générative en 2 h.



POUR ALLER PLUS LOIN
batailledelia.org

La tentation « orthopédique » des contre-discours sur l'IA : comprendre les critiques institutionnelles pour ouvrir d'autres possibles

par clément mabi & julie marquès

Certaines critiques de l'intelligence artificielle semblent faire consensus. Elles appellent à plus d'éthique, de transparence ou de responsabilité, tout en conservant l'idée que l'IA pourrait être « réparée » pour mieux servir le bien commun et l'intérêt général. Pour qualifier ce type de discours, cette contribution, issue de travaux universitaires, propose de parler de tentation « orthopédique » : une critique qui cherche à corriger les excès sans interroger les trajectoires techniques sous-jacentes.

Mobiliser ce concept permet de rappeler une réalité fondamentale : l'IA n'est jamais neutre, mais toujours façonnée par des choix politiques, des intérêts économiques et des imaginaires sociaux. Dans cet article, les deux chercheurs du Laboratoire Fabrique de Pensée Critique (LFPC) proposent ainsi de cartographier ces contre-discours afin d'identifier les conditions dans lesquelles une critique de l'IA peut réellement ouvrir des marges d'action, plutôt que servir de caution à sa diffusion.

Réparer plutôt que transformer : tendance des critiques institutionnelles

Institutions publiques, grandes entreprises technologiques, plateformes internationales... Toutes affichent désormais un engagement pour une « IA responsable ». Les termes varient, mais la promesse reste la même : corriger les excès, mieux encadrer, anticiper les dérives. Autrement dit, « réparer » l'IA.

Cette dynamique correspond à une forme d'absorption de la critique que nous qualifions de « tentation orthopédique » : des critiques de l'IA qui, au lieu de remettre en question les choix techniques ou les trajectoires induites par cette dernière, cherche à les ajuster, comme on réglerait la trajectoire d'un appareil déjà lancé, sans jamais en redéfinir la destination¹.

Ce type de critiques se décline en une série de « correctifs » censés redresser l'IA pour en concevoir une version plus éthique via de grands principes comme la transparence, la diversité, la confiance, etc, sans que les rapports de pouvoir ne soient interrogés.

¹ Par *tentation orthopédique*, nous désignons une forme de critique qui vise à corriger les excès d'un système sans en remettre en cause les fondements. Ce terme renvoie à un mécanisme bien étudié en sciences humaines et sociales : celui par lequel un système intègre les critiques qui lui sont adressées pour mieux se renforcer. Dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* (1999), Luc Boltanski & Ève Chiapello ont montré comment le capitalisme avait su absorber certaines critiques sociales (liées par exemple à l'aliénation ou à la hiérarchie) en les traduisant en réformes managériales, tout en maintenant ses logiques fondamentales. L'IA ne fait que reproduire ce mécanisme.

RESSOURCES

De « l'orthopédie sociale » à la « tentation orthopédique »

La « tentation orthopédique » désigne une forme de critique qui cherche à corriger les effets problématiques de l'intelligence artificielle (biais, manque de transparence, etc.) sans remettre en question les trajectoires technologiques et les rapports de pouvoir qui les sous-tendent. Cette posture réformiste privilégie l'ajustement à la transformation, la stabilisation des systèmes existants à leur remise en cause.

Elle s'inspire de la notion d'« orthopédie sociale » développée par Michel Foucault dans *Surveiller et punir* (1975), pour décrire les dispositifs disciplinaires visant à redresser les comportements déviants sans jamais interroger les normes de la déviance elles-mêmes. Transposée au champ de la technologie, cette logique produit une critique intégrée qui légitime l'innovation en prétendant la moraliser, tout en neutralisant les conflits et en invisibilisant les alternatives.

Le processus suit souvent une logique circulaire : un diagnostic initial, posé par la critique, pointe un manque d'éthique ou de responsabilité ; on y répond en formulant des principes abstraits supposés mener à une « bonne IA », que l'on produirait via la normalisation de pratiques dites vertueuses. Ces réponses deviennent à leur tour des standards qui légitiment l'idée qu'un « progrès » a été accompli ou est en cours grâce à cette « nouvelle et bonne IA ». Pourtant le changement est superficiel, car en remédiant aux symptômes, on évite de questionner les causes structurelles.

Dans cette dynamique, la critique de l'IA devient un instrument au service de la gouvernance technologique, en offrant une caution éthique, une preuve que l'on « prend en compte les risques ». Elle permet la poursuite, voire l'accélération, du déploiement des technologies.

De ce fait, les contre-discours institutionnels sur l'IA portent un paradoxe : loin de ralentir ou de remettre l'IA en question, ils contribuent à en renforcer la légitimité. Ils moralisent la technique sans en reconnaître les enjeux politiques, gommant les aspérités sociales, évacuant les conflits de valeurs, et reconduisant une vision

***techno-solutionniste.**

La critique, neutralisée, devient l'un des moteurs du statu quo technologique.

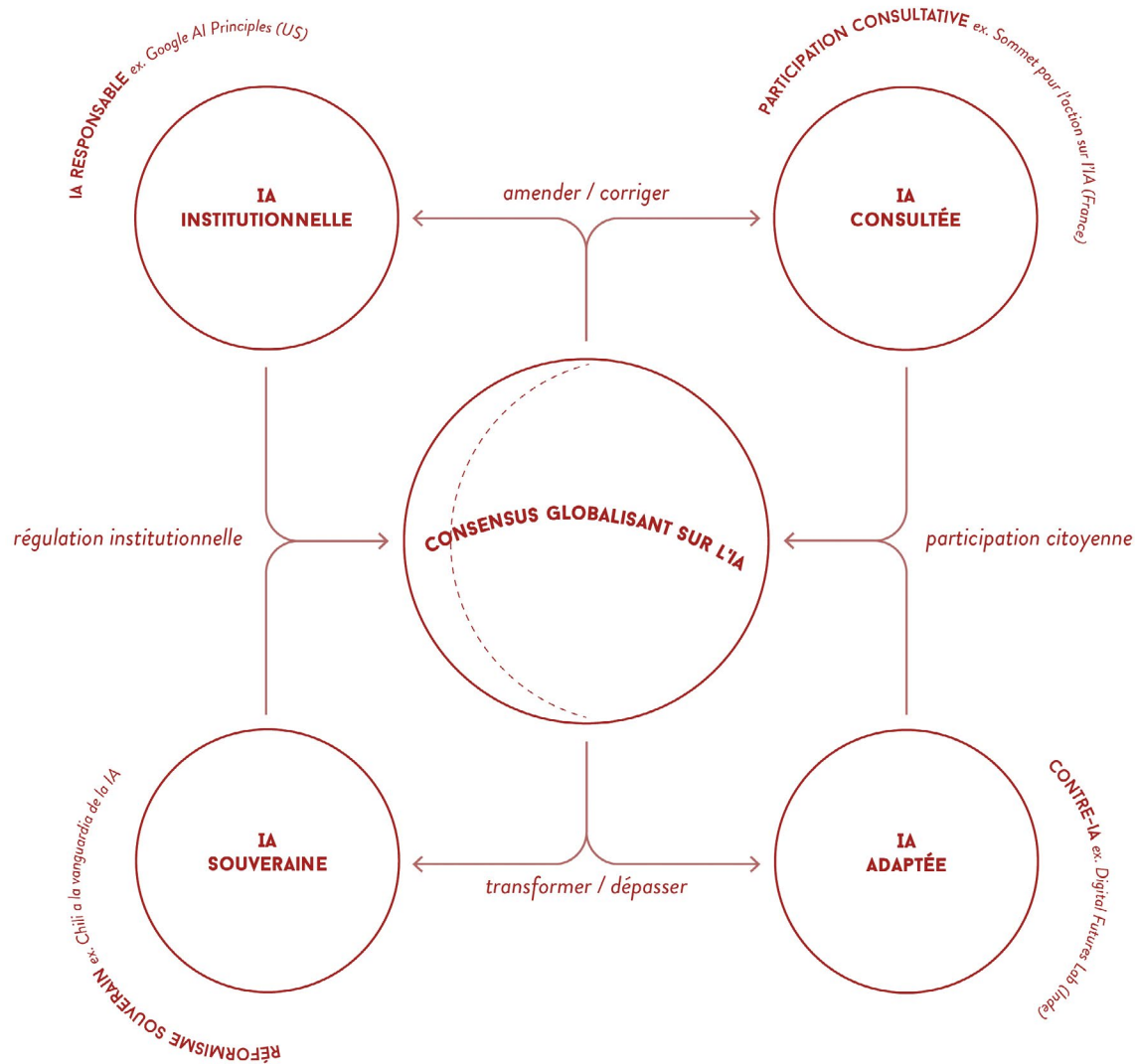
Cartographier les contre-discours mainstream : une tentative

Pour analyser l'absorption des critiques *mainstream* de l'IA, cet article propose une grille qui qualifie les contre-discours non par leur rhétorique, mais par leurs effets politiques : renforcent-ils les logiques en place, ou ouvrent-ils des marges de transformation ?

Pour cela, les discours ont été analysés à l'aide d'une matrice analytique croisant deux axes :

- **l'objectif politique poursuivi : s'agit-il de corriger l'IA ou de radicalement la transformer ?**
- **la modalité d'action privilégiée : agit-on par le haut, via la régulation institutionnelle, ou par le bas, via la participation citoyenne ?**

Ce croisement fait apparaître quatre grandes familles de contre-discours, chacune associée à une manière particulière de penser et d'encadrer l'IA. Nous présentons cette **matrice des contre-discours** de manière synthétique, avec des exemples significatifs.



MATRICE DES CONTRE-DISCOURS

© zoe aegerter

La première famille de contre-discours, que nous appelons **l'IA institutionnelle**, émane des grandes organisations – États, entreprises technologiques, agences internationales. Elle cherche à rendre l'IA plus « responsable », en mettant en avant des enjeux réels comme les biais, la transparence ou la redevabilité. Mais ces principes sont souvent abordés dans une logique d'ajustement minimal, sans transformation structurelle. L'objectif est surtout de rassurer les décideurs, les usagers, les partenaires. On peut citer, par exemple, les recommandations de l'OCDE², la charte éthique de Microsoft³ ou encore les *AI Principles* de Google, dont l'application reste floue. Cette IA institutionnelle est flexible : elle s'adapte aux contextes politiques, comme lorsque Google a modifié ses engagements en matière d'inclusivité après l'élection de Donald Trump pour promouvoir une innovation plus « audacieuse »⁴.

La seconde famille correspond à ce que nous appelons **l'IA consultée**. Elle s'appuie sur l'idée que la participation citoyenne peut venir modifier la gouvernance et la trajectoire de l'IA pour l'améliorer. Là encore, la réalité des rapports de pouvoir est invisibilisée.

Ateliers, consultations, hackathons se multiplient... mais souvent sans réel pouvoir d'influence. Les décisions sont déjà prises en amont ou ailleurs, et la participation devient un outil de communication plus qu'un levier de transformation. Ce type de logique s'observe dans des dispositifs animés par la CNIL ou le Conseil de l'Intelligence artificielle et du numérique⁵ (CIAN), ou encore la consultation citoyenne et académique menée dans le cadre du Sommet pour l'action sur l'IA⁶. Cette IA consultée donne le sentiment qu'un dialogue est possible, mais sans qu'il y ait redistribution du pouvoir.

La troisième famille est celle de **l'IA souveraine** portée par des institutions, des ONG ou des collectivités, notamment dans le Sud global. Ces discours plaident pour une IA adaptée aux réalités locales, comme le montrent l'appel à une IA souveraine au Chili⁷ ou la Charte africaine des droits numériques⁸. Ils revendiquent un ancrage culturel et politique plus fort, mais restent souvent encadrés par les grands référentiels internationaux, comme les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. L'enjeu n'est pas tant de contester la trajectoire dominante de l'IA, que d'y trouver une place et de s'assurer d'en récolter les bénéfices.

Enfin, la quatrième famille cherche à construire une **IA située** en réponse directe aux besoins des communautés concernées. Ces initiatives émergent souvent à la marge des institutions, en lien avec des collectifs féministes, décoloniaux, autochtones ou queer. Elles ne rejettent pas l'IA en bloc, mais tentent d'en adapter les usages à des contextes spécifiques. C'est le cas du *Digital Futures Lab* en Inde⁹, qui co-construit des outils technologiques avec les actrices et acteurs locaux. L'objectif est de rendre l'IA utile, sans nécessairement remettre en question ses fondations.

Ces quatre familles expriment des sensibilités critiques différentes. Mais elles ont un point commun : elles s'inscrivent toutes dans un espace globalisé, où circulent des formats, des concepts et des standards partagés – éthiques, techniques, participatifs. Cette homogénéisation n'est pas sans effet : elle tend à effacer les contextes, à lisser les conflits, et à invisibiliser les rapports de pouvoir qui traversent la gouvernance de l'IA. En imposant une grammaire commune de la critique, elle réduit la capacité des acteurs à faire valoir des besoins situés, des expériences minorées ou des visions alternatives de la technologie.

² Principes de l'IA, OCDE, oecd.org/fr/themes/principes-de-l-ia.html.

³ IA responsable, Microsoft AI, microsoft.com/fr-be/ai/responsible-ai.

⁴ Le président républicain parle d'une « *bold innovation* » dans la présentation de son plan IA : whitehouse.gov/articles/2025/07/wide-acclaim-for-president-trumps-visionary-ai-action-plan.

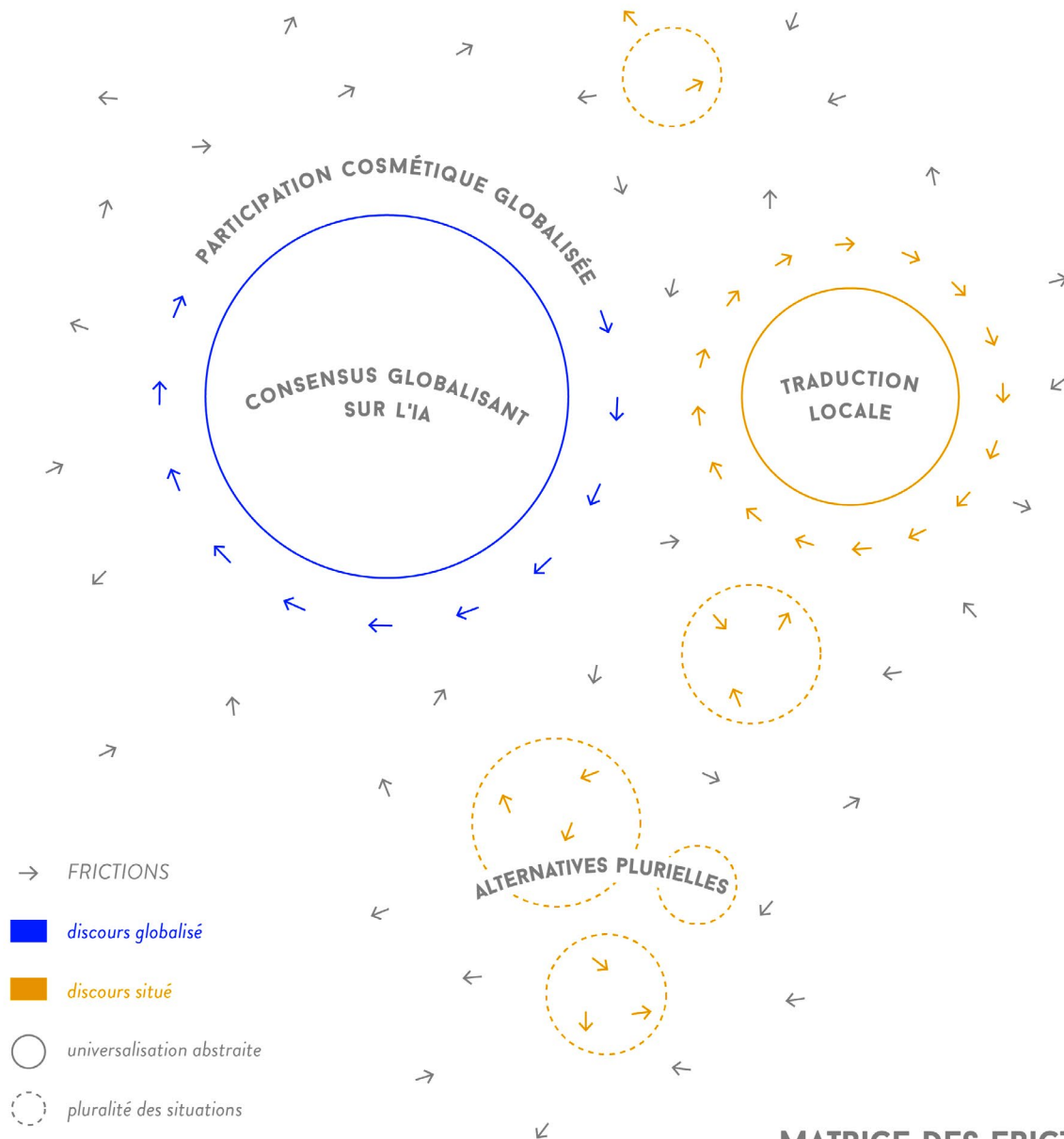
⁵ Penser l'IA et le numérique dans l'intérêt général : édito de Clara Chappaz | Conseil de l'IA et du numérique, conseil-ia-numerique.fr/penser-lia-et-le-numerique-dans-linteret-general-edito-de-clara-chappaz.

⁶ Sommet pour l'action sur l'IA : participez à la consultation citoyenne et académique en ligne, sciencespo.fr/fr/actualites/sommet-pour-l-action-sur-l-ia-participez-a-la-consultation-citoyenne-et-academique-en-ligne.

⁷ *Chile a la vanguardia de la IA: Los avances que nos deja el Centro Nacional de Inteligencia Artificial este 2023*, cenia.cl/2023/12/29/chile-a-la-vanguardia-de-la-ia-los-avances-que-nos-deja-el-centro-nacional-de-inteligencia-artificial-este-2023.

⁸ *The Africa Declaration on Artificial Intelligence*, c4ir.rw/docs/Africa-Declaration-on-Artificial-Intelligence.pdf.

⁹ Digital Futures Lab, digitalfutureslab.in.



MATRICE DES FRICTIONS

© zoé aegerter

Redonner prise à la critique : explorer les frictions

Pour comprendre pourquoi tant de critiques restent inopérantes, un changement de focale est nécessaire. Il s'agit d'observer, au sein de chaque posture critique, la place accordée à la controverse et aux rapports de pouvoir. Le concept de friction, de l'anthropologue Anna Tsing, est ici éclairant. Elle définit les frictions comme des : « rencontres hétérogènes et inégales [qui] peuvent être à l'origine de nouveaux agencements de culture et de pouvoir¹⁰ ». Ce concept rappelle que la mondialisation n'efface pas les différences : elle les rencontre, les confronte, et c'est dans ces tensions que peuvent émerger des alternatives. Appliqué au champ de l'IA, il permet de distinguer les critiques qui neutralisent les conflits de celles qui les prennent au sérieux et en font le point de départ d'autres possibles. Pour mieux qualifier cette distinction, nous proposons une seconde matrice, dite **matrice des frictions**. Elle croise deux critères : le degré d'ancrage des discours (globalisés ou situés) et leur rapport à la justice sociale (universalisme abstrait ou reconnaissance des expériences et inégalités concrètes).

Cette grille vise à rendre lisible la manière dont les critiques traitent – ou évitent – les tensions politiques et sociales que soulève l'IA.

Cette matrice fait émerger d'autres manières de penser et de s'approprier l'IA. Elle fait ressortir quatre familles de discours critiques, qui se distinguent par leur manière plus ou moins explicite de reconnaître la pluralité des voix, des usages et des contextes.

1. Le **consensus globalisant** correspond à une critique absorbée dans des standards globaux, censés encadrer l'innovation. L'éthique devient un langage commun, mais désincarné, qui sert à stabiliser l'IA plutôt qu'à en questionner les logiques profondes.
2. La **participation cosmétique mondialisée** met en scène la diversité des formes de critique de l'IA à travers des processus participatifs globaux, sans redistribuer réellement le pouvoir. Les controverses sont atténuées, les décisions déjà cadrées en amont.
3. La **traduction locale** reconnaît les tensions, mais les traite dans un langage compatible avec les grandes grilles de lecture internationales. Elle ne rompt pas avec les cadres dominants, mais cherche à s'y adapter.
4. Enfin, les **alternatives plurielles** refusent la monoculture de l'IA et de ses critiques. Contrairement aux trois familles précédentes, elles s'écartent du modèle global unique pour proposer d'autres manières de faire monde avec la technologie. Elles partent des frictions, des divergences, pour construire des usages situés, au service des communautés.

C'est le cas de *Data for Black Lives*¹¹, mouvement né aux États-Unis, qui part de l'expérience des Africaines-américaines et Africains-américains face au racisme systémique et à la surveillance pour politiser les questions techniques. L'initiative dénonce les biais racistes dans les systèmes de police prédictive ou de notation de crédit et milite pour une gouvernance numérique portée par les personnes concernées. Ce travail mêle recherche, plaidoyer et action communautaire, dans une perspective de justice raciale.

Dans une même logique, le collectif *Indigenous AI*¹² pense l'IA à partir des savoirs et des traditions des peuples autochtones. Il s'appuie sur leurs relations au vivant, à la technologie et au territoire pour imaginer des formes d'IA qui soient cohérentes avec leurs visions du monde. Le collectif interroge la manière dont ces communautés souhaitent – ou non – coexister avec l'IA, et comment leurs connaissances peuvent transformer les

¹⁰ Anna Lowenhaupt Tsing (2020), *Friction. Délires et faux semblants de la globalité*, La Découverte, Paris.

¹¹ Data for Black Lives, d4bl.org.

¹² INDIGENOUS AI, indigenous-ai.net.

usages, les finalités et la place de ces technologies dans la société. Il s'agit ainsi de concevoir un avenir avec (ou sans) IA, pensé depuis les réalités et les valeurs des communautés concernées.

Conclusion : cartographier les critiques pour élargir les possibles

Les critiques de l'IA se sont multipliées ces dernières années, mais toutes ne produisent pas les mêmes effets. Certaines renforcent, parfois malgré elles, les logiques dominantes, en apportant une caution éthique ou participative à des trajectoires déjà établies. D'autres, plus rares, prennent appui sur les tensions et les conflits pour proposer des alternatives concrètes, situées, collectives.

Cette dynamique, que nous avons qualifiée de *tentation orthopédique*, consiste à corriger sans transformer, à absorber la critique sans en modifier les fondements. Nos deux matrices visent à qualifier cette diversité. La première distingue les contre-discours selon leur portée politique et leur modalité d'action. La seconde interroge leur manière de traiter les tensions sociales, politiques ou territoriales liées au déploiement

de l'IA. Ce qui rend une critique agissante, ce n'est pas son vocabulaire, mais sa capacité à faire exister des milieux, des vécus, des luttes ; à déplacer les cadres dominants. Ce geste invite à soutenir les expérimentations situées, les pratiques conflictuelles et les savoirs minorés, pour construire un numérique qui redonne du pouvoir d'agir à celles et ceux qu'il tend à exclure.

Ce programme est à la fois scientifique et politique. Il relève de notre responsabilité de chercheuse et de chercheur, mais aussi d'un engagement collectif pour faire advenir un numérique juste au service de l'intérêt général. [STM](#) & [IIM](#)



© Sébastien Bertholet



TROIS QUESTIONS À...

Soizic Pénicaud : « Il y a un enjeu démocratique à connaître quels calculs on fait sur nous. »



par yaël benayoun

L'irruption d'IA génératives tend à invisibiliser l'existence d'outils d'aide à la décision bien moins sophistiqués et pourtant bien présents. Au sein des administrations, des centaines d'algorithmes sont ainsi utilisés chaque jour pour outiller – voire, dans certains cas, automatiser – des décisions publiques.

Calcul de prestations sociales, attribution de « scores de risque », profilage psychologique... Toutes ces règles ont des conséquences directes sur la vie des personnes administrées. Et malgré les obligations légales qui leur sont imposées, rares sont les administrations qui documentent leur utilisation. À tel point que le nombre exact de ces algorithmes demeure inconnu.

Lancé en novembre 2024, l'Observatoire des algorithmes publics (Odap)¹ est une association qui met en lumière cette opacité en recensant à un même endroit le peu de documentation existante. Retour sur les enjeux de cette transparence avec Soizic Pénicaud, co-fondatrice de l'Odap et scrutatrice des effets de l'intelligence artificielle sur les droits humains.

Pourquoi avoir créé un observatoire des algorithmes publics ?

SOIZIC PÉNICAUD : À une étape ou à une autre de notre vie, nous sommes, toutes et tous, amenés à nous confronter à des ***algorithmes publics**. Je parle d'*algorithme* et non d'*intelligence artificielle* pour attirer l'attention sur le fait que, dans l'administration, un grand nombre des systèmes utilisés se fondent sur des règles de calcul définies par des humains. Ce sont des systèmes bien moins spectaculaires – et donc bien moins visibles – que l'IA générative (***IAG**) ou les modèles d'apprentissage automatique (***machine learning**). Pourtant, ils ont des impacts décisifs sur nos vies. Pour donner quelques exemples : au niveau des administrations centrales, cela va des règles d'appariement de Parcoursup aux algorithmes utilisés dans l'attribution – et le contrôle – des allocations sociales. Dans les collectivités, on retrouve ces systèmes dans l'attribution des places en crèche ou la mise en place de tarifications solidaires pour l'eau ou les transports.

Il y a un enjeu démocratique à connaître quels calculs on fait sur nous. Non seulement pour les comprendre, mais aussi pour se défendre. Le problème est que, souvent, les algorithmes sont considérés comme trop techniques. Avec Camille Girard-Chanudet² et Estelle Hary³, nous avons commencé un travail d'inventaire de ces systèmes qu'utilisent les administrations pour que chacune et chacun d'entre nous se sente légitime de s'impliquer dans ces sujets. Que chacune et chacun puisse comprendre comment ces systèmes affectent nos vies personnelles, et enfin, que nous puissions faire valoir nos droits. Nos droits à ***l'explication** mais aussi nos droits à la résistance.

¹ Accessible au lien suivant : odap.fr.

² Camille Girard-Chanudet est sociologue, chercheuse au Centre d'Études de l'Emploi et du Travail du CNAM. Ses recherches portent sur le travail et les infrastructures qui sous-tendent l'intelligence artificielle.

³ Estelle Hary est designer et chercheuse indépendante. Elle mène actuellement une thèse à la RMIT University (Melbourne, Australie) sur la conception des algorithmes dans le secteur public.

Concrètement, en quoi consiste l'inventaire citoyen de l'Odap ?

En général, quand on parle de transparence, on pense d'abord à la transparence technique : peut-on ouvrir le ***code source** ? Peut-on accéder aux modèles, aux données ? Avec l'Odap, on va plus loin. Pour nous, chacun de ces systèmes numériques est une affaire de choix humains et institutionnels. C'est pourquoi on s'attèle à documenter toute l'*infrastructure*, c'est-à-dire l'ensemble des décisions prises par les administrations : qui paie quoi et avec quel budget ? Qui conçoit les systèmes : l'administration elle-même ou des prestataires privés ? Des évaluations sont-elles disponibles ? Et si oui, dans quels domaines : protection de la vie privée, impacts environnementaux, droits humains ? La dimension technique n'est qu'une partie de ce qu'on recense. On cherche à documenter tout ce qui pourrait être utile à la structuration de contre-expertises – et contre-pouvoirs – citoyennes.

ALGORITHMES PUBLICS : QUELLES OBLIGATIONS LÉGALES ?

Les deux principaux cadres qui obligent les administrations dans leur utilisation d'outils d'aide à la décision datent de 2016.

Premièrement, le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

L'article 22 introduit notamment le principe selon lequel une personne doit pouvoir refuser de faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé.

Deuxièmement, le Code des Relations entre le Public et l'Administration (CRPA).

Trois obligations y sont mentionnées :

- Une obligation de mention : les administrations doivent informer les personnes concernées qu'un outil automatisé a été utilisé dans les décisions qui les concernent.
- Une obligation d'explication individuelle : toute personne est en droit

de demander quel rôle un algorithme a joué dans les décisions la concernant ainsi que les règles utilisées. L'administration doit répondre de manière intelligible.

- Une obligation d'explication générale : les administrations doivent lister dans un inventaire qui leur est propre la liste des principaux algorithmes qu'elles utilisent ainsi que les règles que ces algorithmes suivent. Cet inventaire doit être public et facilement accessible.

En 2021, la France a renforcé ces engagements en promettant de réaliser un inventaire des algorithmes publics dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert.



POUR ALLER PLUS LOIN

Voir le récent rapport de la Défenseure des droits : « **Algorithmes, systèmes d'IA et services publics : quels droits pour les usagers ?** » (2024)



Intervention de Soizic et Estelle au Conseil économique social et environnemental (CESE) © Le cese

La difficulté réside dans le fait que peu d'administrations publient ces informations⁴. Et quand elles le font, c'est de manière éparse et sans cohérence d'ensemble, comme elles le devraient (voir encadré ci-contre). C'est pourquoi, de notre côté, on essaie de reconstituer toutes ces informations en reprenant les communications publiques, les dossiers de presse, les feuilles de route stratégiques, etc. On regarde aussi les rapports institutionnels (Cour des Comptes, rapports parlementaires, etc.), les articles de presse, les enquêtes menées par des associations comme celles que peut faire la Quadrature du Net⁵

et les travaux académiques. Mais on ne devrait pas avoir à faire un travail d'enquête pour avoir accès à ces informations, et on n'est pas là pour faire le travail de l'administration non plus. En fait, ce qu'on essaie de documenter c'est la transparence – ou plutôt, le manque de transparence – des administrations sur ces sujets.

La première version de l'inventaire recense 72 algorithmes. Faute de moyens, on s'est d'abord concentré sur les institutions nationales : les ministères et les opérateurs. Suite à cette première publication en novembre 2024, on a continué à compiler les algorithmes dont on

connaissait l'existence, toujours dans les administrations centrales. Parce qu'il y en a beaucoup, et beaucoup d'autres continuent à arriver. En mai dernier, on a fait un appel à contribution pour nous aider à documenter ces systèmes. Plus de 60 bénévoles ont répondu à l'appel !

Que produit l'acte d'inventorier ? Quelles perspectives pour l'ODAP ?

L'inventaire est un objet intéressant dans la mesure où c'est quelque chose de concret. Premièrement, il agit en lui-même comme objet de médiation : en mettant en lumière l'opacité des choix faits par les administrations, il provoque la discussion. Ensuite, le fait de faire soi-même l'exercice d'aller chercher les informations – et ressentir la frustration de ne pas en trouver – permet d'éprouver de manière sensible les enjeux. À ma connaissance, on est les seules à expérimenter ce mode opératoire avec des bénévoles, sans condition de profil. Dans les autres pays où de tels inventaires associatifs existent, ces investigations sont prises en charge par des équipes professionnelles.

Néanmoins, on n'est pas naïves pour autant. On ne croit pas que tout le monde

va s'approprier l'inventaire. Les gens ne s'intéressent pas aux algorithmes publics en eux-mêmes ; ils s'intéressent aux services publics qui les concernent dans leur chair. L'objectif de l'Odap est de rendre tangible la place que prennent les algorithmes dans les politiques publiques, et surtout le rôle qu'ils jouent dans la vie des personnes. En somme, il s'agit de créer des prises. C'est pourquoi on travaille avec des associations d'accès aux droits sociaux ou de défense des droits des personnes migrantes, des syndicats de la fonction publique, des journalistes... La transparence ne peut être une fin en soi. C'est une brique – nécessaire mais non suffisante – dans un écosystème de contre-pouvoir plus global. Si on ne connaît pas l'existence de ces algorithmes, on ne peut rien faire. L'enjeu est là. La première étape, c'est de les lister.

À terme, l'idée est de faire des liens avec des actrices et acteurs déjà engagés sur le terrain des luttes pour les aider à s'emparer de ces questions.

⁴ Sur les 72 premiers algorithmes documentés par l'ODAP, seuls trois ont fait l'objet d'une évaluation et trois autres ont un budget public.

⁵ Voir par exemple leur dernière enquête : « [France Travail : des robots pour contrôler les chômeurs-euses et les personnes au RSA](#) », mai 2025.

Cela pourrait prendre la forme de documentation d'algorithmes dans les secteurs concernés, de la production de plaidoyers, ou encore de demandes CADA⁶. En attendant, l'inventaire est pensé comme un outil appropriable par toutes et tous ; il peut être utilisé en formation, en atelier de médiation... On est ouvertes à toute proposition ! 

⁶ Commission d'accès aux documents administratifs.



POUR ALLER PLUS LOIN

Pour rejoindre ou suivre l'Odap :
contact@odap.fr

Observatoire des algorithmes publicsArticlesInventaire des algorithmes publicsÀ propos

Inventaire des algorithmes publics

Mis à jour le November 6, 2024
Version intégrale de l'inventaire
Nombre d'algorithmes répertoriés : 72

Cette première version de l'inventaire fait figurer tous types de systèmes algorithmiques mis en place par une administration centrale ou agence d'État et documentés de manière publique.

[Version synthétique de l'inventaire](#) [Version intégrale de l'inventaire](#) [Télécharger les données sur data.gouv.fr](#)

Search in table

Page 1 of 15

Nom	Description	Finalité	Budget (communiqué par l'administration)	Administration(s) porteuse(s)	Financier(s)	Concepteur(s)	Utilisateur(s)	Domaine	Date de lancement	Date de déploiement	Date de fin	Etat	Soumis au CRPA ?	Obligation de transparence CRPA remplie
ADLER	Système pour identifier automatiquement des comportements financiers illicites dans le cadre de la lutte contre la fraude.	Contrôle	Pas d'information	Ministère de l'Action et des comptes publics	Ministère de l'Action et des comptes publics ; Etalab (EIG)	Ministère de l'Action et des comptes publics	Ministère de l'Action et des comptes publics	Impôts et comptes publics	2018	2019		Déployé	Non	Non
Admission et calcul à l'allocation contrat d'engagement	Système pour évaluer l'éligibilité d'une personne à l'allocation contrat d'engagement	Calcul socio-fiscal	Pas d'information	France Travail	France Travail	Pas d'information	France Travail	Travail et emploi	Pas d'information	Pas d'information		Déployé	Oui	Oui

© Observatoire des algorithmes publics

67



CONTROVERSES
AUTOUR DE...

Quelle place pour les citoyennes et citoyens dans la gouvernance de l'IA ?

par clément mabi



L'intelligence artificielle est partout : dans les moteurs de recherche, les plateformes sociales, les services publics ou les outils de décision. Pourtant, elle reste largement absente du débat démocratique. Qui, dès lors, décide de ses usages ? Avec quelles garanties pour les citoyennes et citoyens ? Loin d'être une technologie neutre, l'IA embarque des choix sociaux, politiques et éthiques. Elle transforme notamment en profondeur les conditions d'accès aux droits, à la santé, à l'éducation ou à l'information. Face à cela, peut-on démocratiser la gouvernance de l'IA ?

L'IA ne tombe pas du ciel : elle reflète et reproduit des choix sociaux

Les algorithmes ne sont pas des instruments neutres. Ils sont conçus par des acteurs, sur la base de données partielles ou biaisées, avec des objectifs implicites et des critères de décision rarement transparents.

Loin du discours sur l'objectivité qui leur permettrait de prendre automatiquement la meilleure décision, leur fonctionnement repose en réalité sur des arbitrages techniques aux effets profondément politiques. De nombreuses enquêtes ont ainsi montré que ces systèmes peuvent reproduire, voire aggraver, les inégalités existantes. Aux Pays-Bas par exemple, le programme SyRI

© Sébastien Bertholet



© Sébastien Bertholet

– censé détecter les fraudes sociales – s’est révélé discriminatoire et a été invalidé par la justice¹.

Il proposait notamment d’entraîner les IA sur des bases de données croisant toutes sortes d’informations administratives, comme une faible consommation d’eau, pour suspecter une fraude au lieu de résidence déclaré.

En France, des dispositifs d’orientation scolaire ou de gestion des prestations sociales ont suscité des critiques similaires, tant en raison de leur opacité que de leurs impacts sur les publics les plus fragiles².

Ces cas illustrent des questions démocratiques essentielles : qui conçoit de tels systèmes ? Qui les contrôle ? Et selon quelles valeurs sont-ils déployés dans l’espace public ? Dans un avis rendu en 2024, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) plaide pour une « voie citoyenne » dans la gouvernance de l’IA, notamment lorsqu’elle est utilisée par les administrations³. L’enjeu, selon le CESE, est d’éviter que des décisions publiques ne reposent sur des boîtes noires algorithmiques échappant à tout débat démocratique⁴.

Les espoirs fragiles de la participation citoyenne institutionnelle

Mais pour garantir cette exigence, encore faut-il que les citoyennes et les citoyens puissent réellement participer aux décisions. Ainsi, certaines initiatives montrent qu’une participation citoyenne active, bien que difficile à mettre en œuvre, n’est pas nécessairement utopique ou naïve mais doit bien être considérée comme un enjeu de démocratie. Ce type d’initiative visant à impliquer les citoyens et les citoyennes sur le développement de technologies n’est pas nouveau. C’est par exemple le cas, autour de 2020, des débats autour du déploiement de la 5G avaient donné lieu à de nombreuses tentatives de concertation publique, parfois improvisées, parfois instrumentalisées, mais révélatrices d’un besoin croissant de débat démocratique sur les choix technologiques.

Ainsi, sur l’IA, en 2023, la métropole de Montpellier a expérimenté une convention citoyenne sur l’intelligence artificielle, en partenariat avec la CNIL et le Conseil national du numérique. 40 habitantes et habitants de la métropole tirés au sort ont été accompagnés pendant plusieurs semaines pour

débattre des usages de l’IA dans la ville – transports, sécurité, accès aux services publics. À l’issue des échanges, ils et elles ont formulé des recommandations concrètes pour encadrer les technologies numériques, notamment sur la transparence, le respect de la vie privée et l’impact environnemental des systèmes déployés⁵. En Allemagne, l’État régional de Bade-Wurtemberg a lancé en 2024 un jury citoyen sur l’IA et les libertés (« *Citizens’ Jury: AI and Freedom* »), réunissant également 40 personnes tirées au sort. Pendant plusieurs semaines, les participantes et participants ont délibéré sur les usages de l’IA dans les domaines de la santé, de la mobilité ou de la recherche, avec l’appui d’expertes et experts et d’ateliers participatifs.

¹ Voir iberties.eu/fr/stories/dutch-state-has-to-stop-risk-profiling-syri/1534.

² Voir incubateurbxl.eu/fr/les-outils-dintelligence-artificielle-contre-les-droits-de-lhomme-laffaire-njcm-c-s-de-staat-der-nederlanden.

³ Sur l’usage de l’IA dans l’administration, voir l’entretien de Soizic Penicaud dans ce numéro.

⁴ CESE (2024). IA : la voie citoyenne. lecese.fr/actualites/ia-la-voie-citoyenne.

⁵ Voir cnnumerique.fr/paroles-de/retour-sur-la-convention-citoyenne-sur-lia-organisee-montpellier.

Le jury a formulé neuf recommandations transmises aux autorités régionales, plaidant notamment pour une transparence accrue des systèmes algorithmiques, une plus grande participation citoyenne à la recherche sur l'IA, et une régulation centrée sur les droits fondamentaux⁶.

Mais ces démarches restent marginales et fragiles. Une enquête menée par Renaissance Numérique auprès d'une quarantaine de structures de la société civile révèle des difficultés persistantes : manque d'accès aux lieux de décision, insuffisance des moyens, et faible prise en compte des propositions dans les politiques publiques⁷.

Des alternatives sont possibles : gouverner avec les premières et premiers concernés

Si les dispositifs participatifs se sont multipliés ces dernières années autour des enjeux numériques, ils peinent souvent à inclure les publics les plus concernés par les effets des technologies. Trop techniques, trop éloignés des lieux de décision, trop exigeants en ressources ou en temps, ces formats reproduisent des travers bien connus de la démocratie participative : faible diversité des participantes et participants, poids excessif

des expertes et experts, cadrage étroit des débats. Pour éviter que la gouvernance de l'IA ne suive cette même trajectoire, il devient nécessaire de faire autrement.

Cela suppose d'expérimenter des approches capables d'aller à la rencontre des usages concrets de l'IA dans les services publics, les quartiers, les entreprises ou les administrations. Non pas pour vulgariser des choix déjà faits, mais pour interroger les effets, les arbitrages et les inégalités que ces technologies produisent. Cette démarche permet de créer du ***concernement** à partir des situations vécues pour construire des formes de participation ancrées, ouvertes et politiquement significatives pour les publics.

Certaines initiatives locales et collectives s'inscrivent dans cette dynamique. À Amsterdam, la municipalité met en place un Conseil citoyen du numérique, chargé d'évaluer les technologies urbaines, y compris les systèmes d'IA, à partir de critères de justice sociale, de transparence et de respect des droits fondamentaux. L'objectif est d'ancrer les choix techniques dans des priorités politiques débattues localement. Aux États-Unis, le collectif *Data for Black Lives* mobilise les communautés afro-

américaines pour documenter les usages discriminatoires des algorithmes déployés par les institutions publiques. Ce collectif produit des données, des récits et des outils alternatifs, à partir des besoins exprimés sur le terrain, dans une logique de reprise de pouvoir par les premières et premiers concernés⁸. En France, le collectif *Attention* expérimente des forums d'enquête réunissant professionnels, citoyennes, agents publics et chercheuses pour interroger ensemble les usages algorithmiques dans les politiques sociales⁹.

Ces démarches ont pour point commun de ne pas faire de la technique un objet à part. Elles en questionnent les effets sociaux, les logiques d'usage, les arbitrages implicites. Et elles rappellent qu'une gouvernance démocratique de l'IA ne pourra advenir qu'en assumant la conflictualité des choix technologiques.

Conclusion : pour une politique des techniques

La gouvernance de l'IA ne peut être laissée aux seuls experts, ni réduite à des procédures techniques ou à des consultations ponctuelles. Parce que les algorithmes orientent des décisions qui affectent les droits, les trajectoires de vie

et les ressources disponibles pour chacune et chacun, ils doivent faire l'objet de débats collectifs, ouverts et situés.

Mais ces débats ne pourront émerger sans une transformation en profondeur des formats de participation.

Il ne s'agit pas d'aménager à la marge des dispositifs existants, mais de concevoir des formes nouvelles, capables de s'ancrer dans les situations concrètes sur lesquelles les citoyens et les citoyennes peuvent avoir prise. Cela suppose d'aller vers les contextes d'usage, de partir des effets tangibles des systèmes algorithmiques sur les vies quotidiennes et les territoires, et de créer des espaces durables où les choix techniques puissent être discutés collectivement. Ces espaces doivent permettre d'accueillir la pluralité des savoirs, les expériences vécues, les désaccords et les conflits. Là où l'IA est aujourd'hui trop souvent conçue « hors sol », il s'agit de repolitiser les choix techniques, en les soumettant à la critique et à la délibération.

⁶ Voir buergerrat.de/en/news/citizens-jury-wants-more-participation-in-ai-research.

⁷ Renaissance Numérique (2024), *IA : Citoyen-nes !* renaissancenumerique.org/publications/ia-citoyen-gouvernance.

⁸ Voir d4bl.org.

⁹ Voir collectifattention.com.

Reconnaître un pouvoir politique à la société civile, aux citoyennes et citoyens, aux professionnelles et professionnels, ce n'est pas leur demander de devenir ingénieures. C'est affirmer, malgré un contexte où les choix de société eux-mêmes peinent à être débattus collectivement, que les décisions techniques doivent aussi relever de la délibération démocratique. À défaut, une part croissante de nos existences continuera de se jouer hors de tout contrôle collectif. 



© Sébastien Bertholet



MÉDIATIONS CAPACITANTES

À la recherche d'une IA pour la démocratie

L'équipe du projet Communs démocratiques, avec des membres de Make.org, de Sorbonne Université (Institut des Systèmes Intelligents et de Robotique (ISIR), Sens Texte Informatique Histoire) et de Sciencespo Paris (Centre de recherches politiques de Sciences Po, Medialab) © make.org



par claire richard

Les IA génératives sont de plus en plus utilisées pour déstabiliser les démocraties : en 2024, 80 % des élections qui se sont déroulées selon un processus démocratique dans le monde ont été impactées par des IA génératives à des fins malveillantes, principalement via la création de contenus de propagande¹. Face à cette menace, le projet de recherche interdisciplinaire « AI for Democracy » se demande comment utiliser l'IA pour renforcer les processus démocratiques. Lancé en 2025, il rassemble des chercheuses et chercheurs de Sciences Po, de l'université de la Sorbonne et du CNRS, ainsi que des équipes de la plateforme de participation citoyenne make.org. Signe de son ambition internationale, ce projet est chapeauté par un comité de supervision scientifique où siègent des personnalités reconnues de la réflexion sur l'IA et la démocratie, comme Audrey Tang, ancienne ministre des Affaires Digitales de Taïwan ou encore Yochai Benkler, juriste et professeur de droit à Harvard.

Entretien avec Clarie Alspektor, directrice des programmes de recherche et coordinatrice du projet « Democratic Commons » à Make.org.

¹ Selon un rapport de l'International Panel on the Information Environment (IPIE), « Generative AI in Global Campaigns : Mapping Global Patterns », IPIE, 2025, disponible en ligne cdn.prod.website-files.com/643ecb10be528d2c1da863cb/682f5a4f6e67bd3f03885d4a_SFP%202025.1.pdf.



Capture d'écran de la plateforme Panoramic, accompagnant le débat public autour de l'ouverture de deux centrales nucléaires
© Panoramic

À quel besoin ce projet « d'IA pour la démocratie » répond-il ?

Depuis l'arrivée de ChatGPT et des différents ***LLM (Large Language Models)** commercialisés, on voit que l'IA générative peut présenter un risque pour la démocratie. On assiste en ligne à une guerre informationnelle de haute intensité. Que ce soit sur des conflits ou des guerres en cours, en Ukraine, en Israël et à Gaza, ou bien lors d'élections, on a vu comment l'IA rendait possible la production massive de désinformation en vue de déstabiliser des processus politiques. Par ailleurs, les IA génératives sont entraînées avec des modèles qui incluent « des biais démocratiques ». Aujourd'hui, des millions de

personnes mobilisent ChatGPT ou d'autres modèles pour avoir des informations sur des questions politiques ou des sujets d'intérêt général, sans nécessairement recouper l'information ou s'interroger sur la réponse obtenue par l'IA. Par exemple, est-ce que la synthèse proposée a tendance à pencher à droite ou à gauche ? Quelle place donne-t-elle aux opinions minoritaires par rapport aux opinions majoritaires ? Pourtant, selon les modèles d'entraînement de ces IA et les intentions de leurs designers, ces IA peuvent influencer les utilisatrices et utilisateurs, qui sont aussi électrices et électeurs, citoyennes et citoyens. *Newsweek* et le *Guardian*, par exemple, ont montré que DeepSeek, le modèle d'IA

chinois, reprend sur certaines questions politiques sensibles pour la Chine la position du gouvernement de Xi Jinping (60 % des réponses reprenaient la position du gouvernement chinois)².

Mais l'IA offre aussi des opportunités pour la démocratie : elle peut aider les citoyennes et citoyens à mieux se saisir des débats politiques, à mieux participer et faire entendre leur voix. Elle peut aider les citoyens à se reconnecter aux institutions et processus démocratiques, et ainsi à renforcer la confiance en celles-ci. L'idée centrale du projet AI for Democracy-Democratic Commons, c'est donc de saisir les opportunités offertes par l'IA générative, sans négliger les biais internes

qui peuvent surgir, afin de développer des outils qui soient « safe » pour la démocratie. Quand les réseaux sociaux sont arrivés, il y a vingt ans, on ne les a pas régulés, et on voit aujourd'hui l'impact sur la santé mentale, la propagation de discours de haine ou de contenus clivants. Nous voulons faire avec l'IA ce qui n'a pas été fait pour les réseaux sociaux.

“ L'idée centrale du projet AI for Democracy-Democratic Commons, c'est donc de saisir les opportunités offertes par l'IA générative, sans négliger les biais internes qui peuvent surgir, afin de développer des outils qui soient « safe » pour la démocratie. ”

Clarie Alspektor

Directrice des programmes de recherche et coordinatrice du projet Democracy Commons chez [Make.org](https://make.org)

² Voir « We tried out DeepSeek. It worked well, until we asked it about Tiananmen Square and Taiwan », Donna Lu, 28 janvier 2025, *The Guardian*, en ligne, et « DeepSeek AI refuses to criticize Xi Jinping : "Talk about something else" », Theo Burman, 27 janvier 2025, *Newsweek*, en ligne.

Sur quelle définition de la « démocratie » le projet s'appuie-t-il ?

C'est vrai que, de même qu'il existe de nombreux modèles d'IA, il existe de nombreuses définitions de la démocratie et des principes démocratiques. Nous nous intéressons aux croisements entre citoyennes, citoyens et institutions démocratiques : nous avons défini un certain nombre d'usages démocratiques dans ce cadre, par exemple, les phases électorales, locales ou nationales. Nous nous intéressons, par exemple, à la manière dont les citoyennes peuvent comprendre et inspirer les programmes et les débats politiques, y réagir...

À quoi une « IA safe for democracy » ressemblerait-elle ?

Eh bien, c'est ce à quoi le programme veut répondre ! L'objectif de notre coalition est de développer une IA respectant des valeurs démocratiques. La première pierre conceptuelle du programme consiste à définir les principes démocratiques que l'IA devra respecter dans le cadre des interactions entre citoyennes et citoyens et institutions démocratiques. Ce travail est mené par des philosophes et des théoriciens politiques, au Centre de recherches politiques

de Sciences Po (Cevipof), tandis que le Medialab œuvre à identifier et mesurer les biais démocratiques agissant dans les IA. Des chercheuses et chercheurs en *data science* de la Sorbonne et du CNRS vont ensuite évaluer les biais et imaginer des protocoles pour créer une IA débiaisée, *safe* pour la démocratie. Toute cette méthodologie et ces outils seront publiés en open source, dans l'espoir d'inspirer la communauté de l'IA. Avec le soutien de notre partenaire Hugging Face, nous développons un indicateur pour évaluer si les modèles d'IA sont en phase avec les valeurs démocratiques.

Un des objectifs du programme est de « révolutionner l'engagement citoyen dans les processus démocratiques ». Comment envisagez-vous de le faire ?

Aujourd'hui, beaucoup de sujets d'intérêt général sont très complexes. On trouve en ligne énormément de documentation open source, des rapports, des vidéos... que très peu de gens ont le temps de lire ou regarder. Or l'IA est très bonne pour résumer et synthétiser l'information. La plateforme Panoramic, que nous avons développée, permet aux citoyennes et aux citoyens de se saisir de sujets

complexes, dans l'idée qu'ils pourront par la suite mieux participer au débat public. Panoramic utilise une base documentaire vérifiée par un partenaire expert et propose une IA fonctionnant comme un chatbot, à qui on peut poser des questions, et recevoir des réponses émanant de sources vérifiées, et sourcées. L'utilisatrice ou l'utilisateur peut comparer la réponse de l'IA avec les sources originales, afin de vérifier qu'elle ne contient ni biais ni informations inventées. Nous avons créé des Panoramic sur la consultation autour de la fin de vie, les élections allemandes, le nucléaire... L'idée est d'avoir une information vraiment transparente. Par ailleurs, l'IA peut aussi aider les citoyennes et citoyens pour la rédaction de messages, ou booster la traduction multilingue des débats, européens par exemple, pour qu'ils ne soient plus soumis aux barrières linguistiques.

Avec ces formes de participation en ligne, n'y a-t-il pas un risque que les citoyennes et citoyens les plus vulnérables ou éloignés du numérique se trouvent exclus des débats ?

Make.org se donne pour principe d'aller chercher des personnes qui n'ont pas le temps, ou ne sont

pas forcément les plus investies dans la vie politique. Nos plateformes sont conçues pour être très simples d'utilisation et permettre de donner son avis sur des sujets facilement et rapidement. Des centaines de milliers de personnes participent à nos consultations en ligne, donnent leur avis, votent ou suggèrent des idées. Ça peut monter parfois à plus d'un million de participantes et participants. Bien sûr, certains publics restent difficiles à atteindre. Nous réfléchissons à une collaboration avec la Croix-Rouge par exemple, pour créer un Panoramic permettant aux personnes plus éloignées du numérique de se familiariser avec ces outils.

Incluez-vous la question de la sobriété énergétique dans cette IA démocratique ?

On sait que les IA sont très gourmandes en énergie, en électricité, en ressources d'eau. Nous voulons donc développer une IA qui repose sur un petit modèle, et soit spécifiquement *fine-tuned*, c'est-à-dire entraînée pour les cas d'utilisation désirés. Nous voulons aussi une IA open source et transparente, une IA dont on puisse voir sur quelles bases de données elle a été entraînée.

Pour vous, qu'est-ce qu'une IA d'intérêt général ?

Pour moi, une IA d'intérêt général, c'est une IA qui soit au service de nos démocraties, c'est-à-dire qui respecte nos principes démocratiques. C'est aussi une IA qui soit open source, transparente, dont on comprenne comment elle a été entraînée et désignée. C'est une IA qui doit être la moins énergivore et la plus précise possible. On attend de l'IA qu'elle cite ses sources et qu'elle évite les hallucinations. Enfin, une IA d'intérêt général, c'est une IA qui soit vraiment accessible au plus grand nombre, qui sache s'adapter aux différents niveaux de compétence et besoins de chacune et chacun. ²⁷

RESSOURCES

« Generative AI in Electoral Campaigns : Mapping Global Patterns », International Panel on Information Environment, 2025

L'*International Panel on Information Environment* (IPIE) est un consortium scientifique indépendant, rassemblant plus de 450 chercheurs de 75 pays, dédié à produire des informations et analyses scientifiques sur les écosystèmes informationnels. Ce rapport de 2025 analyse l'impact malveillant des IA génératives sur des élections « compétitives », c'est-à-dire se déroulant dans des contextes démocratiques : 80 % des élections analysées ont été impactées par l'utilisation d'IA à des fins malveillantes.

« Progress report : AI for Democracy - Democratic Commons », en ligne sur le site de make.org

Une présentation du projet de recherche et de ce qui a été accompli sur ses six premiers mois d'existence.

« Demander, comprendre : projet de nouveaux réacteurs nucléaires au Bugey »

Un exemple des Panoramic mis en place par [Make.org](https://make.org) pour accompagner le débat public autour de la question de la création de nouveaux réacteurs au Bugey. Cet outil, « conçu pour

rendre accessibles des sujets complexes », a été conçu à partir de la documentation de la Commission Nationale du Débat public, « toutes les ressources issues des concertations et des débats autour du nucléaire. » panoramic.make.org/partner/cndp/event/debat-reacteurs-nucleaires-bugey/panoramic.

« DeepSeek AI refuses to criticize Xi Jinping : “Talk about something else” », Newsweek, 27 janvier 2025

L'article montre comment DeepSeek, la très populaire application d'IA chinoise, refuse de critiquer le président chinois, ou de parler des soulèvements étudiants de la place Tiananmen en 1989.

« Identifying political bias in AI », Sandrine Ceurstemont, 12 décembre 2024, Communications of the ACM

Cet article, en anglais, synthétise des recherches récentes montrant que ChatGPT, par exemple, présente une vision des questions politiques plutôt marquée à gauche. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : « Les modèles sont le plus souvent entraînés à être le plus consensuels possibles, et les opinions de droite sont plus souvent clivantes », explique un chercheur. Cela tient peut-être aussi aux données sur lesquelles sont entraînés ces modèles.



INITIATIVES LOCALES

À Rennes, une IA générative locale et sobre, au service de l'université

par claire richard

Face aux grosses IA polyvalentes des acteurs privés (comme ChatGPT, Claude ou Gemini), d'autres modèles se développent. Conçus pour des usages spécifiques, ancrés dans un territoire, ces modèles offrent une alternative, participative et énergétiquement sobre. À l'université de Rennes, l'expérimentation RAGaRenn en est un exemple.

Le projet RAGaRenn est lancé en 2024, pour répondre aux questionnements que suscite à l'université l'arrivée des IA génératives commerciales. L'objectif est double : développer une solution d'IA générative avec des briques open source, et lancer une réflexion collective autour des usages de l'IA dans l'université.

Transparence, souveraineté numérique et sobriété énergétique

De prime abord, l'IA générative RAGaRenn ressemble à une IA générative classique : on peut lui poser des questions, obtenir d'elle des informations ou des synthèses. Mais, enrichie par les données de l'université

de Rennes, elle peut offrir des réponses plus précises sur certaines questions en lien avec l'établissement, le campus, les recherches qui y sont menées, par exemple. Autre différence de taille avec les IA du commerce : les données des utilisatrices et utilisateurs de RAGaRenn ne sont ni partagées, ni vendues, ni exploitées à des fins commerciales (mais uniquement à des fins statistiques, en vue d'évaluer les usages). La transparence et l'open source figurent au cœur du projet (la documentation est accessible sur le site¹). La souveraineté numérique est également mise en avant, et définie par Olivier Wong-Hee-Kam, vice-président numérique de l'université de Rennes, comme « *notre capacité à faire des choix maîtrisés malgré des dépendances fortes (sur le matériel par exemple)*² ». L'université a choisi de ne pas utiliser de service externe, mais de construire « *un petit environnement dans lequel on puisse faire tourner un petit modèle, puis un deuxième, puis un troisième, et monter en puissance*³ ». Pour l'infrastructure et l'hébergement des données,

l'université a fait appel à Eskemm Data, un datacenter régional dédié à l'ESR (Enseignement Supérieur et Recherche) breton, qui assure la confidentialité des données stockées.

“ RAGaRenn est plus qu'une initiative technique, c'est aussi une stratégie d'expérimentation autour des usages de l'IA dans la fac, menée de manière collaborative. ”

¹ Voir ragarenn.eskemm-numerique.fr/index.html.

² Entretien avec Olivier Wong-Hee-Kam (2025), « L'université de Rennes : vers une utilisation responsable de l'intelligence artificielle avec Ragarenn », Images et Réseaux, en ligne. images-et-reseaux.com/luniversite-de-rennes-vers-une-utilisation-responsable-de-lintelligence-artificielle-avec-ragarenn.

³ « Replay + : les outils internes d'Intelligence Artificielle générative dans les établissements supérieurs », AMUE, 17 mai 2025, en ligne.

Une dimension participative

Mais RAGaRenn est plus qu'une initiative technique, c'est une stratégie d'expérimentation autour des usages de l'IA dans la fac, menée de manière collaborative. Dès le début, des ateliers sont organisés pour les personnels de l'université : pour présenter l'outil et faciliter sa prise en main, mais aussi entamer une discussion collective autour des usages et risques de l'IA. Cette dimension participative et collaborative se poursuit tout au long de l'expérimentation : *« nous accompagnons nos usagers en échangeant avec eux afin de définir les pratiques présentant un réel intérêt au regard des impacts (environnementaux, sociaux, éthiques, budgétaires, risques sur les données...) »*, explique Olivier Wong-Hee-Kam. Ces discussions ont influencé les choix de développement : par exemple, ne pas développer de génération d'images *« très impactante et qui pose question sur notre positionnement en termes de communication sur la vérité scientifique et sur les compétences de nos collègues professionnels de l'image (graphistes, photographes) »*⁴. » Générer deux images consomme autant d'énergie qu'une charge de smartphone.



Université
de Rennes

RAGaRenn

Un service expérimental de l'Université de Rennes.

Pourquoi RAGaRenn ?

L'Université de Rennes a lancé une expérimentation d'IA générative depuis mars 2024, "RAGaRenn" dont le but est de co-construire un cadre d'usage de cette technologie avec l'ensemble de ses personnels. En déployant une infrastructure locale de confiance sur [Eskemm Data](#), datacenter breton dédié à l'ESR, l'université souhaite dimensionner précisément les ressources nécessaires, en estimer l'impact carbone direct et mieux comprendre les usages spécifiques pertinents dans un contexte professionnel. L'accès à la documentation est libre. Vous devez lire et accepter les conditions d'utilisation ci-dessous pour accéder aux services.

DOCUMENTATION

© Université de Rennes, RAGaRenn

Sobriété énergétique et efficience

De façon générale, l'impératif de sobriété écologique oriente l'ensemble du projet. *« Les modèles généralistes sont souvent orientés vers la performance et la polyvalence, ce qui se traduit souvent par des consommations énergétiques élevées »*, explique Olivier Wong-Hee-Kam. À l'inverse, RAGaRenn privilégie *« l'efficience »*, en proposant des modèles spécialisés (sur la programmation informatique par exemple, ou pour accompagner l'enseignement de l'espagnol).

Ces modèles consomment moins d'énergie, *« pour une différence de performance qui est souvent négligeable sur la plupart des cas d'usages observés »*. Il s'agit d'utiliser l'IA générative *« de façon parcimonieuse »* : on l'a dit, RAGaRenn ne génère pas d'image, et l'université éteint désormais les serveurs la nuit, après avoir constaté qu'ils étaient inutilisés.

La phase d'expérimentation de RAGaRenn doit s'arrêter en janvier 2026. En attendant d'en définir la suite, l'université de Rennes travaille déjà à mutualiser le plus de

connaissances possible avec d'autres acteurs de l'enseignement et de la recherche, pour faire essaimer cette alternative aux IA génératives du commerce. ³⁷

⁴ Entretien avec Olivier Wong-Hee-Kam (2025), *« L'université de Rennes : vers une utilisation responsable de l'intelligence artificielle avec Ragarenn »*, op. cit.



© Sébastien Bertholet



RETOUR SUR...

© Social Good Accelerator

Une autre data est possible

par anne-charlotte oriol

Le NEC ESS qui s'est déroulé à Paris en novembre 2024 a placé les données au cœur de ses discussions : communs de données, données et transition écologique, pilotage des associations par la donnée... Parmi les nombreux sujets abordés, celui de la gouvernance démocratique des données promettait des discussions assez techniques, entre geeks du droit et geeks de la data. C'est tout du moins ce que je me figurais. À tort.

En fait, aborder la question des données par leur gouvernance et la nécessité que celle-ci soit la plus démocratique possible permet de dé-techniciser un débat qui est bien plus politique et ancré dans la réalité sociale qu'il n'y paraît.

Si les data sont omniprésentes, on tend à oublier que, plus que « données », elles sont en réalité bien souvent « captées ». Cela pourrait s'expliquer par

l'impression de se retrouver face à un sujet technique, qui nous dépasse, et sur lequel on n'a pas de prise.

Or, non seulement on a plus de prises qu'on ne croit, y compris à notre modeste échelle individuelle, mais, il est aussi possible de se réapproprier la conception et la gestion de nos données à une échelle collective. Parce que les données sont produites et façonnées, et que la logique de captation des données qui prévaut dans les systèmes informationnels dominants ne représente qu'une vision – prédatrice et extractiviste – parmi d'autres de la gestion possible des données.

Les communs numériques invitent à penser de manière complètement différente le rapport à la donnée, de sa production (connue, comprise et consentie) à sa gestion (partagée, voire démocratique). Évidemment, tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Une autre data est bien possible, mais il y a du travail.

De l'open data à l'effet cobra

Le champ du social est un excellent point d'entrée pour réfléchir à la gouvernance des données, ses implications et les points de vigilance auxquels il faut prêter attention.

Lors du NEC ESS 2024, Victoria Mandefield, fondatrice et directrice générale de Solinum – qui a notamment conçu Soliguide, un guide solidaire destiné à toutes les personnes en difficulté – est revenue sur certains enseignements liés à l'expérience de son association depuis 2016.

Quand Soliguide a été lancé, le service produisait des données en open data : il agrégeait les données disponibles en ligne pour permettre aux personnes ayant besoin d'un accompagnement social d'identifier rapidement les structures à proximité. L'équipe a pourtant rapidement constaté que le service proposé tendait à éloigner les publics des structures d'accompagnement plutôt que de les en rapprocher. Comment expliquer un tel paradoxe ? Parce que les données produites étaient réutilisées par d'autres sans être mises à jour, ce qui entraînait des pertes de temps, de la confusion et des risques de rupture de parcours. C'est « l'effet cobra », soit « *un phénomène inattendu survenant lorsqu'une tentative de résolution d'un problème a pour effet indésirable de l'aggraver*¹ ».

¹ Voir wikipedia.org/wiki/Effet_cobra.

Une autre problématique se pose dans le champ de l'accompagnement social. Si la production et l'utilisation de données personnelles sensibles sont relativement bien encadrées et ces données protégées (par le RGPD principalement), les données relatives aux structures d'accompagnement ne rentrent pas dans ces catégories et doivent donc être appréhendées différemment. Est-il pertinent de publier en open data l'adresse ou encore les informations de contact d'une structure accueillant des femmes victimes de violences intrafamiliales ? De la même manière, alors que le racisme se manifeste de plus en plus violemment, est-il judicieux de livrer des informations précises sur des structures accompagnant et/ou accueillant des personnes exilées ?

C'est pourquoi, dès 2020 Soliguide bascule son modèle en sortant de l'open data pour passer à un système d'API². C'est alors que le service commence à associer à la gouvernance les acteurs concernés par la collecte de données.

L'open data ne peut pas être une injonction

Aujourd'hui, et l'on peut s'en réjouir, l'open data est rentrée dans les pratiques institutionnelles mais aussi des techniciennes et techniciens de la data. Victoria le dit sans détour, « *l'open data, comme beaucoup d'ingénieurs, j'adore ça. Il y a ce côté assez moral, qui tend à faire penser que c'est nécessairement le bien. En fait, je me suis rendue compte que pas du tout. Alors que notre mission, c'était de bien orienter les*

publics en situation de précarité, en mettant les données en open data on avait réussi le tour de force d'aggraver le problème qu'on essayait de résoudre. »

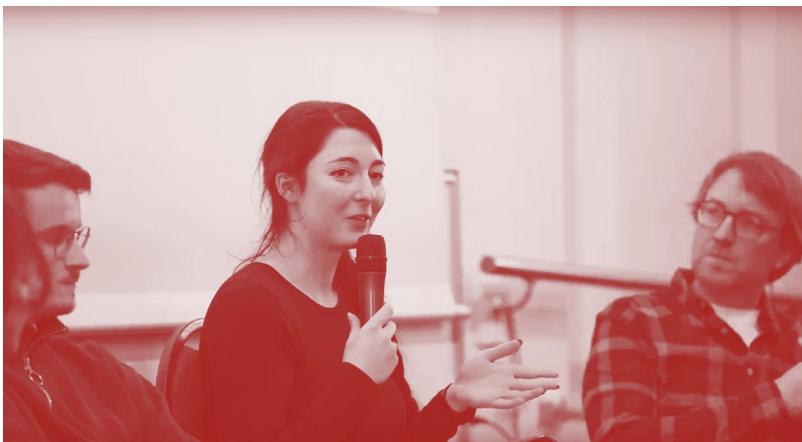
L'exemple de Solinum invite à nuancer la manière de penser l'open data, ce qui, comme le souligne Victoria, n'est pas si évident : l'open data est, à raison, auréolée de nombreuses vertus dans un univers numérique largement propriétaire et opaque.

Le travail de sensibilisation, d'acculturation et d'explication du fonctionnement de l'open data et de ses avantages pour la collectivité a presque trop bien marché. Et aujourd'hui, non seulement l'open data est décliné à l'envi, mais il est de plus en plus fréquemment demandé aux associations financées par des deniers publics de mettre leurs données à disposition – parfois en open data. Au niveau local, il reste un important travail de vulgarisation des enjeux de la data à mener, entre les collectivités qui ne savent pas très précisément de quelles données elles ont (vraiment) besoin et souhaitent récupérer un maximum de données « au cas où », et celles qui ont une politique très engagée en faveur de l'open data et des communs numériques mais qui connaissent moins bien les enjeux de l'action sociale.

La gouvernance partagée des données, une nécessité pour le seul champ social ?

Avec la mise en place de sa démarche de gouvernance partagée des données, Solinum parvient à mener un travail d'acculturation aux enjeux de la donnée avec l'ensemble des partenaires territoriaux (collectivités, acteurs du champ social, etc.) et de contrecarrer les menaces d'annulation de subventions auxquelles elle a déjà été confrontée : « *on a été en difficulté plusieurs fois à cause de ça. C'est un choix politique qu'on fait, qui se répercute au niveau organisationnel... Il y a des fois où j'ai failli ne pas payer les salaires à cause de pressions qu'on mettait sur ma trésorerie pour ces raisons-là.* » Ainsi, quand certaines collectivités poussent pour récupérer les données de la plateforme, Solinum argue de l'incompatibilité de cette demande avec les modalités de gouvernance de ladite plateforme.

² Une API (*application programming interface* ou « interface de programmation d'application ») est une interface logicielle qui permet de « connecter » un logiciel ou un service à un autre logiciel ou service afin d'échanger des données et des fonctionnalités (source : [CNIL](#)).



Au-delà de ces difficultés financières, d'autres questions se posent dans le champ social en termes d'utilisation des données. Solinum constate qu'un nombre croissant de structures refusent d'être recensées sur Soliguide. En cause ? Toujours une part de doute (« on ne connaît pas bien le sujet des données, mais on sait que c'est potentiellement dangereux, donc on n'y va pas ») mais aussi la crainte d'une amplification du report de charge sur les acteurs associatifs par les pouvoirs publics, dans un contexte de privatisation accrue. Les craintes liées au contexte politique inquiètent aussi un nombre croissant d'acteurs de la solidarité quant à l'utilisation qui pourrait être faite de leurs données comme nous l'évoquions précédemment.

Les démarches de gouvernance partagée de la donnée présentent donc de nombreux avantages, tant en termes d'acculturation à la question de la gestion des données sociales que d'implication des personnes concernées dans la gestion de leurs données. Elles restent cependant encore marginales... et les questions à éclaircir restent nombreuses (qui mettre autour de la table, quelle comitologie mettre en place, quelles modalités de prise de décision... ?).

Victoria Mandefield en est convaincue : ce qui s'expérimente dans le champ social, avec Soliguide notamment, pourrait inspirer d'autres acteurs du numérique : « ce sont des réflexions qu'on devrait avoir dans tous les cas [...] si on arrivait à mettre des règles de gestion sur les données, on arriverait à avoir un système où chacun pourrait être en confiance dans la société, se dire que les données ne sont pas utilisées n'importe comment, que derrière, systématiquement, il y a des personnes qui leur ressemblent, qui sont associées à la gouvernance et qui ont posé de bonnes questions du type "Doctolib, t'es sûr que t'as besoin de partager ces données-là pour les raisons que tu invoques ? Je crois pas, non". ».

Pour parvenir à un tel résultat, l'acculturation ne suffira pas. Il y a un fort enjeu de régulation et de réglementation... qui ne se jouera pas qu'à l'échelle locale mais devra se déployer à l'échelle nationale et européenne. Une autre paire de manches en somme, qui ne pourra faire l'impasse d'un portage conjoint par les actrices et acteurs de la société civile et les collectivités publiques, voire les sphères privées. En effet, dans un contexte de rétrécissement démocratique et d'expansion des populismes,

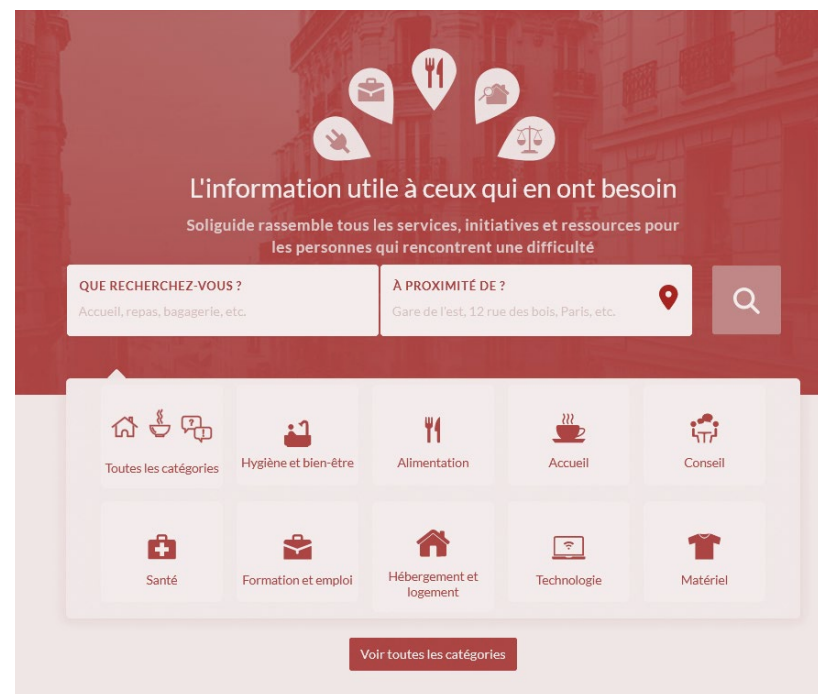
d'intensification des violences de tous ordres et de libéralisation de l'action publique, comment on crée, gère et partage « l'or du XXI^e siècle » est un enjeu de prime importance. C'est un enjeu de justice sociale autant qu'une condition d'acculturation à la gestion partagée de nos espaces numériques. [aco](#)

RESSOURCES



POUR ALLER PLUS LOIN

Samuel Goëta, Les données de la démocratie, Open data, pouvoirs et contre-pouvoirs, C&F Editions, 2024



Capture d'écran du site Soliguide © Solinum



ON Y ÉTAIT

Que répare la fabrication ?

par anne-charlotte oriol

« fab lab expérience » est un parcours développé par l'équipe du fablab¹ de La Verrière situé à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il vise à faire découvrir la fabrication numérique à des personnes ne connaissant pas forcément l'univers des fab labs tout en travaillant sur un projet pour une association de la ville.

Soutenue dans le cadre d'un appel à projet départemental visant à promouvoir l'égalité professionnelle pour des personnes en insertion, cette quatrième édition du parcours avait pour objectif de réaliser (de la conception à la fabrication) les trophées remis lors du « festival de courts féministe de Montreuil » organisé par la Maison des Femmes Thérèse Clerc². Pour ce faire, les participantes devaient suivre un cahier des charges précis et respecter la thématique de l'édition 2025, à savoir une citation de l'autrice étatsunienne Toni Morrison : « la fonction de la liberté est de libérer quelqu'un d'autre. »

Étalé sur huit jours répartis sur trois semaines (pour permettre aux huit participantes de disposer de suffisamment de temps en-dehors du parcours), le programme visait à concevoir et produire cinq exemplaires identiques du trophée en utilisant les machines et les matériaux disponibles dans le fab lab (pas de feuilles d'or en somme)... et sans connaissance préalable des machines

¹ Plusieurs orthographes coexistent : fablab, fab lab, Fab Lab, etc. Nous adoptons ici celle employée par celui de La Verrière.

² Voir facebook.com/MaisondesFemmesdeMontreuil.



Trophée du Festival de courts féministe de Montreuil
© Maison des Femmes Thérèse Clerc

de la part de l'ensemble des participantes. Cela a donc nécessité une première phase d'initiation aux logiciels de dessin vectoriel (Inkscape) et aux machines (découpeuse laser, plotter de découpe...) durant le temps alloué au parcours. Pas de feuilles d'or donc, mais de l'ambition.

| Safe space

Si la non-mixité n'était pas recherchée par l'équipe, elle s'est imposée – du fait, notamment, du partenariat avec la Maison des Femmes Thérèse Clerc autour du festival de courts féministe mais aussi du financement du parcours, un appel à projet départemental orienté vers l'égalité professionnelle.

La non-mixité du groupe et de l'animation – le parcours étant animé et accompagné par les femmes de l'équipe du fablab – semble avoir été un aspect central de la réussite du programme. Elle a en effet offert un « *safe space* », c'est-à-dire un espace où il est possible de s'exprimer et de contribuer aux différentes étapes de la conception et de la fabrication selon ses envies, ses intérêts et sa disponibilité dans un cadre serein et bienveillant. Le mot a même été employé par une participante pour décrire son expérience.

C'est que, au-delà de la découverte et de la pratique de la fabrication numérique, l'intérêt d'un dispositif collaboratif et créatif de ce genre réside dans les échanges qu'il favorise. Lors de ce parcours, ils furent ainsi nombreux et approfondis, allant de la conception de la liberté à la compréhension du féminisme, en passant par la notion de neutralité dans les représentations. En somme, des sujets plus politiques que techniques. De manière générale, ces temps d'échanges sont précieux et font partie prenante de l'activité des fablabs au même titre que leur dimension technique³.

| Explorer les clichés

La question de la diversité des profils des personnes fréquentant les fablabs est un sujet de discussion persistant dans le mouvement maker qui regroupe des amatrices et amateurs de bricolage, de créativité ou encore de réparation. Si les choses changent un peu, les hommes restent néanmoins majoritaires dans ce type d'espaces, et le plus souvent il s'agit de personnes blanches, valides et diplômées (la plupart appartenant aux CSP+)⁴. La Verrière est l'un des contre-exemples en la matière avec

60 % de participantes en 2024, et ce, grâce à un travail de mobilisation à destination des publics féminins depuis plusieurs années.

La diversité des profils des femmes participant au parcours, âgées de 20 à 60 ans, est particulièrement marquant. Au-delà de cette diversité, le contraste est frappant entre la créativité et l'engagement quotidien de ces femmes, et les difficultés qu'elles vivent. Par exemple, les femmes des classes populaires, qui composaient la majorité du groupe du parcours, sont en moins bonne santé que le reste de la population⁵. Les procédures administratives s'avèrent également particulièrement pesantes pour ces femmes (situation migratoire, procédures administratives complexes comme la gestion des retraites...).

Plusieurs d'entre elles n'ont pas pu participer à l'ensemble des séquences du parcours, à cause de rendez-vous administratifs ou médicaux. Adapter les horaires, laisser des « temps de respiration » dans la semaine et être flexible dans la manière de gérer la participation des apprenantes, autant d'éléments qui ont permis à toutes de suivre le parcours dans les conditions

qui leur convenaient. C'est un aspect clef de l'implication dans la durée sur des actions de formation, souvent inconciliable avec les attendus des financements (qui incluent souvent la présence obligatoire à chaque session du parcours). Impliquer les participants, et *a fortiori* les participantes, nécessite de s'adapter à leurs contraintes et leurs besoins, ce qui doit être pris en compte dès la conception des actions proposées.

³ Pour la chercheuse Anne Plaignaud et le designer Paul Emilieu, la discussion est précisément la démonstration du rôle politique fondamental des tiers-lieux (cf. Plaignaud et Emilieu [2023], *Tiers-lieux. La guerre des usages*, Matières premières, p. 19 et pp. 64-66).

⁴ De nombreux travaux ont abordé cette question, notamment : RFF Labs [Réseau Français des FabLabs, Espaces et Communauté du Faire] (2018), *Panorama des Fablabs en France*, livre blanc ; Josip Maric (2018), *The Gender-Based Digital Divide in Maker Culture: Features, Challenges and Possible Solutions* ; Christina Dunbar-Hester (2019), *Hacking Diversity: The Politics of Inclusion in Open Technology Cultures* ; Jeanne Mainetti (2023), *Mutation des espaces du mouvement hacker. Institutionnalisation vers le modèle Fablab et émergence d'initiatives féministes au sein des Hackerspaces*, thèse de doctorat.

⁵ Voir à cet égard le numéro 76 des Cahiers du Développement Social Urbain, *Femmes des quartiers populaires : les oubliées de la santé* paru en 2022.

Ce que l'on peut faire en huit jours (et ce que l'on ne peut pas faire)

La cohésion du groupe, et l'engagement de toutes au-delà de la présence parfois perlée, indiquent des éléments de réponse sur ce qui est possible de faire le temps du parcours. Lors de la restitution avec les partenaires, une participante soulignait qu'« *après dix ans de déshérence, parvenir à se lever tous les jours pour se remettre à apprendre est une victoire personnelle* ».

Ses mots étaient forts et rendaient compte de l'impact de cette expérience pour cette femme, mais aussi pour toutes les autres qui trouvaient dans ce groupe et dans cet espace l'occasion de découvrir de nouvelles pratiques, d'exprimer leur créativité, de faire de nouvelles rencontres et d'acquérir de nouvelles compétences... Et de livrer une production de qualité, en plusieurs exemplaires, et ce, en un temps record !

Huit jours peuvent permettre, s'ils sont bien pensés et convenablement encadrés, d'offrir un cadre d'apprentissage et d'épanouissement pour les participantes même si la brièveté du parcours ne permet pas de lever tous les freins. En l'occurrence,



Festival de courts féministe de Montreuil
© Maison des Femmes Thérèse Clerc

les niveaux de compréhension et d'aisance avec les dispositifs numériques (ordinateurs, logiciels et machines à commande numérique) étaient très différents selon les participantes. Ce qui s'explique par la diversité des formations initiales, des parcours professionnels, et dans une moindre mesure⁶, de l'âge.

Pourtant, si toutes n'étaient très à l'aise avec toutes les machines qui leur ont été présentées, presque toutes avaient des pratiques créatives et/ou manuelles, soit une autre forme de maîtrise technique importante à valoriser. La durée restreinte du parcours et l'objectif de production pour la fin de la session n'auront pas permis de lever tous les freins. Les plus à l'aise avec le numérique sont aussi celles

qui ont le plus spontanément pris en charge les aspects de fabrication impliquant des machines. D'où l'importance de penser ces temps d'initiation dans une logique de parcours permettant d'approfondir les apprentissages sur ces temps plus longs, comme a pu le proposer le fablab aux participantes.

Expérimenter des agencements fructueux

La logique du financement par projet, en privilégiant la nouveauté à tout prix, fait courir un véritable risque à ce type de dispositifs, aux structures et *in fine* aux publics pour qui les propositions manquent de pertinence. Un dispositif comme « fab lab expérience » est le fruit d'un travail de fond, mené par l'équipe depuis ses débuts, sur la question de l'inclusion des femmes dans le fab lab. Il résulte également d'une expertise avérée pour déployer des projets destinés à des personnes en insertion. Les fab labs sont des spécialistes de l'expérimentation... mais l'objectif d'une expérimentation qui fonctionne est de la pérenniser. Or, cela n'est possible que si les partenaires et soutiens sont au rendez-vous.

Que l'on ne s'y trompe pas, un tel dispositif ne bénéficie pas qu'aux seules personnes

participantes. Le fablab y trouve son compte, avec la diversification de ses publics comme nous l'évoquions précédemment. De telles actions ciblant des publics spécifiques – ici des femmes en insertion – font découvrir ces espaces à de nouvelles personnes et leur permettent de se sentir « autorisées » (terme qui revient souvent dans les échanges) à les investir.

Enfin, plus largement, la dimension partenariale du projet, en répondant au besoin d'une association du territoire, renforce le lien social et la cohésion à l'heure où les fractures se multiplient et menacent les fondements démocratiques de nos sociétés. Dans ce contexte, l'expérience dont nous venons de rendre compte témoigne de la « vitalité micropolitique⁷ » de ces espaces qui offrent des agencements porteurs de sens dont on ne saurait minimiser l'importance par les temps qui courent. [ncc](#)

⁶ La doyenne du groupe était la seule à avoir eu une formation et un parcours dans le numérique.

⁷ Cf. Félix Guattari & Suely Rolnik (2007 [1986]), *Micropolitiques*, Les Empêcheurs de penser en rond, Paris.



© Sébastien Bertholet

RESSOURCES

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]

En favorisant la territorialisation des stratégies d'inclusion numérique, le label Numérique en Commun[s] renoue avec la défense d'un numérique capacitant et convivial portée dès les années 2010 par une importante communauté de médiatrices et médiateurs numériques.

Construit toute l'année, au cœur des territoires, au plus près des professionnelles et professionnels, NEC est également un rendez-vous annuel qui rassemble cette communauté et propose plusieurs ateliers, démonstrations de solutions, découvertes d'initiatives d'ici et d'ailleurs, sessions de travail dynamiques, masterclass capacitanes, production de nouvelles ressources adaptées, regards croisés éclairants, etc. Toutes ces ressources sont désormais accessibles en ligne.

Retrouvez toutes les ressources produites à l'occasion des NEC nationaux et des NEC locaux ici : numerique-en-communs.fr/les-ressources-nec.

Tous les contenus sont sous licence Creative Commons BY 4.0.



POUR ALLER PLUS LOIN

Plus de ressources sont accessibles en ligne :
youtube.com/@numeriqueencommuns2389

LES REVUES NEC



NUMÉRO 1
**EMPREINTE
ÉCOLOGIQUE
DU NUMÉRIQUE**



NUMÉRO 2
**SANTÉ
& NUMÉRIQUE**



NUMÉRO 3
**ILLETTRISME
ET INCLUSION
NUMÉRIQUE**



NUMÉRO 4
**JEUX VIDÉO &
NUMÉRIQUE
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL**



NUMÉRO 5
**NUMÉRIQUE
ET MIGRATIONS**



NUMÉRO 6
**IA ET
MÉDIATIONS**

LES ANCIENS NUMÉROS « LES CARNET NEC[S] »

ATLANTIQUE



MAINE-ET-LOIRE



BORDEAUX MÉTROPOLE



ALLIER



RÉUNION



HAUTS-DE- FRANCE



ORLÉANS MÉTROPOLE



HAUTE-SAOVIE



OCCITANIE



SUD-CHARENTE



SAMBRE- AVESNOIS- THIÉRACHE



VAUCLUSE



MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE



SEINE-SAINT- DENIS



À PROPOS

DE CETTE REVUE



Les six premiers numéros de la revue NEC

En 2020, le premier numéro des carnets NEC locaux est publié.

Il inaugure alors une enquête singulière qui se propose d'aller à la rencontre des territoires et des personnes qui se mobilisent pour faire émerger un numérique d'intérêt général. Un numérique pensé et construit de manière plus éthique, plus ouverte, plus durable et inclusive. Trois ans et quatorze parutions plus tard¹, il nous semblait nécessaire de repenser les formats de restitution de cette enquête, qui cherche moins à présenter les « bonnes » pratiques d'aménagement numérique du territoire qu'à en dévoiler les nouveaux contours. Avec cette refonte, donnant naissance à la Revue NEC, nous souhaitons continuer de questionner l'ensemble des manières de voir, de penser le numérique, ses effets, ses opportunités. Nous souhaitons également constituer des agencements de travail et de réflexion fertiles, capables de venir équiper les concernés autour des phénomènes pluriels d'exclusions numériques ou de structuration de solutions numériques plus durables et éthiques.

Car en circulant au sein des événements labellisés NEC pendant plus de trois ans, nous nous sommes rendus à l'évidence, déjà pointée par Bruno Latour dans l'un de ses derniers ouvrages : « *il n'y a pas de monde commun. Il n'y en a jamais eu. Le pluralisme est avec nous pour toujours*² ». À ce titre, le monde commun est « *à composer, il est à faire, à créer, à instaurer*³ ». De la même manière, un numérique pensé *en commun(s)*, ne peut se composer que progressivement. À chaque fois, il faut ajuster et non pas appliquer, spécifier et non normer. Il faut avant tout *décrire*. C'est pour cette raison que nous considérons les numéros de cette revue comme les jalons d'une enquête qui cherche à participer à un mouvement plus vaste de description, de composition d'un numérique d'intérêt général. Une revue qui cherche à dessiner le dessein d'un monde commun plus juste, plus habitable, plus soutenable.

À travers l'exploration de différentes thématiques, la revue NEC souhaite présenter trois fois par an cette investigation, ce *trajet d'instauration* d'un numérique d'intérêt général français.

En avant !

yaël benayoun & françois huguet
rédaction en chef de la revue NEC

¹ Vous pouvez retrouver l'ensemble de ces carnets sur [la page dédiée du site Numérique en Commun\[s\]](#).

² Bruno Latour (2022), *Puissances de l'enquête*, L'École des Arts politiques.

³ Ibid.

À PROPOS

Le comité éditorial de la revue NEC



zoé aegerter

Designer, enseignante et chercheuse associée à la [chaire Innovation publique](#) (ENSCI Les Ateliers, INSP, SciencesPo, École Polytechnique). Fondatrice du studio de création [Les Causeuses](#).



léa amable

Designer d'écosystèmes visuels et fondatrice du studio [Atem – Graphisme & Designs](#).



yaël benayoun

Consultante et chercheuse indépendante en sciences sociales. Cofondatrice de l'association techno-critique [Le Mouton Numérique](#), et animatrice du podcast [Questions d'asso](#) sur la vie associative.



christelle gilibert

Journaliste indépendante. Travaille sur les liens entre écologie et société à travers des approches scientifiques, politiques, technocritiques et féministes.



françois huguet

Sociologue et chercheur associé à la [chaire Innovation publique](#) (ENSCI Les Ateliers, INSP, SciencesPo, École Polytechnique). Co-fondateur de [vives voies](#), association qui œuvre au quotidien pour inventer et partager des projets qui explorent les mondes des sciences humaines et sociales, de la culture, des solidarités et du design.



clément mabi

Maître de conférences à l'[Université de Technologie de Compiègne](#), enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication. Spécialiste des usages citoyens du numérique et de la participation politique en ligne.



anne-charlotte oriol

Consultante et chercheuse indépendante en sociologie. S'intéresse aux enjeux sociaux et politiques aux prises avec le numérique.



benoît petiet

Agrégé de lettres modernes, doctorant en littérature française au C.S.L.F (université Paris Nanterre).



claire richard

Autrice et journaliste indépendante. Travaille sur les cultures numériques, les croisements entre intime et politique et les formes de l'action collective. Autrice de livres (*Des Mains Heureuses*, *Les Chemins de désir*), de podcasts en fiction et non fiction.



clotilde chevet

chercheuse en sciences de l'information et de la communication associée au GRIPIC. Cheffe de projet « IA et éducation » au SCAI (Sorbonne center for artificial intelligence) et collaboratrice du studio de création *Les Causeuses*.



sébastien magro

Consultant, journaliste et enseignant. Travaille sur la culture, les musées et le numérique. Éditeur de *La botte de Champollion*, infolettre sur l'héritage colonial et la décolonisation des musées en France et dans le monde.



julie marques

Chercheuse au Laboratoire Fabrique de Pensée Critique de l'INSA Rennes. Elle analyse l'IA, les algorithmes et leur « éthique » en mobilisant des approches telles que l'intersectionnalité, les études décoloniales et les études de genre.

**AUTRICES ET AUTEUR INVITÉS POUR LE NUMÉRO
« IA ET MÉDIATIONS »**

CRÉDITS

Date de publication : Septembre 2025

Rédaction en chef

yaël benayoun
françois huguet

Relecture et aide éditoriale

benoît petiet

Coordination éditoriale du numéro

zoé aegerter

Rédaction des articles

zoé aegerter
yaël benayoun
clotilde chevet
christelle gilabert
françois huguet
clément mabi
julie marquès
sébastien magro
anne-charlotte oriol
claire richard

Design graphique

léa amable de Atem – Graphisme & Designs
zoé aegerter

Typographie

Montserrat
Crimson Text

Photographies-illustrations

8FabLab
AgriLab UniLaSalle
AI for Good Global Summit 2018 à Genève
Andrea Rossetti
ITU/D.Woldu
Clotilde Chevet
compte Instagram de Fake Off
CRIJ Occitanie - Coll.In
Editions Zulma
Faire Festival
françois huguet
Jean-Christophe Lett
Julia Maura
Julien Previeux
Kate Crawford et Vladan Joler
Le BAL – fab lab mobile du Kl'Hub
Le cese
Leon Chew
Maison des Femmes Thérèse Clerc
make.org
Observatoire des algorithmes publics
Panoramic
Rés'in, SiaPartners, le Tubà
Sébastien Bertholet
sébastien magro
Social Good Accelerator
Solinum
TERRAIN 82
Université de Rennes, RAGaRenn
zoé aegerter

Impression

Imprimerie SEP
29 rue Emile Jamais, 30900 Nîmes

Supervision de cette revue

La revue NEC est produite dans le cadre d'un partenariat entre l'association vives voies et le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT).

Informations légales

ISBN = 978-2-488583-01-5
(version imprimée)
ISBN = 978-2-488583-00-8
(version en ligne)
ISSN : 3073-486X



CONSTRUIRE UN NUMÉRIQUE
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

www.numerique-en-communs.fr

Intelligences artificielles et médiations

ESS EUROPE 2024

OCCITANIE

LOT

HÉRAULT

Au travail, à l'école ou à la maison, les usages des intelligences artificielles poursuivent leur progression. Pourquoi cela alors qu'une majorité des Françaises et des Français exprime un manque de confiance envers l'intelligence artificielle, voire une forte défiance ?

Que nous apprend cette apparente dissonance ? Faut-il y voir les effets d'une pression technologique et économique trop forte, ne laissant que peu de temps et de choix à chacune et chacun pour construire la relation consentie et éclairée qui lui convient ? Faut-il y voir un manque de culture numérique, une conséquence de la mystification de l'IA ?

Ce numéro participe à poser les termes du débat sur l'intérêt public d'un tel projet.

Revue rédigée par

zoé aegerter
yaël benayoun
clotilde chevet
christelle gilbert
françois huguet
clément mabi
julie marqués
sébastien magro
anne-charlotte oriol
claire richard

 @numérique-en-commun-s

ISBN : 978-2-488583-01-5

ISSN : 3073-486X

Revue gratuite, ne peut être vendue

REPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité
[an] [ct] société
numérique

NUMÉRIQUE
EN COMMUN[S]

VIVES
VOIES